



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 - 2017

**LE GSPC/AQMI AU SAHEL : MUTATION ET
INTERNATIONALISATION DU TERRORISME SOUS
REGIONAL**

**LE NIGER, ETAT SAHELIEN AU CARREFOUR DES PROBLEMATIQUES
SECURITAIRES DE LA SOUS-REGION**



Lieutenant-colonel Olivier Alary

Sous la direction de :
M. Francis Simonis – Université d'Aix-Marseille

REMERCIEMENTS

Je remercie tout d'abord Monsieur Francis Simonis dont le soutien et les conseils avisés me furent précieux pour mener à bien ce travail.

Je tiens ensuite à souligner la disponibilité de Madame Isabelle Baert, Monsieur le colonel Jean-Frédéric Sellier, Monsieur le commissaire Boudjamaha Baïka et Monsieur Brent Elrod qui ont bien voulu me faire partager leur fine appréciation de situation en qualité d'acteurs de terrain engagés au Sahel.

Résumé

L'analyse des mutations du terrorisme sahélo-saharien et de ces formes d'internationalisation amène à apprécier Al-Qaïda au Maghreb Islamique comme l'allégeance majoritaire du terrorisme sahélo-saharien, véritable colonne vertébrale de la déstabilisation armée de la sous-région. De rebelles trafiquants, ses membres sont devenus des djihadistes salafistes chevronnés. Toutefois, la « franchise » du groupe État Islamique tend à gagner du terrain, s'inscrivant dans la logique de l'ouverture d'un second front et d'une pensée djihadiste rénovée au Sahel.

Le GSPC/AQMI prend pied au Sahel dès 1996, espace négligé par les pouvoirs centraux mais espace de contact structuré autour des trafics sahéliens et par les rebellions Touaregs. En effet, l'espace sahélo-saharien, au climat difficile, est réparti entre les États qui le bordent. Sa population nomade, dotée d'une forte identité culturelle, est marginalisée. En outre, l'émergence des groupes armés a fait du carrefour sahélien nigérien un espace de flux et de trafics peu contrôlé par les forces de sécurité intérieure et les armées des États de la bande sahélo-saharienne. C'est dans ce contexte que la montée en puissance d'AQMI, organisation terroriste à vocation hégémonique au Sahel, est observée.

A compter de 2010, la porosité entre les rebelles trafiquants et les partisans d'AQMI s'accroît et transforme ces derniers en djihadistes chevronnés, exploitant les crises en Libye et au Mali. A partir de 2015, la franchise État Islamique vient toutefois concurrencer AQMI durement éprouvé par l'opération Serval, tout en proposant un djihadisme plus contemporain. Après avoir exploité les crises de la zone de 2011 à 2013, AQMI reprend en 2014 sa forme première d'organisation terroriste largement disséminée dans le Sahel, menant des actions de terreur décentralisées à dominante offensive, tout en tissant des alliances au sein de ces territoires et des populations sahéliennes.

La lutte actuelle contre le terrorisme au Sahel s'effectue à trois niveaux, national, régional et international et elle doit être sans cesse rénovée pour gagner en cohérence et en efficacité face à cette problématique transfrontalière. En effet, la lutte contre le terrorisme au niveau national est très inégale et rencontre des problèmes structurels difficiles à faire évoluer. Au niveau régional, elle est en construction mais souffre encore d'un manque d'investissement humain et moral commun. Enfin, la coopération internationale est très présente mais n'avance pas de manière coordonnée, tout en ayant pour objectif commun la stabilisation des pays de la zone en vue d'augmenter le retour en sécurité intérieure de l'Europe.

Abstract

Analysis of the changes in Sahelo-Saharan terrorism and these forms of internationalization leads us to appreciate Al-Qaeda in the Islamic Maghreb as the majority allegiance of the Sahelo-Saharan terrorism, the veritable spine of the armed destabilization in the sub region. From rebel traffickers, these members became experienced Salafi jihadists. However, the "franchise" of the Islamic State group tends to gain ground in line with the logic of opening a second front and a renewed jihadist thought in the Sahel.

In 1996, the GSPC / AQMI became established in the Sahel, an area neglected by the central authorities but a structured contact area around Sahelian traffic and by Tuareg rebellions. Indeed, the Sahelo-Saharan space, with its difficult climate, is divided among the states bordering it. Moreover, its nomadic population, endowed with a strong cultural identity, is marginalized. The emergence of armed groups has made the Nigerien Sahelian crossroads a space of flow and traffic, little controlled by the internal security forces and armies of the states of the Sahelo-Saharan band. It is in this context that the rise of AQIM, a terrorist organization with a hegemonic vocation in the Sahel, is noted.

Beginning in 2010, the porosity between the rebel traffickers and the AQIM supporters increases and moves them into experienced jihadists, exploiting the crises in Libya and Mali. Beginning in 2015, however, the Islamic State franchise comes to compete with AQMI hard-hit by the French operation Serval, while proposing a more contemporary jihadism. After exploiting the crises of the zone from 2011 to 2013, AQIM resumes its first form of terrorist organization widely disseminated in the Sahel, conducting decentralized actions of terror mainly offensive by making efforts on its alliances within its territories and Sahelian populations.

The current fight against terrorism in the Sahel is carried out at three levels, national, regional and international, and needs to be renewed in order to achieve coherence and effectiveness in the face of cross-border problems. Indeed, the fight against terrorism at the national level is very uneven and suffers from structural problems that are difficult to evolve. At the regional level, it is under construction but still suffers from a lack of common human and moral investment. Moreover, international co-operation is very present but not moving in a coordinated way, with the common aim of stabilizing the countries of the zone with a view to increasing the return to internal security in Europe.

Sommaire

1. Le GSPC/AQMI prend pied dès 1996 au Sahel, espace négligé par les pouvoirs centraux mais espace de contact structuré autour des trafics sahéliens et par les rebellions Touaregs.....	10
1.1. L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN, AU CLIMAT DIFFICILE, EST REPARTI ENTRE LES ÉTATS QUI LE BORDENT. SA POPULATION NOMADE, DOTÉE D'UNE FORTE IDENTITÉ CULTURELLE, EST EN OUTRE MARGINALISÉE. .	10
1.1.1. Un territoire sahélien au climat difficile et peu valorisé.....	10
1.1.2. Un territoire maîtrisé par une population nomade à forte identité, déconsidérée et marginalisée par le pouvoir central.	11
1.2. L'ÉMERGENCE DES GROUPES ARMÉS DANS LE CARREFOUR SAHÉLIEN NIGÉRIEN EST OBSERVÉE DANS UN ESPACE DE FLUX ET DE TRAFICS, PEU CONTRÔLÉ PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LES ARMÉES DES ÉTATS DE LA BORDURE SUD.	14
1.2.1. Le désert nigérian est un carrefour d'échanges entre l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne qui accueille aussi des trafics en tout genre.	14
1.2.2. Des contraintes connues des forces de défense et de sécurité (FDS) qui accrochent régulièrement les trafiquants.....	16
1.2.3. Des trafics hautement rémunérateurs dont le contrôle entraîne des conflits qui cristallisent des tensions ethniques sous-jacentes.....	17
1.3. LA MONTÉE EN PUISSANCE D' AQMI, ORGANISATION TERRORISTE À VOCATION HÉGÉMONIQUE AU SAHEL, PROFITE DE CES CONTRAINTES.	18
1.3.1. Le terrorisme algérien a toujours trouvé refuge au Sahel. Le Mali est ainsi vite apparu comme la base arrière de leurs actions terroristes, actions dont le centre de gravité s'est davantage tourné vers la bande sahélo saharienne à partir de 2007.	18
1.3.2. AQMI n'est jamais resté isolé au Sahel et a toujours veillé à entretenir des liens avec les groupes terroristes régionaux.	24
1.3.3. Le front uni qu'offre AQMI souffre de concurrences théologiques et de scissions idéologiques.	26
2. À compter de 2010, la porosité entre les rebelles trafiquants et les partisans d'AQMI s'accroît et mue ces derniers en djihadistes chevronnés, exploitant les crises en Libye puis au Mali. À partir de 2015, la franchise État Islamique vient toutefois concurrencer AQMI durement éprouvé par l'opération Serval, tout en proposant un djihadisme plus contemporain.	29
2.1. DE REBELLE TRAFIQUANT À TERRORISTE CHEVRONNÉ.....	29
2.1.1. Le soutien logistique et le financement du djihad sahélien repose sur le soutien au trafic de contrebande, trafic d'armes et trafic d'or.	29
2.1.2. Des preneurs d'otages de plus en plus audacieux (exemple de Niamey en janvier 2011).....	33
2.1.3. Des katibas élargissant leurs rayons d'action en s'en prenant directement aux États sahéliens.	36
2.2. L'EXPLOITATION DES CRISES EN LIBYE ET AU MALI DE 2011 À 2013 PAR AQMI.	39
2.2.1. L'aubaine de la crise libyenne, comme accélérateur de l'émergence d'AQMI en qualité d'acteur majeur sahélien contre les intérêts français et occidentaux.	39
2.2.2. Une logique de territoire accélérée par la crise malienne et la rébellion lancée par le MNLA aux marches des États sahéliens.	40
2.2.3. Le mythe de la création de l'État Islamique au Sahel.....	41
2.3. AQMI REPREND SA FORME PREMIÈRE D'ORGANISATION TERRORISTE LARGEMENT DISSEMINÉE DANS LE SAHEL, MENANT DES ACTIONS DE TERREUR DÉCENTRALISÉES À DOMINANTE OFFENSIVE EN FAISANT EFFORT SUR SES ALLIANCES AU SEIN DE CES TERRITOIRES ET DES POPULATIONS SAHÉLIENNES.	43
2.3.1. La dissémination faisant suite à l'opération Serval.	43
2.3.2. L'émergence de nouveaux groupes terroriste toujours d'obédience salafiste djihadiste.	44
2.3.3. Un retour au paradigme de l'action de nuisance du faible au fort.	45

3. Une lutte actuelle contre le terrorisme au Sahel qui s'effectue à trois niveaux, national, régional et international et qui doit être sans cesse renouvelée pour gagner en cohérence et en efficacité face à cette problématique transfrontalière.....	49
3.1. LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU NIVEAU NATIONAL EST TRES INEGALE ET CONNAIT DES PROBLEMES STRUCTURELS DIFFICILES A FAIRE EVOLUER.	49
3.1.1. Un déficit de formations et de matériels des forces de défense et de sécurité nigériennes qui doivent contrôler des zones de flux immenses.	49
3.1.2. Le manque d'initiative et le manque de délégation sont des défauts majeurs et systémiques et se retrouvent dans les lacunes opérationnelles au contact de l'ennemi.	52
3.1.3. Face aux difficultés, la remise en question des autorités civiles et militaires est absente et le retour d'expérience est négligé.....	53
3.2. LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU NIVEAU REGIONAL PATIT D'UN MANQUE D'INVESTISSEMENT HUMAIN ET MORAL COMMUN, NON PRIORITAIRE AU MEME MOMENT DANS L'AGENDA DES DIRIGEANTS POLITIQUES DE LA ZONE.	55
3.2.1. Le concept des trois frontières est une problématique difficile à appréhender et nécessite une coopération forte pour être efficace.	56
3.2.2. Les enjeux de puissance sont très forts dans la sous-région et peuvent nuire à l'efficacité du système. La coopération régionale est essentielle à la stabilité sécuritaire de la BSS au travers d'une prise en charge globale.....	57
3.2.3. L'interdépendance des pays sahéliens appelle une coopération sous régionale plus efficace car la défaillance d'un État pourrait entraîner dans sa chute ses voisins laissant le champ libre aux groupes armés.....	60
3.3. LA COOPERATION INTERNATIONALE N'AVANCE PAS DE MANIERE COORDONNEE, TOUT EN AYANT POUR OBJECTIF LA STABILISATION DES PAYS DE LA ZONE EN VUE D'AUGMENTER LA SECURITE INTERIEURE DES PAYS EUROPEENS.....	63
3.3.1. Les interventions armées sont efficaces mais placent les pays du Sahel dans une position attentiste.....	64
3.3.2. La coopération française en matière de sécurité intérieure est nombreuse pour lutter contre le terrorisme mais elle manque d'une pleine appropriation de la part des États sahéliens.....	65
3.3.3. La coopération internationale doit être renouvelée et repensée afin d'être plus utile aux pays bénéficiaires et éviter un mille-feuille inefficent.....	68
Annexe 1 : Carte du Niger.....	75
Annexe 2: La Garde Nationale du Niger (2010-2013).....	76
Annexe 3 : Itinéraires des grands trafics illégaux au Niger.....	81
Annexe 4 : Evolution des actions terroristes en Afrique.	85
Annexe 5: Témoignage de Brent Elrod.....	87
Glossaire.....	94
Bibliographie.....	96

INTRODUCTION

Depuis le 11 janvier 2013 et le début de l'opération française Serval, appuyée par la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA), le Mali bénéficie sur son sol de l'appui armé de la communauté internationale. Cet appui a été ensuite complété, à compter d'avril 2013, par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) ainsi que par des missions polyvalentes de formation de l'Union Européenne et des États-Unis, missions en place depuis le début d'année. L'objectif est de soutenir les forces de défense et de sécurité (FDS) maliennes cherchant à repousser les groupes armés qui se sont installés dans le nord du pays en 2012.

Ces missions de lutte contre les groupes djihadistes ont enregistré des résultats en mettant fin à une période d'expansion des groupes djihadistes au Sahel et en empêchant la constitution de sanctuaires terroristes dans la bande sahélo-saharienne (BSS). Pour autant, au dernier semestre 2016, de multiples opérations armées terroristes ont eu lieu au Mali comme au Niger. Les plus marquantes sont l'assaut (*rezzou*) depuis le Mali sur un camp de réfugiés maliens à Tazalit au Niger faisant vingt-deux (22) morts parmi les FDS nigériennes le 6 octobre 2016 et l'enlèvement d'un ressortissant américain à Abalak au Niger le 14 octobre 2016. Alors qu'ils ont connu un taux d'attrition significatif en trois ans, les groupes armés terroristes en provenance du Mali semblent toujours bénéficier d'une liberté de manœuvre importante.

Par ailleurs, appréhender Al-Qaïda au Maghreb Islamique¹ (AQMI) au Sahel confronte le chercheur à plusieurs difficultés ; celui-ci doit résoudre tout d'abord un problème de multiplicité des sources, analyser ensuite les discours des parties en présence, afin de discerner leurs agendas et intérêts et de ne pas se laisser instrumentaliser.

La première difficulté tient au fait que les sources sont nombreuses sur le sujet :

- Beaucoup d'articles, d'analyses, de posts sur des blogs de spécialistes occidentaux ont été rédigés sur l'action d'AQMI de 2010 à 2016. Pour autant, il n'a été que peu écrit sur les réalités africaines confrontées à la lutte contre le terrorisme.
- Des entretiens d'acteurs de la sécurité intérieure, français et américains, en poste depuis 2010 dans la sous-région, viennent compléter ce panorama sahélien. Ces experts techniques

¹ AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) : organisation créée en 2007 à partir du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), algérien, qui se divise en deux factions l'une essentiellement présente au nord de l'Algérie et la seconde au Sahel.

de haut niveau continuent de mener leur réflexion pour apporter une coopération internationale plus efficace dans la lutte contre le terrorisme et la recherche du retour en sécurité intérieure pour les pays occidentaux.

- Une dernière source provient de carnets de terrain personnels, ceux du coopérant technique auprès de la garde nationale du Niger que j'ai été de 2010 à 2013, période très sensible du djihadisme à la frontière nigéro-malienne. Cette vision est très incarnée ; elle pourrait être considérée comme partielle et parcellaire. Toutefois, elle repose sur une connaissance fine du terrain et de ses acteurs à une période cruciale du djihadisme sahélien.

La seconde difficulté à laquelle le chercheur est confronté tient à la vision occidentale qui est portée sur le terrorisme qui reste une problématique africaine :

- La vision romantique que les Occidentaux portent sur le peuple Touareg tend à absoudre les clans Touaregs de leur rôle de trafiquants transsahariens soutenant l'action des groupes armés de la zone dont certains sont affiliés à AQMI.
- En outre, le Sahel comme l'Afrique subsaharienne sont difficilement appréciables par l'esprit cartésien occidental. Le spécialiste occidental voudra voir un agenda manichéen au Sahel alors que l'enchevêtrement des conflits d'intérêts, des agendas ethniques et régionaux est typique du terrorisme sahélien.

La BSS, entendue comme comprenant la Mauritanie, le Mali, le Burkina-Faso, le Niger, l'Algérie et le Tchad, n'est pas un sanctuaire terroriste mais plutôt une zone de flux pour ces groupes à l'instar des autres acteurs de la zone. AQMI, Ansar Dine², MUJAO³, Front de libération du Macina⁴, État Islamique dans le grand Sahara⁵, ces groupes terroristes ont des agendas différents, nouent des alliances fluctuantes et mènent des activités qui ont un impact sur la stabilité de la sous-région. Boko Haram⁶ participe aussi de cette instabilité dans la zone du Lac Tchad : depuis 2014, le groupe n'est plus seulement une rébellion du nord du Nigeria mais est devenu un problème sous régional faisant écho aux problématiques terroristes maliennes.

Depuis leurs indépendances, les États du Sahel se caractérisent par leur faible capacité à

² Ansar Dine : groupe armé créé fin 2011, dirigé par Iyad Ag Ghali, l'un des principaux chefs de la rébellion Touareg (1990-1995).

³ MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'ouest) : organisation issue en 2011 d'une scission avec AQMI afin d'étendre le djihad à l'Afrique Subsaharienne.

⁴ Front de Libération du Macina : créé début 2015, ce groupe armé salafiste djihadiste regroupe surtout des Peuls maliens et apparaît depuis 2016 comme une katiba d'Ansar Dine.

⁵ État Islamique dans le grand Sahara : Dissidence de la katiba de Mokhtar Belmokhtar ayant fait allégeance à Daech en juin 2015.

⁶ Boko Haram : Créé en 2002, groupe armé terroriste djihadiste du nord-est du Nigeria ayant fait allégeance à Daech en 2015.

contrôler les marges de leurs territoires. Périphérie pour chacun des États qui y exerce sa souveraineté, le territoire sahélo-saharien forme cependant un ensemble cohérent à partir duquel les groupes armés peuvent mener des actions terroristes. Le nord du pays n'est toujours pas sous le contrôle de la capitale malienne Bamako. Pour sa part, le Niger subit sur deux fronts des actions terroristes depuis le nord Mali et désormais des exactions dans le sud-est du pays autour du lac Tchad. Ces deux pays, Mali et Niger, sont les deux États qui méritent une attention particulière. En effet, leurs enjeux sécuritaires ne sont pas seulement internes mais ont des répercussions sur l'ensemble des pays de la BSS. En outre, le Niger est l'État sahélien au carrefour des problématiques sécuritaires de la sous-région.

Étudier ces tensions sécuritaires passe donc également par l'analyse des mutations du terrorisme sahélo-saharien et de ces formes d'internationalisation. Malgré des scissions internes, Al-Qaïda au Maghreb Islamique demeure l'allégeance majoritaire du terrorisme sahélo-saharien, véritable colonne vertébrale de la déstabilisation armée de la sous-région. De rebelles trafiquants, ses membres sont devenus des djihadistes chevronnés. Toutefois, la « franchise » du groupe État Islamique tend à gagner du terrain s'inscrivant dans la logique de l'ouverture d'un second front et d'une pensée djihadiste rénovée au Sahel.

Étudier le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne conduit à une réflexion en trois temps :

1. Une présentation de l'espace dans lequel les groupes armés djihadistes évoluent constitue la première partie.
2. Ensuite, il s'agira d'étudier les types d'actions djihadistes sahéliennes de septembre 2010 avec des prises d'otages audacieuses à octobre 2016 avec des actions terroristes au fort retentissement sous régional et international.
3. Enfin, nous pourrions apprécier les difficultés structurelles et conjoncturelles de la lutte contre le terrorisme et la manière dont la coopération internationale pourrait contribuer à y remédier.

1. Le GSPC/AQMI prend pied dès 1996 au Sahel, espace négligé par les pouvoirs centraux mais espace de contact structuré autour des trafics sahéliens et par les rebellions Touaregs.

1.1. L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN, AU CLIMAT DIFFICILE, EST REPARTI ENTRE LES ÉTATS QUI LE BORDENT. SA POPULATION NOMADE, DOTÉE D'UNE FORTE IDENTITÉ CULTURELLE, EST EN OUTRE MARGINALISÉE.

1.1.1. Un territoire sahélien au climat difficile et peu valorisé.

Le Sahel est un vaste espace de sable et de pierres s'étendant de l'Atlantique à la mer Rouge, au climat semi-aride chaud très exigeant pour les populations nomades et leurs troupeaux qui résident dans les aires semi-désertiques. Cet espace est un environnement souvent caractérisé par des métaphores marines⁷. Les spécialistes, tant militaires que géographes, parlent ainsi souvent d'océan de sable et ce n'est pas anodin si deux avions de patrouille Atlantique-2 de la Marine Nationale ont été très rapidement dépêchés en septembre 2010 à Niamey pour participer à la recherche des sept otages d'AREVA et VINCI enlevés à Arlit⁸ au Sahel.

La désertification et la sécheresse pèsent sur le développement des États sahélien qui connaissent des famines endémiques comme au Niger en 2005. Le Mali et le Niger, pays enclavés sans débouché maritime, ont une grande partie de leur territoire⁹ constituée de ces zones arides, peu propices à l'élevage et à l'agriculture. Les résultats des enquêtes annuelles sur la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire des pays sahéliens tendent à démontrer que presque 1/5e de la population sahélienne est en situation de vulnérabilité sévère ou modérée¹⁰. Cela démontre

⁷ « Si nous considérons le phénomène de la migration du désert (le Sahel précède toujours le Sahara) dans ses grands rapports historiques, et que nous l'appliquions ensuite à toute la vaste étendue du grand océan de sable, nous arriverons à l'une des causes qui ont vraisemblablement donné naissance à cette mer errante, comme l'appelle les Arabes de Souse, lorsqu'elle est agitée par les tempêtes : elle est alors, disent-ils, « plus perfide que la mer. » in Karl Ritter, *Géographie générale comparée ou étude de la terre dans ses rapports avec la nature et avec l'histoire de l'Homme*, Société typographique belge, 1838, p. 561

⁸ « Rien ne ressemble plus à la guerre sur mer que celle dans le désert », Blog Secret Défense, post du 20 septembre 2010, Jean-Dominique Merchet.

T. E Lawrence, *Guérilla dans le désert*, 1001 Nuits, 1997.

⁹ 4/5^e des 1 267 000 km² du territoire nigérien sont constitués d'une zone sahélo-saharienne aride à la densité humaine faible

¹⁰ L'aggravation sensible de l'insécurité alimentaire en zone urbaine est confirmée par les ONG et autres structures concernées comme l'UNICEF. Elle s'explique par un exode rural croissant qui génère une extrême pauvreté dans les nouveaux quartiers périphériques des grandes villes

l'incapacité structurelle des pays sahéliens à assurer une sécurité alimentaire satisfaisante à leurs habitants, même lorsque les pluies sont abondantes et les récoltes bonnes. A cet égard, la très forte croissance démographique¹¹ doublée d'une productivité agricole fébrile voire en baisse est un réel handicap. L'absence de tissu économique (tourisme en berne depuis la crise libyenne puis malienne de 2011 à 2013) qui pourrait offrir des revenus alternatifs, condamne les habitants à l'agriculture de subsistance et la crise sécuritaire au Sahel ne peut que laisser craindre une amplification de ce phénomène.

Les États ont en outre peu valorisé ces espaces sahéliens. Le développement des infrastructures dans ces régions se mesure au nombre de kilomètres de routes goudronnées ainsi qu'au nombre de forages de puits. Les régions de Kidal et de Tombouctou au Mali sont ainsi assez négligées. Les efforts sont surtout faits pour le sud, cœur économique du pays. En revanche au Niger, la région d'Agadez fait figure d'exception. Elle est un peu mieux lotie grâce aux ressources uranifères de sa partie nord-ouest. La ville d'Arlit et son département, à l'ouest de la région d'Agadez, profite de la mine d'uranium d'Akokan avec des routes goudronnées, des centres urbains, des puits, des écoles et des dispensaires. Cette situation exceptionnelle doit toutefois être pondérée par le peu de développement de l'est de la région d'Agadez à l'instar des autres territoires de la BSS n'étant pas les priorités d'une élite concentrée sur les capitales et ne recherchant pas un développement inclusif à l'exception du département d'Arlit au Niger. Il est ainsi à noter qu'à Kidal et Agadez, davantage de produits algériens¹² et libyens¹³ sont en vente que de produits en provenance des flux commerciaux du Golfe de Guinée. Ces déficits d'infrastructures et cet abandon des capitales sont un terreau fertile pour des groupes armés et autres trafiquants pour s'installer en toute discrétion.

1.1.2. Un territoire maîtrisé par une population nomade à forte identité, déconsidérée et marginalisée par le pouvoir central.

Les Touaregs évoluent dans le Sahara et ses bordures, s'appuyant sur l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, le Mali et le Niger. C'est un peuple berbère nomade à forte tradition guerrière qui tend à se sédentariser. Il s'exprime en Tamasheq ce qui assure la cohésion culturelle de ce groupe féodal comprenant des tribus nobles comme les Ifoghas, les tribus vassales comme les Imghads et

¹¹ 7,2 enfants par femme en moyenne en 2011 au Niger.

¹² « Les hommes d'Abou Zeïd m'apportent des coquillettes et un soda, une marque algérienne proche de l'Orangina », in Jean-Marc Gadoullet, *Agent secret*, Paris, Robert Laffont, 2016, p.218.

¹³ En octobre 2016, un important parc de véhicules tout terrain encore immatriculé en Libye est en vente à Agadez, véhicules sans doute issus des trafics en provenance du sud libyen – Entretien avec Baïka 11 novembre 2016

les tribus d'anciens esclaves noirs qui ont assimilé la culture Touareg.

L'antagonisme entre nomades et sédentaires prend place dans cet espace négligé par les pouvoirs centraux. Dès l'indépendance des États Sahéliens, des rébellions Touaregs régulières ont réclamé davantage de considération. Le Mali a durement réprimé la rébellion Touareg de 1962-1964 rompant définitivement les relations que la géographie rend déjà difficile entre le nord et le sud du pays.

Le Niger, qui bénéficie d'une coupure moins forte à la fois géographique nord/sud et entre communautés, présente sa gestion de la question Touareg depuis la dernière rébellion (2007-2009) comme une expérience, voire un exemple que le Mali pourrait mettre en pratique. La prise en compte de la population nomade s'est faite dès l'accès à l'indépendance avec jusqu'en 1974 un ministère des Affaires Nomades et Sahariennes dirigé par Mouddour Zakara résidant à Agadez.

La reprise de la rébellion en 2007 avait marqué, pour le Niger, l'échec des solutions passant par des accords de paix, souvent initiés par les pays voisins (Algérie, Burkina Faso, Libye et Tchad). Fondés sur l'intégration des rebelles dans l'armée, par le biais d'unités uniquement Touaregs¹⁴ et un certain retrait de l'autorité de l'État central, ces accords étaient malgré tout rapidement et régulièrement remis en cause par les signataires, ainsi que par les groupes n'ayant pas pris part aux négociations à l'instar de la rébellion Toubou, amenant à une reprise de l'action armée.

Le traitement de la dernière rébellion a surtout reposé sur l'option militaire, l'affirmation de la présence de l'armée nationale sur tout le territoire, la fin des unités Touaregs, et dans le même temps le renforcement de la décentralisation, de la présence de nombreux responsables Touaregs dans l'appareil de l'État et du développement économique. Cette ligne a été reprise par le président Issoufou en nommant un Touareg, Brigi Rafini, Premier ministre de la République du Niger¹⁵. Cette gestion de la question Touareg a incontestablement permis le retour à la stabilité et le blocage des tentatives d'implantation des groupes terroristes, toutefois elle comporte des failles, dont la tolérance à l'égard de la permanence des trafics, souvent menés par ces mêmes responsables « intégrés », les faiblesses de la décentralisation encore largement dénuée de substance et la vulnérabilité aux menaces extérieures comme la crise libyenne en 2011.

La complaisance des États sahéliens à l'égard des trafics sahélo-sahariens ancrés dans les communautés Touaregs mais aussi arabes amènent ceux-ci à se renforcer et à consolider leur présence et leurs réseaux de soutien au sein du pouvoir.

¹⁴ Unités Sahéliennes de Sécurité intégrées au sein des Forces nationales d'intervention et de sécurité au Niger.

¹⁵ La nomination d'un Touareg le 07 avril 2011 est un signe fort car Brigi Rafini est le maire d'Iférouane, ville de l'Air, centre de gravité de la précédente rébellion Touareg.

Les Touaregs et les autres populations nomades Arabes et Toubous qui les accompagnent ont une forte cohésion de communauté et demeurent encore très méfiants vis-à-vis des représentants des autorités centrales¹⁶. Lorsqu'un représentant des FDS est présent, les échanges sont ténus voire inexistantes. En revanche, lorsqu'un frère Touareg se présente, fût-il trafiquant ou djihadiste, ils servent le thé, tuent une bête et échangent longuement. Cette complicité est très forte car elle s'est construite contre les forces armées, bras armé du pouvoir central qui les a opprimés dans le cadre du règlement des rébellions Touaregs¹⁷.

Une solidarité naturelle entre tribus Touaregs au-delà des frontières s'impose en outre naturellement.

L'Enquêteur, journal nigérien, a publié le 7 février 2013 une lettre ouverte adressée au président de la République du Niger Mahamadou Issoufou¹⁸ par Saïdou Kaocen Maïga, ancien porte-parole du Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ) et membre de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix.

La lettre de ce cadre Touareg est la première opinion Touareg nigérienne notable relayée par les journaux à l'occasion de la crise malienne. Saïdou Kaocen Maïga ne peut prétendre à lui seul parler au nom des Touaregs nigériens. En effet, ceux-ci ne se reconnaissent pas dans les revendications indépendantistes du mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA)¹⁹, et beaucoup dénoncent l'action armée qu'il a menée. Toutefois, les Touaregs expriment une solidarité naturelle à son égard. Surtout, ils partagent pleinement les craintes exprimées par le mouvement Touareg sur le risque d'exaction de la part de l'armée malienne à l'encontre de leur communauté. Cette solidarité est à prendre en considération par les autorités afin de dégager l'équilibre nécessaire en politique intérieure au Sahel.

Toutefois, l'illégitimité du principe même de la rébellion armée dans un régime démocratique demeure, surtout quand elle repose sur la participation aux grands trafics transsahariens. Cela conduit à mettre en garde contre toute mise en valeur de groupes armés comme le MLNA en qualité d'interlocuteur privilégié, à moins que ceux-ci ne renoncent à toute action armée et ne se transforment en partis politiques.

¹⁶ Entretien avec Baïka 11 novembre 2016.

¹⁷ En avril 2011, la GNN rapporte que les FAN de la région d'Agadez mettraient la pression sur les familles Touaregs (fouilles illégales des maisons...) plutôt que de lutter contre les trafiquants de la BSS. Carnet de terrain 2011.

¹⁸ Les propos du président Issoufou sur RFI, hostiles au MNLA, sont interprétés par la plupart des anciens responsables des mouvements rebelles comme marquant une défiance à l'égard des Touaregs en général, et de nature à fragiliser la situation de cette communauté dans le contexte du règlement de la crise malienne de 2013.

¹⁹ Le MNLA est une organisation politique et militaire majoritairement Touareg. Créé en octobre 2011, c'est l'un des principaux groupes armés impliqué dans la guerre du Mali en 2012.

1.2. L'EMERGENCE DES GROUPES ARMES DANS LE CARREFOUR SAHELIEN NIGERIEN EST OBSERVEE DANS UN ESPACE DE FLUX ET DE TRAFICS, PEU CONTROLE PAR LES FORCES DE SECURITE INTERIEURE ET LES ARMEES DES ÉTATS DE LA BORDURE SUD.

1.2.1. Le désert nigérien est un carrefour d'échanges entre l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne qui accueille aussi des trafics en tout genre.

L'axe Mali – Niger – Libye a été emprunté de manière intensive jusqu'à l'intervention française dans le nord du Mali en janvier 2013. Les convois de drogues ont été réguliers. Les armes circulaient aussi, comme en juin 2011 où trois véhicules transportant des explosifs et des détonateurs en provenance de Libye ont été interceptés par les Forces Armées Nigériennes²⁰.

En outre, le trafic d'êtres humains à destination de l'Europe, avec comme plaque tournante la ville d'Agadez, génère un terreau criminel qui sert ou peut servir de support logistique au trafic de drogue et au trafic d'armes voire au terrorisme.

1.2.1.1. Le déplacement des trafiquants obéit à des contraintes susceptibles de les faire repérer.

Les trafiquants sous-traitent l'escorte ou le guidage dans la zone aux criminels locaux, d'ethnie Touareg ou Arabe voire Toubou, bandits qui ont la particularité de bien connaître le terrain. La traversée du Sahel d'est en ouest obéit malgré tout aux contraintes du nombre de points d'eau, de la difficulté du terrain pour s'y déplacer et des circuits aléatoires de patrouilles de FDS dans la zone.

1.2.1.2. Une zone hostile où les points d'eau sont vitaux.

Les puits d'eau douce ou oasis sont des points de passage obligés dans le nord du pays afin de préserver les hommes (hydratation) et le matériel (refroidissement des véhicules).

Une fois rentré au Niger depuis le nord Mali, les puits de Tiraouene, Tikikitene, I-n-Tadera et Ti-n-Galene, au nord de l'Aïr, sont particulièrement recherchés avant de poursuivre plus avant et

²⁰ Carnet de terrain 2011, interception au nord de l'Aïr.

de franchir le Ténéré.

Les trafiquants les plus pressés et/ou organisés traversent le Ténéré en longeant la frontière algérienne jusqu'à la passe de Salvador et ses nombreux points d'eau. C'est un mode opératoire risqué car les puits sont quasi inexistantes entre l'Aïr et le plateau du Djado, excepté le puits d'In Azawa²¹ à mi-chemin entre l'Aïr et la passe de Salvador. Le convoi ne s'arrête pas ; hommes et matériels sont mis à rude épreuve.

Les plus prudents et/ou précautionneux s'appuient sur le puits d'Achégour, point de passage obligé du Ténéré, un peu plus au sud, entre Agadez et Dirkou (130 km est), avant de reprendre plein nord en direction de la passe de Salvador au nord-est du pays à la frontière libyenne.

Ces points d'eau constituent donc véritablement des points de passage obligés, connus de tous, fixant les itinéraires de trafic. Ils figurent sur les GPS saisis sur les trafiquants, soit pour les retrouver de nuit ou par basse visibilité soit parce qu'en saison chaude, il ne s'agit que de trous difficilement identifiables comme puits pour un néophyte.

1.2.1.3. Un terrain qu'il convient de maîtriser pour assurer la vitesse du convoi.

L'escorte et le guidage sont sous-traités dans la zone en raison de la connaissance des puits mais aussi des itinéraires les plus roulants et les plus sûrs.

Pendant la saison des pluies, de juillet à septembre, les précipitations sont importantes dans les contreforts de l'Aïr ou du plateau du Djado. Il s'agit alors de ne pas se faire piéger par les oueds boueux ou torrentiels.

Ces mêmes cauris en saison chaude de mars à juin sont des itinéraires discrets mais sablonneux. La recherche d'un terrain dur permettant une vitesse importante, de l'ordre de 100 km/h, est davantage privilégiée.

En outre, les convois progressent rapidement de point caractéristique en point caractéristique. Dans le Ténéré, le Pic Zoumri est visible depuis les falaises d'Achégour à plus de 200 km. Plus au nord, la Pointe Emi Lulu est visible depuis l'Adrar Bous. Toutefois, le GPS vient régulièrement pallier le manque de visibilité ou suppléer les points caractéristiques lors de la conduite de nuit.

²¹ Le 28 janvier 2012, une patrouille des forces de défense et de sécurité a intercepté non loin de la frontière algérienne, près d'In Azawa, à 230 km environ au nord d'Arlit, une colonne d'environ quinze véhicules 4X4. Un véhicule a été détruit et un autre abandonné transportant huit cent soixante-quinze (875) kg de résine de cannabis. In Azawa est le passage obligé des narcotrafiquants et des rebelles maliens entre le Mali et la Libye.

Au vu de ces contraintes particulières et spécifiques, seuls des guides locaux ou des habitués de la conduite saharienne savent emprunter le bon itinéraire qui saura préserver les hommes et les matériels roulants d'où la nécessité de la sous-traitance du guidage.

1.2.2. Des contraintes connues des forces de défense et de sécurité (FDS) qui accrochent régulièrement les trafiquants.

Les forces de défense et de sécurité (FDS) imposent l'autorité de l'État dans la zone au travers de patrouilles mixtes (gendarmerie – GNN ou Forces armées nigériennes – GNN). Ces missions de nomadisation obéissent aux mêmes contraintes que les convois de trafiquants : le mouvement de puits en puits et la recherche du meilleur terrain pour progresser. De la sorte, il n'est pas rare que des accrochages aient lieu entre trafiquants et FDS²².

Tout l'art des guides de trafiquants réside alors dans les stratégies de contournement pour ne pas être confrontés aux missions des FDS. La discrétion est ainsi de mise à l'approche des puits pour s'assurer qu'ils ne sont pas occupés par les FDS en mission tout comme la vitesse afin d'échapper à leurs éventuels poursuivants. Il n'est pas rare non plus que la conduite se fasse de nuit pour contourner des localités dotées d'un poste avancé ou d'une caserne de FDS. Enfin, le caractère aléatoire des missions des FDS peut être aisément contourné en achetant à des « facilitateurs », à l'identité particulièrement floue²³, les horaires et les itinéraires des patrouilles voire leurs fréquences radio.

Malgré tout, la faible densité de population de la zone et la relative inertie des postes statiques des FDS sont compensées par une chaîne de renseignements en zone pastorale assez réactive. Elle s'appuie sur les bergers locaux, en transhumance d'Ingal à Tesker en passant par Agadez, qui signalent immédiatement tout mouvement exceptionnel de véhicules. Ce sont ces renseignements qui déclenchent les patrouilles et qui mettent en alerte les postes alentours pour tenter de déployer un dispositif d'interception.

²² (1) Le 22 juin 2012, une patrouille mixte rurale (police-gendarmerie) a pris à partie un convoi de 14 véhicules au puits de Laweyma à 7 km au SE d'Assamaka.

(2) Le 27 novembre 2012 au soir, une patrouille GNN de Tchirozérine, au nord d'Agadez, a été prise à partie à l'approche d'un puits de la zone de Teguidda-n-Tessout. Les trafiquants qui venaient de s'installer se sont enfuis à bord d'un véhicule 4X4 transportant sans doute la marchandise, abandonnant sur place armes et bagages.

²³ En entretien informel, les officiers et sous-officiers de la GNN parlent d'autorité civiles et militaires compromises sans jamais citer personne. Mais les faits demeurent, des patrouilles ne rencontrent aucun trafiquant alors que ces derniers circulent.

1.2.3 Des trafics hautement rémunérateurs dont le contrôle entraîne des conflits qui cristallisent des tensions ethniques sous-jacentes.

La maîtrise du trafic repose sur la confiance en ses partenaires qui sont de fait tous issus de la même ethnie voire de la même famille.

Les tensions ethniques récurrentes entre Arabes Teda de la famille Oulet Souleymane et Toubous dans la zone est de Zinder et nord de Diffa prennent place aussi dans le cadre du contrôle des trafics dans la région. Ces deux ethnies ont la particularité de disposer de liens familiaux forts aussi bien dans la région de Diffa au Niger que dans la région de Sebha en Libye. Elles organisent ainsi le trafic sud-nord, bénéficiant d'appuis certains de part et d'autre de la frontière. Il est alors très difficile de savoir pour un allogène si un crime de sang Toubou, Arabe ou Kanouri est lié aux tensions ethniques ou au contrôle du trafic dans la zone. Les connaisseurs de la région s'intéressent donc à la réalisation de la Diya (règlement pécuniaire en bétail signifiant l'extinction de demande de vengeance), qui ferait la part entre les crimes d'honneur et les règlements de compte sur fonds de trafics.

Les Toubous sont actuellement particulièrement présents dans le contrôle du trafic du nord du pays. Cette agressivité est peut-être une conséquence du conflit libyen de 2011 et de l'émergence d'une zone grise dans le sud libyen. Ainsi, en août 2012, des trafiquants Toubou de Bilma ont tendu une embuscade²⁴ à des trafiquants Arabes de Tassara²⁵ transitant dans le nord du pays à la frontière nigéro libyenne dans un convoi de onze Toyota Land Cruiser chargés de drogue. Sept véhicules ont été détruits. La cargaison interceptée a été revendue par la suite à Sebha en Libye pour deux milliards de francs CFA (un peu plus de 3 millions d'euros), ce qui entraîné à la fois une certaine notoriété et une haine accrue entre Arabes et Toubous.

La situation continue d'évoluer et les tensions entre trafiquants peuvent aussi prendre place au sein d'une même ethnie. De jeunes Touaregs de la tribu des Imghad tentent de disputer le monopole du guidage et de l'escorte des convois de drogue dans le nord Mali-Niger aux familles Touaregs Ifoghas déjà en place²⁶. L'intervention française au Mali depuis janvier 2013 semblerait avoir bousculé les habitudes du contrôle du trafic aux trois frontières et entraîné l'émergence de nouveaux acteurs. Toutefois, ces derniers ne semblent pas avoir encore la logistique et les contacts suffisants pour supplanter les trafiquants en place.

²⁴ Carnet de terrain 2012.

²⁵ Les Arabes Teda (Diffa) et les Arabes de Tassara sont deux ethnies différentes.

²⁶ Entretien d'avril 2013 avec le Haut Commandant de la GNN en second.

1.3. LA MONTEE EN PUISSANCE D'AQMI, ORGANISATION TERRORISTE A VOCATION HEGEMONIQUE AU SAHEL, PROFITE DE CES CONTRAINTES.

1.3.1. Le terrorisme algérien a toujours trouvé refuge au Sahel. Le Mali est ainsi vite apparu comme la base arrière de leurs actions terroristes, actions dont le centre de gravité s'est davantage tourné vers la bande sahélo saharienne à partir de 2007.

1.3.1.1. Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) est une rupture avec les opérations sanglantes et aveugles du Groupe Islamiste Armé (GIA) en Algérie.

Créé en 1998 en dissidence du GIA pratiquant une violence aveugle, le GSPC prône une internationalisation de son combat (Algérie et France) mais pratique également le racket et la contrebande dans le sud algérien.

Le GIA trouve son origine dans l'échec de la démocratie, avec la non-reconnaissance de la victoire du Front Islamique du Salut (FIS) aux élections législatives de 1991. Les actions sanglantes et aveugles pour prendre le pouvoir par les armes au détriment de la population participent de la scission du groupe. Les salafistes du GSPC se détachent de ces modes d'actions violents non discriminés et refusent à s'en prendre systématiquement aux populations civiles. Les actions de bienfaisance, la lutte contre la pauvreté et les autres dysfonctionnements de la société érigent dans le même temps l'islam en solution. La guerre civile en Algérie prend donc une dimension religieuse qui structure l'action des groupes armés avec la création du GSPC en 1998.

L'État algérien continue de mener sa guerre de contre-insurrection en repoussant hors de ses frontières les groupes armés insurrectionnels qui commencent alors à s'installer au Mali. Le nord de ce pays, non contrôlé par le pouvoir central, devient une base arrière logistique des actions terroristes menées dans le sud algérien.

La base arrière malienne sert aussi à tisser des liens matrimoniaux et sociaux forts dans les communautés du désert. Bel Mokhtar et Abou Zeïd²⁷ ont tous deux une femme bérabiche. Ces liens matrimoniaux offriront toujours un soutien aux katibas en difficulté et permettent d'être introduits dans le milieu des trafiquants transsahariens.

²⁷ Ce sont les émirs des deux principales katibas opérant dans la région.

Les rançons relatives à la libération des otages sont chiffrées sur une période de 10 ans à plus de 90 millions d'euros pour AQMI. Elles sont souvent assimilées à la ressource première des groupes armés terroristes. Toutefois, les seules rançons des otages du Sahel ne suffisent pas à honorer le fonctionnement de ces katibas. D'une part, trop d'intermédiaires prennent leur commission, ne laissant qu'une portion congrue de la somme initiale. D'autre part, pour assurer le soutien des hommes et des matériels, il faut trouver des ressources logistiques que le trafic sahélien illégal procure. C'est à cette époque que Mokhtar Belmokhtar acquiert son surnom de « Mister Marlboro » car prenant une part active à la contrebande au Sahel. Toutefois, il ne s'agit pas de mener un enrichissement personnel mais bien de participer au soutien logistique des katibas en essence, véhicules, pièces détachées, armes et vivres pour mener à bien le djihad.

Cette connotation sahélienne tend à s'imposer aux combats du GSPC. L'Algérie demeure l'objectif principal mais les intérêts occidentaux et français en particulier deviennent pertinents.

1.3.1.2. Al-Qaïda au Maghreb Islamique conforte la dimension religieuse et internationale des katibas terroristes sahéliennes.

En 2007, en s'affiliant à Al-Qaïda, le GSPC acquiert une dimension religieuse et internationale (sous-traitance de la franchise de la terreur en Algérie et en France) et élargit sa zone d'intervention à la région sahélienne depuis la Mauritanie jusqu'au Niger.

L'unification de l'ensemble des groupes djihadistes en Afrique du nord et la relance de leur combat dans la sous-région, au nom d'une franchise internationale crédible dans la terreur qu'elle inspire, est la motivation première.

En 2007, la franchise Al-Qaïda en Irak apparaît en effet affaiblie après la mort d'Al-Zarqaoui en juin 2006 dans un bombardement ciblé. AQMI devient alors la filiale d'Al-Qaïda la plus active unissant tous les mouvements djihadistes d'Afrique du nord.

Abdelmalek Droukdel est l'émir suprême d'AQMI. Le groupe terroriste est scindé en deux branches : la première, essentiellement concentrée en Kabylie au nord-est de l'Algérie, est sous le contrôle direct de Droukdel ; la seconde œuvrant entre la Mauritanie, le Mali et le Niger, est sous le contrôle de l'émir du Sahara Mokhtar Belmokhtar. Cependant, ce dernier étant trop indépendant, Droukdel lui retire cette fonction pour la confier à Yahia Djouadi, alias Yahia Abou Amar afin de gérer la rivalité entre Abou Zeïd et Mokhtar Belmokhtar.

L'émirat du Sahara est ainsi organisé en régions dirigées par quatre katibas majeures :

- Katiba Al Fourghane : Anciennement commandée par Djamel Okacha (promu émir du Sahara en 2012), elle est dirigée depuis 2013 par Abou Talha Al Mauritanien. Cette katiba est en charge de la zone mauritanienne proche de la frontière malienne. Elle est principalement composée de combattants mauritaniens et maliens.
- Katiba Tariq Ibn Ziyad ou El Fatihine : Considérée comme la katiba la plus radicale, elle aurait, sous le commandement d'Abou Zeïd, plusieurs meurtres et kidnappings à son actif du Mali au Tchad. Cette katiba du nom d'un général berbère qui a conquis la péninsule ibérique serait dirigée par l'algérien Saïd Abou Moughatil depuis septembre 2013.
- Katiba Al Ansar : Il s'agit de la seule katiba dirigée par un djihadiste qui ne soit pas algérien. Abou Abdelkrim Taleb alias Abdelkrilm Al Targui est un Touareg malien, membre de la famille d'Iyad Ag Ghali. Cette katiba opère au nord du Mali et au Niger et elle se trouve composée de maliens et de nigériens. Abdelkrim Al Targui est tué en mai 2015 et ses affidés auraient rejoint Ansar Dine et le salafisme djihadiste Touareg.
- Katiba Al Moulathamine : Dirigée par Mokhtar Belmokhtar alias Belaouer (Le borgne), cette katiba est très active en Mauritanie, au Mali ainsi que dans le sud algérien. C'est le moteur de l'action armée au Sahel se livrant à de nombreuses prises d'otages de citoyens occidentaux ou d'attaques de positions des forces de défense et de sécurité mauritaniennes²⁸ et algériennes.

Le premier coup d'éclat à dimension internationale obtenue par AQMI est l'annulation du Paris Dakar 2008 suite à l'attaque d'un groupe de cinq touristes français par trois hommes de la katiba Al Moulathamine le 24 décembre 2007 à Aleg dans le sud-est de la Mauritanie. Quatre Français y trouvent la mort, le cinquième est grièvement blessé. La Mauritanie était réputée jusqu'à alors stable et son territoire sous le contrôle de FDS très bien formées.

Les membres d'AQMI se réclament du salafisme, courant de l'islam sunnite qui préconise un retour à l'islam des origines, fondé sur le Coran et la Sunna. Adeptes de la tendance djihadiste, ils estiment que le pouvoir s'acquiert par les armes et que la loi de Dieu ne s'instaure que par le djihad. Le projet d'AQMI consiste à établir un émirat islamique au Maghreb s'étendant du Maroc à la Libye.

²⁸ Attaque de la caserne de Lemgheity en Mauritanie le 4 juin 2005 au nom du GSPC qui fondera le rapprochement avec Al-Qaïda et la place prépondérante de Belmokhtar au sein de la future organisation AQMI. Abou Moussab Al Zarqaoui, le chef d'Al-Qaïda en Irak, félicite à cette occasion les « moudjahidines maghrébines ».

1.3.1.3. AQMI est structuré autour de figures charismatiques et antagonistes.

Deux groupes d'AQMI sont particulièrement actifs : la katiba Al Moulathamine (Mauritanie-Mali-sud Algérie) dirigée par Mokhtar Belmokhtar, Algérien ayant séjourné en Afghanistan et qui aurait déjà rencontré les dirigeants d'Al-Qaïda, et la katiba Tareq Ibn Ziyad (Mali – Niger- Tchad) commandée par Abdelhamid Abou Zeïd, spécialiste des enlèvements. Cette rivalité dans leurs activités se construit autour de la forte personnalité de leurs chefs respectifs.

Abid Hammadou alias Abdelhamid Abou Zeïd²⁹ est un Algérien né vers 1965 qui a rejoint le maquis dès 1990. Abou Zeïd a participé à l'enlèvement de 32 touristes occidentaux en 2003. Il aurait ensuite personnellement dirigé celui des deux Autrichiens en Tunisie en 2008 ; c'est également lui qui aurait enlevé les touristes européens (deux Suisses, un Allemand et un Britannique) au Mali en 2009. C'est le premier chef de katiba à assassiner ses otages (Edwin Dyer 2009 et Michel Germaneau 2010³⁰). Ses objectifs premiers sont le djihad puis la libération d'activistes emprisonnés au Sahel. Abou Zeïd est devenu un idéaliste très dur avec qui la négociation est peu aisée³¹.

Mokhtar Belmokhtar³² (MBM) alias Khaled Abou El Abbès, dit « le borgne » (Belaouer) ou Mister Marlboro est un Algérien né en 1972. Présent en Afghanistan en 1991, il a fréquenté les camps d'entraînement djihadistes et a combattu aux côtés des Talibans cherchant à prendre le pouvoir à Kaboul. Il rejoint le GIA en 1993 et profite de son ascendant d'ancien d'Afghanistan pour prendre la responsabilité de la zone saharienne en s'installant au Niger en 1996³³. En 1998, à la création du GSPC, il sera nommé émir de la IX^e région avant d'être remplacé à ce poste, étant jugé trop indépendant. Djihadiste pragmatique, MBM protège les caravanes de trafiquants qui sillonnent la BSS³⁴ afin de financer sa lutte. MBM contracte plusieurs mariages avec des femmes de tribus Touareg et Bérabiche, confortant ses liens avec le milieu de la contrebande. En 2007, c'est un

²⁹ Note d'actualité n°233, Organigramme d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Alain Rodier, 02 novembre 2010, Centre Français de Recherche sur le Renseignement.

³⁰ Il n'est pas certain que Michel Germaneau ait été exécuté, même s'il meurt aux mains de ses ravisseurs. La médiatisation de son assassinat peut être assimilée à de la propagande, alors que cet otage ne disposait pas de médicaments suffisants pour soigner sa cardiopathie.

³¹ Jean-Marc Gadoullet, *Agent Secret*, chapitre III/2 « Face à Al-Qaïda », pp224-234

³² Note d'actualité n°298 Mokhtar Belmokhtar et la katiba « Al Moaukaoun Be Dam » d'Alain Rodier et Éric Denécé, 20 janvier 2013, Centre Français de Recherche sur le Renseignement

³³ La présence de djihadistes algériens dans la BSS est connue bien avant les années 2000. MBM se serait ainsi installé dans la zone de Tassara au Niger en 1996 et il y serait resté jusqu'en 2000, date à laquelle il serait parti s'installer au Mali dans la veste région de l'erg Chash à la frontière du Mali et de la Mauritanie in carnet de terrain 2013.

³⁴ Cette protection est double, la caravane de trafiquants profite de cette protection armée et de réputation et les djihadistes traversent la BSS de manière discrète quant à leurs objectifs propres (trafics d'armes, messagers...).

artisan du changement de franchise passant de GSPC à AQMI et prêtant allégeance à Oussama Ben Laden. MBM était en conflit larvé depuis plusieurs années avec Droukdel qui lui reprochait sa trop grande indépendance ainsi que ses activités de contrebande. En outre, sa katiba El Moulathamine était en concurrence avec celle d'Abou Zeïd, la katiba El Fathine. Deux évènements viennent conforter cette émulation terroriste. Tout d'abord, Abou Zeïd a toujours reproché à MBM d'avoir libéré les deux otages canadiens enlevés en 2008 dans la région de Tillabéri au Niger contre une rançon bien trop faible par rapport à leur qualité de diplomate. Ensuite, l'enlèvement de deux Français au cœur de la capitale Niamey par sa katiba El Moulathamine en janvier 2011 est une réponse au tout aussi audacieux enlèvement de sept membres d'AREVA et VINCI à Arlit quelques mois plus tôt en septembre 2010 par Abou Zeïd et la katiba El Fathine secondés de celle d'Abdelkrim A Targui.

Finalement, les instances dirigeantes d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) désignent début octobre 2012, Jemal Okacha alias Yahya Abou El Hamman au poste d'émir d'AQMI pour la zone sud, qui regroupe les régions du Sahara et du Sahel, en remplacement de Nabil Mekloufi, qui avait trouvé la mort dans un accident de circulation entre Gao et Tombouctou, au nord du Mali, le 8 septembre 2012. Il est secondé dans sa tâche par Abou Zeïd. D'origine algérienne, Yahya est un membre ancien du GSPC installé très tôt dans la zone sud Algérie-nord Mali. Il a participé à plusieurs opérations contre les forces de défense et de sécurité en Algérie et en Mauritanie. Il lui est attribué la mort³⁵ le 24 juillet 2010 de Michel Germaneau pour venger le raid franco-mauritanien du 22 juillet 2010 contre une base d'AQMI au nord Mali. Il est également soupçonné d'être le principal receleur des otages français enlevés sur le site d'AREVA au Niger. Il est nommé gouverneur de la ville de Tombouctou après l'éviction des forces du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) en juin 2012 et l'occupation de cette dernière par les groupes islamistes. Il est proche du chef d'AQMI Abdelmalek Droukdel, et aussi très proche d'Abdelhamid Abou Zeïd sous les ordres duquel il a agi au sein de la katiba Tarek Ibn Ziad entre 2006 et 2008. Sa nomination traduit un recul de l'influence de Belmokhtar sur le leadership d'AQMI à partir de 2011. Son autorité et son charisme s'imposent sur les autres formations djihadistes à l'instar d'Ansar Dine, voire les chefs traditionnels et religieux locaux. Il est chargé d'assurer les relations harmonieuses entre les katibas et la gestion des relations avec la population civile qui constitue également une part non moins importante de ses activités³⁶.

³⁵ Le corps de Michel Germaneau n'a jamais été retrouvé et la question des circonstances de son décès demeurent.

³⁶ Confirmé par les documents de l'émir d'AQMI Droukdel à destination des katibas, trouvés à la libération de Tombouctou par les journalistes de *RFI* et *Libération* en février 2013

1.3.2. AQMI n'est jamais resté isolé au Sahel et a toujours veillé à entretenir des liens avec les groupes terroristes régionaux.

1.3.2.1. Des liens anciens entre Boko Haram et AQMI qui offre un refuge et un soutien financier à la secte nigériane.

La secte Boko Haram se développe dans le nord-est du Nigeria. La jeunesse y est sans emploi, extrêmement pauvre et démunie, illettrée et perméable au phénomène sectaire de plus en plus prégnant. Le nord du pays se sent en outre marginalisé et oublié des investissements en infrastructures et des politiques d'éducation et d'emploi d'Abuja. Les rivalités ethniques sont toujours sous-jacentes aux conflits locaux et Boko Haram sait les exploiter. La corruption est en outre un problème endémique insoluble. Les forces de sécurité ne disposent que de peu d'expertise dans la lutte contre le terrorisme, appréhendant le phénomène comme une opération militaire au milieu de la population civile. Les violences policières sont monnaies courantes et sapent la confiance de la population. L'impunité et la partialité gangrènent les autorités nigérianes, renforçant dès lors un sentiment anti pouvoir central.

En janvier 2012, le président du Nigeria Jonathan sous-entend que Boko Haram a des soutiens dans toutes les branches de l'État, incluant le gouvernement, le corps législatif et l'appareil judiciaire comme les forces de sécurité. Au-delà de la détérioration de la situation sécuritaire, le risque premier demeure que le Nigéria sombre dans une spirale de violence interreligieuse mettant en danger l'unité nationale. Le renforcement des capacités des forces de sécurité dans le nord inquiète la société civile qui craint des violences policières, à la limite du respect des lois, confondant population et militants de Boko Haram. La situation demeure très fragile et volatile.

En 2012, l'aggravation de la situation sécuritaire au nord Nigeria pèse sur le Niger qui partage 1500 km de frontières avec son voisin du sud, qui est son principal partenaire commercial. Boko Haram utilise en 2012 le territoire nigérien uniquement comme base de repli mais les autorités s'inquiètent déjà de la perspective d'actions violentes futures, facilitées par la communauté de population Haoussa.

L'arrestation de quinze proches de Boko Haram opérée à Diffa dans la nuit du 24 au 25 janvier 2012 sur renseignement d'un commerçant haoussa permet de déjouer ce qui devait être un attentat projeté contre les forces de sécurité intérieures de la région de Diffa.

Boko Haram n'est pas qu'une menace de plus, elle entretient des liens avérés avec AQMI et ses plus hauts représentants³⁷.

Le 20 juillet 2012, la DST nigérienne (Direction de la Sûreté du Territoire équivalant de la Police Aux Frontières française) a interpellé à Yassane, ville frontière avec le Mali, un ressortissant nigérien, revendeur ambulant de médicaments à Gao (Mali). Ce dernier a reconnu être un membre de la secte Boko Haram. Il convoyait sur lui la somme de 75000€ et de 490000FCFA qu'il devait remettre à un Nigérian. Cette interpellation confirme les liens entre AQMI et Boko Haram. Elle renvoie à celle d'un autre membre de Boko Haram en juin 2012 au même poste frontière dans des circonstances identiques mais avec 34500€ seulement Ce dernier aurait affirmé qu'un représentant de Boko Haram se trouvait en place auprès de la katiba d'Abou Zeïd³⁸. Au cours de son audition, il révèle avoir rencontré à Gao des personnes en tenue militaire et armées parlant Haoussa, Peuhl et Tamasheq.

La ligne de bus régulière Gao-Dosso au Niger via Niamey apparaît comme le vecteur privilégié pour échanger combattants et argent. La zone de Diffa est pour sa part très pénétrée de sympathisants de la secte Boko Haram. La pression terroriste a entraîné le déplacement de 25000 personnes de la région de Diffa au cours de l'année 2016.

1.3.2.2. L'alliance avec Ansar Dine doit être appréciée comme une manière de faire alliance avec les tribus Touaregs afin de prendre davantage pied dans le nord Mali.

AQMI se lie avec Ansar Dine à la veille de la crise malienne afin de prendre pied dans la communauté Touareg autrement que par le mariage. Il élargit ainsi son champ d'action salafiste djihadiste. Iyad Ag Ghali est introduit dans la mouvance AQMI par son neveu chef de katiba Abdelkrim Al Targui.

Le centre de gravité d'AQMI évolue ainsi davantage vers le sud sahélien car AQMI se trouve dans une impasse opérationnelle en Algérie depuis que les forces de défense et de sécurité algériennes traquent inlassablement les terroristes sur leur territoire.

En outre, c'est aussi et surtout un aveu d'échec de la mission initiale de porter le djihad en Europe. L'Afrique subsaharienne offre aussi davantage d'opportunité tout en s'attaquant aux intérêts

³⁷ MBM se serait fait soigner un œil en 2006 ou 2007 à Kano au Nigeria. Il aura pu profiter de ce séjour pour élargir ses relations. C'est MBM par exemple qui a diffusé la vidéo d'un otage allemand capturé par Boko Haram et gardé au Nigeria. MBM et Abou Zeïd sont les parrains de ses relations.

³⁸ Carnet de Terrain 2012

occidentaux. Les Touaregs règnent sur l'espace sahélo saharien, peu contrôlé par le pouvoir malien. Nonobstant, les Touaregs sont peu perméables au salafisme surtout imposé par des Algériens³⁹ et plus largement les ethnies arabes. L'alliance avec Ansar Dine est une stratégie d'influence du salafisme djihadiste tournée vers les populations sahéliennes en général et Touaregs en particulier.

Ag Ghali devient le relais d'AQMI au sein de la population Touareg toujours attachée farouchement à son indépendance ethnique.

1.3.3. Le front uni qu'offre AQMI souffre de concurrences théologiques et de scissions idéologiques.

1.3.3.1. L'implantation de la secte Dawa en Afrique de l'ouest à partir de 1990 apporte une nouvelle dimension religieuse en Afrique dont les combattants peuvent s'inspirer.

Dans la Dawa originelle, seul les lettrés, les personnes issues d'une profonde maîtrise du Coran, étaient autorisés à répandre l'islam.

Un prosélytisme actif de la secte islamiste Dawa, rattachée au mouvement piétiste Tabligh pakistanais, est remarqué par les services de renseignements occidentaux dans les pays sahéliens depuis la fin des années 1990. Des prédicateurs pakistanais se sont ainsi installés dans le nord Mali en veillant à financer la construction de mosquées et de madrassa.

La région de Kidal dans l'Adrar des Ifoghas au Mali est particulièrement concernée. La différence entre les enseignements de cette confrérie et le salafisme djihadiste se résume uniquement au fait que les adeptes de la Dawa s'interdisent tout recours à la violence. Toutefois, cette limite est souvent franchie. Certains leaders djihadistes viennent en effet de la Dawa à l'instar d'Iyad Ag Ghali (Ansar Dine) ou d'Oumar Ould Hamaha (MUJAO) tué dans une opération en 2013.

La secte Dawa profite d'un réseau sahélien très dense qui peut servir de support logistique. A cet effet, la garde nationale du Niger demeure vigilante sur le retour de pèlerins du Pakistan et surveille tout particulièrement les fidèles et les prêches de la grande mosquée de Kouara Kano sur la route de Tillabéri à Niamey.

Cette secte structure la pensée religieuse des djihadistes sahéliens en particulier au nord

³⁹ En septembre 2010, les ex rebelles du MNJ proposent aux autorités nigériennes à l'occasion d'une réunion à Agadez de régler le problème AQMI en contrepartie d'un réarmement et de davantage d'autonomie. Carnet de terrain 2010.

Mali. Le prosélytisme qui en découle oriente l'action des groupes armés et la volonté d'appliquer la charia au Sahel.

1.3.3.2. Le MUJAO vient incarner l'antagonisme entre chefs des katibas d'AQMI sur fond de maîtrise des trafics.

Le MUJAO est né d'une scission d'AQMI en 2011, Droukdel cherchant à reprendre la main sur l'ensemble des groupes armés terroristes sahéliens. Le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'ouest répond au désir d'indépendance, d'application de la charia qui lui est propre sur fond de maîtrise des trafics transsahariens. Les liens et les échanges demeurent au sein de ces regroupements de l'idéologie salafiste djihadiste. Cela correspond aussi à l'émergence d'un « djihad noir »; les Africains subsahariens cherchent ainsi à se démarquer de l'obédience salafiste algérienne.

Dès octobre 2011, trois humanitaires européens (deux espagnols et une italienne) sont enlevés en Algérie et libérés contre rançon à Gao⁴⁰. Les prises d'otages demeurent une activité lucrative et régulière mais l'Algérie demeure toujours l'ennemi sahélien pouvant remettre en question leur hégémonie islamiste dans la zone. En s'emparant de Gao, en avril 2012, le MUJAO a pris en otages sept Algériens du consulat d'Algérie installé dans la ville, exerçant une pression sur l'État algérien pour échanger ces diplomates contre des djihadistes d'AQMI enfermés dans les prisons algériennes. Ces exigences démontrent les liens qui perdurent entre groupes djihadistes et, malgré leurs différences, une même volonté djihadiste salafiste affichée.

Les populations nigériennes de la région de Tillabéri sont gênées dans leur traditionnel commerce transfrontalier avec la ville de Gao en 2012. Ce qui choque en particulier les Nigériens, c'est d'être obligés en s'y rendant, pour les femmes de porter des gants et des chaussettes⁴¹, surtout pendant la saison chaude, et pour les hommes d'arrêter de fumer et d'écouter de la musique profane au vu de l'application stricte de la Charia sur la ville. De fait, cette gêne s'est transformée en rejet viscéral avec les amputations publiques, les politiques nigériens parlant alors de barbares agissant de l'autre côté de la frontière.

Gao se transforme rapidement en centre de formation et de recrutement djihadiste africain⁴², intégrant Peuls, Nigériens et Nigérian⁴³. Des salaires jugés « mirobolants » pour la population

⁴⁰ Parmi les billets d'euros saisis sur le financier de Boko Haram des numéros de série italienne ont été retrouvés, carnet de terrain 2013.

⁴¹ ... et ce n'est pas facile de porter des chaussettes et de marcher en claquette.

⁴² cf. interrogatoire financier BH

⁴³ Ibid.

semblent être versés pour fidéliser des combattants. La capitale du MUJAO réalise alors de fait davantage une pression sur Niamey⁴⁴ à quelques 250 km plutôt que sur Bamako à plus de 1200 km. La crise dans le nord Mali apparaît pour l'opinion internationale comme une problématique malienne alors que c'est bien le Sahel dans son entier qui était sous la menace djihadiste.

MBM demeure toujours présent auprès du MUJAO, donnant parfois l'impression d'en être le leader à l'occasion de l'éviction du MLNA de Gao le 28 juin 2012 puis lors de la prise de Ménaka en novembre 2012. La fusion du MUJAO et du groupe de MBM « les Signataires par le Sang » en 2013 a pu confirmer cette prééminence.

Ces groupes concurrents s'inscrivent dans une lutte de pouvoir et d'influence sur les groupes armés terroristes sahéliens. Toutefois, le salafisme djihadiste en demeure l'ADN premier dans lequel tous ces groupes se reconnaissent et ils demeurent de farouches alliés face à l'ennemi commun occidental.

⁴⁴ En août 2012, un véhicule de djihadistes du MUJAO lourdement armés a été détruit par les forces armées nigériennes sur la route de Tillandsie en direction de Niamey. Les services de renseignements nigériens ont échafaudé l'hypothèse que ce commando était diligenté pour enlever un important commerçant chrétien de Niamey, sans que cela ait pu être confirmé par d'autres sources

2. A compter de 2010, la porosité entre les rebelles trafiquants et les partisans d'AQMI s'accroît et mue ces derniers en djihadistes chevronnés, exploitant les crises en Libye puis au Mali. A partir de 2015, la franchise État Islamique vient toutefois concurrencer AQMI durement éprouvé par l'opération Serval, tout en proposant un djihadisme plus contemporain.

2.1. DE REBELLE TRAFIQUANT A TERRORISTE CHEVRONNE.

De septembre 2010 à juin 2013, la République du Mali et la République du Niger ont connu une recrudescence de faits de grande criminalité et de terrorisme qui se caractérisent par la conservation de l'initiative de l'adversaire sur l'État nigérien ainsi que par un accroissement de la témérité leur action.

2.1.1. Le soutien logistique et le financement du djihad sahélien repose sur le soutien au trafic de contrebande, trafic d'armes et trafic d'or.

2.1.1.1. Le trafic de drogue dans l'espace sahélien est une réalité qui génère des ressources financières importantes. Le financement du djihadisme⁴⁵ repose ainsi en partie sur ces ressources.

La criminalité organisée et les acteurs terroristes sont maîtres de leur agenda et du terrain.

Aucun membre de katiba d'AQMI n'a été effectivement interpellé à la tête d'un réseau de trafic de drogue transsaharien. Aucun leader d'Al-Qaïda ne s'est enrichi personnellement en construisant des villas de luxe en plein de désert. En revanche, il est incohérent d'affirmer dans le même temps qu'AQMI est maître de la partie septentrionale du Mali tout en disposant de la liberté de mouvement au nord Niger et que le trafic de drogue transsaharien demeure toujours aussi fleurissant. A aucun moment AQMI ou un quelconque groupe terroriste ne s'est proposé de nettoyer la BSS de toute la criminalité. Les katibas ne cherchent pas en effet l'affrontement direct avec les narcotrafiquants puissamment armés, affrontement assurément préjudiciable aux deux parties.

⁴⁵ Entretien avec un acteur de la problématique sahélienne, 30 novembre 2016

Une interconnexion existe, fondée sur les concepts d'échanges de bons procédés des familles sahéennes. Les membres d'une même famille peuvent se retrouver soit dans un groupe armé terroriste soit dans un groupe criminel se livrant au transport de drogue transsaharien. On évite ainsi d'entrer en confrontation armée pouvant nuire à la pérennité des deux groupes et de la famille qui les composent. En outre, les groupes armés terroristes profitent de la manne du trafic de drogue soit en escortant soit en laissant passer contre un droit de péage.

L'entretien des groupes armés terroristes, et d'AQMI en premier lieu, ne peut pas s'affranchir des commerces transsahariens. Un pneu de 4X4 spécial désert acheté deux cents mille (200000) FCFA à Niamey sera revendu un million (1000000) FCFA à AQMI dans le désert. Le trafic de drogue profite ainsi soit en nature soit en espèces au soutien d'AQMI. L'Adrar des Ifoghas est un milieu hostile qui ne se suffit pas à lui-même. S'y installer suppose de détenir des moyens d'approvisionnement et d'entretien assurés, moyens que le trafic de drogue procure.

Le MUJAO est clairement composé de trafiquants qui se sont ralliés à la cause djihadiste sans pour autant cesser leurs activités illicites. Par ailleurs, les gros trafiquants arabes aident à financer les mouvements par un appui avéré en carburant, en vivres, en matériels roulants et en argent liquide car les djihadistes ferment les yeux sur leurs convois.

2.1.1.2. Le trafic d'armes demeure un pilier de la violence sahéenne.

AQMI a toujours eu facilement à disposition des armes et des munitions voire des explosifs. Les groupes armés terroristes ont une prédilection pour les AK47 ou RPK et les mitrailleuses 14,5 montée sur des véhicules 4X4 Toyota. Le maniement du RPG7 est limité surtout par une pénurie de munitions⁴⁶. Tout le reste est utilisé sans idée d'en faire un système d'arme. L'explosif sous toutes ses formes est en revanche recherché pour constituer des véhicules piégés ou des ceintures d'explosifs.

Les armes circulent facilement et le Niger se trouve encore à la croisée du trafic sahéen. En mai 2012, des douaniers nigériens contrôlent un véhicule Mercedes suspect en provenance de Côte d'Ivoire. Plusieurs armes et munitions y sont découvertes. Le trafic a davantage des motivations alimentaires que criminelles mais sa destination est bien à des fins terroristes. Toujours en mai 2012, une mission de collecte et de récupération des armes dans le Lac Tchad dans la région de Diffa est menée par la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix. Son but est de rencontrer les

⁴⁶ Les roquettes sont aussi utilisées plus souvent pour confectionner des IED ou des ceintures d'explosifs.

communautés Peuls et Toubous qui sont prêtes à déposer les armes. La collecte s'est limitée à de vieilles pétoires dans une région à la fois convoitée par Boko Haram et dont la ressource première demeure l'élevage bovin qu'il s'agit de protéger de la prédation de groupes criminels.

La crise libyenne a fourni un apport en armes et en munitions très important. Tous les Touaregs enrôlés dans l'armée libyenne ont fait défection et on rejoint leur terre d'origine en passant par le nord Niger avec armes et bagages. Les groupes séparatistes Touaregs et par capillarité les groupes armés terroristes se sont retrouvés au cours de l'année 2011 à la tête d'un arsenal à la dimension d'une armée privée. La crise malienne est venue compléter l'arsenal libyen. Les forces armées maliennes (FAMA) ont fui devant l'avancée des groupes armés Touaregs courant 2012 en laissant tout sur place⁴⁷. Ce que les Touaregs en provenance de Libye n'ont pu emmener, ils le trouvent sur place dans la région de Kidal.

Seul l'explosif fait défaut. Toutefois, l'interception en juin 2011 d'un convoi d'explosifs au Niger entre la Libye et le nord Mali laisse supposer qu'AQMI souhaite durcir son arsenal. Le contrebandier Abta qui en est à l'origine laisse sous-entendre qu'il s'agissait d'un échange d'explosifs contre les otages d'AREVA à la demande de Kadhafi, acculé et qui souhaitait disposer d'une monnaie d'échange face à la coalition franco-britannique⁴⁸.

Outre le matériel, le savoir-faire circule au Sahel. La constitution de ceintures d'explosifs ne nécessite pas tant un matériel de haute technologie qu'un savoir-faire rodé et éprouvé en zone sahélienne. Les ceintures récupérées sur les terroristes ayant attaqué l'ENSOA d'Agadez en mai 2013 relèvent d'un savoir-faire largement véhiculé au Moyen-Orient et d'un art de la récupération. Les ceintures cousues mains sont constituées d'obus de mortier de 60mm reliés entre eux au niveau de la fusée (tête) par du cordeau détonant. Sur l'extérieur de ces ceintures, des billes d'acier issues de roulement à billes sont agglomérées proprement avec de la colle de menuisier. Ces billes doivent accroître le pouvoir de létalité avec un effet dirigé lors de l'explosion. La « mise de feu » sommaire est constituée d'un détonateur alimenté par une pile 9V et actionnée par un interrupteur de lampe de chevet⁴⁹, doublé d'un bouchon allumeur de grenade.

2.1.1.3. Le trafic d'or est une source de financement et de soutien logistique.

L'orpaillage clandestin est une source de revenus pour les groupes armés et le contrôle du

⁴⁷ Carnet de terrain 2012

⁴⁸ Carnet de terrain 2011

⁴⁹ Carnet de terrain 2013

commerce clandestin qui en découle est source d'enjeux de pouvoir dans la région. Là encore directement (dîmes ou contrôles du marché d'or clandestin) ou indirectement (carburant et pièces détachés, voire nourriture), ce trafic profite aux groupes armés terroristes.

Le site d'In Darset situé entre Aguelhok et Tessalit, dans la région de Kidal est situé dans une zone grise où plusieurs groupes armés dont les groupes armés terroristes cherchent à s'assurer le contrôle⁵⁰. Le chiffre de 500 kg d'or extrait par an est avancé au nord Mali soit une estimation haute de vingt millions d'euros généré par ce trafic⁵¹. Les groupes armés terroristes n'en profitent pas forcément directement ou pleinement mais les sources de revenus demeurent.

En 2013, sur le plateau du Djado au Niger, un site d'orpaillage est découvert par hasard, entraînant une ruée vers l'or au nord d'Agadez sur la route des migrants. Il draine actuellement tous les orpailleurs sahariens. Ce site n'est pas sous le contrôle des groupes armés terroristes, uniquement des groupes de criminalité organisée. Toutefois, le site d'orpaillage semi clandestin du Djado offre un soutien logistique inespéré sur la route entre le Mali et la Libye. A défaut de sources de revenus, c'est la certitude de trouver du carburant et de l'eau qui confère à ces sites un soutien logistique aux groupes armés terroristes, obtenus soit sous la contrainte ou dans le cadre d'un échange de bons procédés.

2.1.1.4. Les prise d'otages génèrent de fortes sommes d'argent très convoitées.

De 2008 à 2010, AQMI a pu revendiquer l'enlèvement de vingt otages occidentaux au Sahel. Serge Daniel a pu parler ainsi d'« industrie de l'enlèvement » dans son ouvrage sur AQMI paru en 2012 chez Fayard. Le rapport du comité consultatif du conseil des droits de l'homme de l'assemblée générale des Nations Unies (OHCHR) de février 2013 relève dans son paragraphe 20 que « des sources citant des responsables Algériens affirment qu'en Afrique du nord, AQMI a obtenu entre 50 et 150 millions d'euros de 2003 à 2011, essentiellement sous forme de rançons versées en contrepartie de la libération d'otages étrangers. D'après les renseignements recueillis à cette occasion, huit enlèvements distincts commis entre 2008 et avril 2010 ont abouti au versement de plus de 18 millions d'euros en liquide aux intermédiaires d'AQMI en échange de la libération de nationaux de différents pays riches. Il en a été déduit que le groupe AQMI était presque entièrement financé par les rançons provenant de pays occidentaux lesquels étaient prêts à verser à AQMI jusqu'à 5 millions d'euros pour libérer un seul citoyen. ».

⁵⁰ Carnet de terrain 2012

⁵¹ Carnet de terrain 2013

Les sommes avancées sont certes importantes mais elles ne peuvent financer à elles seules le djihadisme au Sahel. Certes, les rançons permettent de compenser les prix de l'approvisionnement dans la BSS qui demeurent exorbitants dès qu'ils concernent les groupes armés terroristes. Cependant, les valises de billets ne permettent pas de pourvoir aux besoins immédiats de la vie quotidienne exigeante dans le Sahel. Dans le même temps, AQMI redistribue largement ses subsides auprès des populations locales pour s'attacher leur soutien⁵². Les rançons servent en outre à salarier les membres des katibas et à s'assurer de leur fidélité. Mais surtout, l'enlèvement d'otages n'est en rien une finalité du salafisme djihadiste au Sahel. La création d'un état islamiste est la seule finalité.

2.1.2. Des preneurs d'otages de plus en plus audacieux (exemple de Niamey en janvier 2011).

2.1.2.1. D'une activité artisanale à l'opération audacieuse minutieusement préparée.

Jusqu'en 2010, les enlèvements de ressortissants étrangers demeurent artisanaux avec à quelques occasions un guide ou un chauffeur compromis qui livre son passager, mais le plus souvent le renseignement sur l'activité d'un « Nassara⁵³ » isolé et sans protection. Parmi les Occidentaux, l'otage français dispose d'un intérêt supérieur car il fait référence à l'ancien colonisateur, au gendarme de l'Afrique, à l'Occident chrétien et surtout aux valeurs humanistes de liberté et de laïcité que les groupes armés terroristes rejettent. Pierre Camatte est enlevé à Ménaka au Mali le 26 novembre 2009 et libéré le 23 février 2010 suite à l'élargissement de quatre djihadistes au Mali. Puis, il y a Michel Germaneau, enlevé au Niger en avril 2010 et décédé aux mains des terroristes en juillet de la même année.

De même, les trafiquants locaux ou coupeurs de routes ont souvent pourvu AQMI en marchandises humaines. La différence étant ténue entre ces acteurs criminels, il est difficile jusqu'en 2010 de qualifier précisément les auteurs des enlèvements, seule la détention étant revendiquée. AQMI a pu ainsi s'approprier l'enlèvement de vingt occidentaux de 2008 à 2010.

Les otages, occidentaux en général et français en particulier, sont des moyens de pression sur l'État français et ses alliés sahéliens pour prévenir toute intervention contraignant l'installation d'AQMI dans la BSS. D'ailleurs, l'opération militaire mauritanienne soutenue par la France contre

⁵² Creusement de puits dans la région de Tessalit là où le gouvernement malien a délaissé le territoire. Entretien Baïka, 11 novembre 2016.

⁵³ Nassara, terme du coran définissant les nazaréens, adeptes de Jésus, les chrétiens et par extension les Blancs.

des bases d'AQMI au nord Mali le 22 juillet 2010 est la justification avancée pour la mort de Michel Germaneau.

A compter de septembre 2010, les katibas se sont impliquées en organisant personnellement des enlèvements minutieusement préparés au cœur de cités réputées sûres et sécurisées. Le succès de l'enlèvement de ressortissants étrangers à Arlit en septembre 2010 tient à une intervention reposant sur du renseignement précis dans une cité minière protégée par les forces de défense et de sécurité nigériennes ainsi que par une société de sécurité privée. L'action commando n'a été décelée qu'à postériori. Sept employés d'AREVA et de VINCI sont enlevés⁵⁴.

2.1.2.2. L'enlèvement de deux ressortissants français au cœur de Niamey le 7 janvier 2011 (point de vue de la garde nationale du Niger).

Cet enlèvement se produit dans la capitale nigérienne, réputée sûre et sécurisée par une concertation de forces de sécurité intérieure inégalée sur tout le territoire, même à Arlit. C'est au cœur du pouvoir que la katiba de MBM vient défier les forces de défense et de sécurité.

Le vendredi 07 janvier 2011, Vincent Delory et Antoine de Léocour sont enlevés au maquis « le Toulousain » par des ravisseurs affiliés à la mouvance AQMI au Mali. Organisée par la katiba de Mokhtar Belmokhtar, cette opération commando se caractérise par son audace de frapper au cœur de la capitale.

Il est 22h40 lorsqu'un commando de huit individus armés surgit dans ce lieu de sociabilité fréquenté par les expatriés et s'empare des deux premiers Blancs trouvés au plus près de l'entrée du maquis.

Les deux otages sont embarqués de force à l'arrière d'un Toyota 4X4 qui prend la fuite en direction du nord. Suite à une crevaillon, les ravisseurs ont le temps de changer une roue à la sortie de Niamey, sans être inquiétés, avant de poursuivre vers Ouallam en empruntant des pistes en latérite.

Un véhicule d'alerte immédiate du Groupement d'Intervention et de Sécurité (GIS) s'engage à leur poursuite mais reste sur le bitume jusqu'à Ouallam où il fait demi-tour sans avoir aperçu les terroristes.

⁵⁴ Une famille nigérienne a été aussi enlevée car résident dans une maison habitée par des employés d'AREVA trois mois plus tôt. Ils ont été rapidement relâchés après avoir récité la Chahada à l'extérieur de la ville d'Arli. In carnet de terrain 2010.

Le samedi 8 janvier 2011, à compter de 03h00, les ravisseurs tombent sur un dispositif d'interception à un carrefour de pistes, armé par un véhicule de la garde nationale du Niger secondé d'un véhicule de la gendarmerie nationale à 100 km de la frontière malienne. Une succession d'échanges de tirs freine la progression des ravisseurs jusqu'à la blessure à la cuisse du capitaine, commandant la région GNN de Tillabéri, ce qui stoppe la poursuite.

A 06h00, les renforts n'étant toujours pas arrivés, le véhicule de gendarmerie reprend seul la poursuite des ravisseurs, aux ordres du capitaine, commandant la légion de gendarmerie de Tillabéri, avec dix gendarmes et un garde national qui leur sert de guide.

En suivant les traces caractéristiques du véhicule des ravisseurs, les éléments des forces de sécurité intérieure constatent qu'un véhicule venant du nord les a rejoints.

Arrivés en territoire malien⁵⁵, aux environs d'Akabar, à une dizaine de kilomètres au nord de la frontière, les traces conduisent à une bache dissimulant le véhicule des ravisseurs et un pick-up transportant deux fûts de carburant.

Les éléments des forces de sécurité intérieure (F.S.I) tombent alors dans une embuscade qui tue un gendarme, blesse grièvement le capitaine de gendarmerie à la tête ainsi que trois autres gendarmes. Le garde national et cinq autres gendarmes prennent la fuite⁵⁶.

Les agresseurs prennent le contrôle du véhicule de gendarmerie en y chargeant les blessés et le convoi de trois véhicules reprend immédiatement la route.

Ce dernier est ensuite neutralisé quelques minutes plus tard par une opération hélicoptérée des forces spéciales françaises qui essuient lors de leur engagement des tirs à partir du véhicule de gendarmerie⁵⁷ blessant un sous-officier pilote d'un des hélicoptères de manœuvre.

⁵⁵ Accords bilatéraux nigéro-maliens autorisant le droit de poursuite au-delà de la frontière.

⁵⁶ Les gendarmes n'ont pas pu riposter car le capitaine de Gendarmerie leur a donné l'ordre (pratique courante) de retirer leurs chargeurs d'AK47 suite à un coup de feu intempestif en caisse, sans doute dû à la fatigue et à la route cahoteuse.

⁵⁷ Cet élément sera à l'origine de tensions entre les autorités françaises et nigériennes. Pour les forces spéciales, le coup de feu provient d'un véhicule gendarmerie qui a une progression cohérente dans le convoi terroriste. Le 13 janvier 2011, alors que l'enquête est en cours, Laurent Teisseire, au point presse du ministère de la Défense de 11h00, annonce que « selon le témoignage de nos soldats, dans le cadre de l'action, ces hommes portant donc des uniformes de la gendarmerie nigérienne n'avaient pas les mains entravées, portaient des armes et avaient participé au combat contre nous. » (Kantar Média, script intégral, 14/01/2011). Le même jour, à 17h39 sur LCI, Jean-Claude Marin, procureur de la République de Paris apaise les tensions naissantes à Niamey en précisant que les gendarmes « premièrement, ils ont été pris en otages, pour certains, donc ils se trouvent dans le groupe des ravisseurs. Et surtout, ils ne sont pas vêtus d'uniformes. Et donc ils peuvent être aisément confondus parce que lorsque ces Forces se rendent dans le désert où il peut y faire la nuit à cette période de l'année, des températures extrêmement basses, ils sont vêtus de manière plus traditionnelle. » (tns media intelligence, script intégral, 14/01/2011).

2.1.2.3. Une concurrence dans l'action d'éclat entre katibas.

L'enlèvement de janvier 2011 est surprenant dans le sens où c'est la première fois qu'il se produit alors que des otages français sont déjà détenus et que des négociations sont en cours.

Jusqu'à présent les enlèvements se succédaient pour maintenir la pression sur les États occidentaux alternant rançons, prises d'otage.

Cette action audacieuse semble acter la dissension profonde entre Abou Zeïd et MBM au sein d'AQMI, chaque groupe armé terroriste voulant ses otages, chaque groupe armé terroriste voulant réaliser une action audacieuse lui permettant de s'imposer parmi les autres katibas dans un jeu d'influence et de pouvoir pour prendre la direction du futur État islamique au Sahel.

Enfin, cet enlèvement démontre la capacité de renseignement, d'appui logistique⁵⁸ au sein d'une capitale sahéenne sécurisée de katibas qui sont réputées se terrer au nord Mali en changeant régulièrement de position pour ne pas se faire repérer. Les katibas d'AQMI prennent l'initiative et intensifient leur action à partir de 2011.

2.1.3. Des katibas élargissant leurs rayons d'action en s'en prenant directement aux États sahéens.

2.1.3.1. Les katibas commanditent des meurtres ciblés à l'étranger.

Le 2 décembre 2012, alors qu'il sort de son domicile dans le quartier populaire de Bobiel à Niamey, le Colonel-Major Ag Gamou⁵⁹, chef d'une unité des Forces Armées Maliennes (FAMA) de 600 hommes réfugiée au Niger depuis avril 2012⁶⁰ a été la cible de coups de feu tirés par un individu à moto armé d'un pistolet automatique. Son garde du corps a été blessé tandis que lui-même est miraculeusement ressorti indemne de cette tentative d'assassinat malgré des traces d'impact sur ses vêtements.

⁵⁸ Les ravisseurs semblent avoir séjourné pendant deux jours à Niamey et avoir effectué des repérages

⁵⁹ Ce général Touareg malien est très proche d'hommes liés à l'affaire Air Cocaïne lorsqu'en novembre 2009, un Boeing 727 en provenance du Venezuela chargé de cocaïne avait atterri dans la région de Gao.

⁶⁰ Depuis la mi-janvier 2012, des déserteurs maliens se présentent à la frontière au poste de Bani Bangou pour trouver refuge au Niger. Carnet de terrain 2012

L'auteur des faits commandités par AQMI a pris le temps de reconnaître les deux domiciles⁶¹ d'Ag Gamou, dont l'un dans le quartier de Kouara Kano particulièrement surveillé, et a choisi la meilleure opportunité pour commettre son acte sans avoir jamais été repéré ni inquiété. L'issue heureuse de cet attentat a renforcé l'aura de chef de guerre invincible du colonel-major Ag Gamou mais elle doit beaucoup à la chance.

Un temps, les autorités nigériennes ont cru cette tentative de meurtre liée aux activités criminelles parallèles de cet officier malien. Pour autant, il s'agit du premier attentat ciblé commandité par une organisation terroriste depuis un pays étranger au Niger. La réponse sécuritaire est encore une fois quantitative, démultipliant les points de contrôle dans Niamey et rendant encore davantage nerveuses les FDS⁶².

2.1.3.2. Les katibas mènent des opérations coordonnées contre les États sahéliens.

Depuis l'attentat de Tiloa (Région de Tillabéri) en mars 2010, le Niger faisait uniquement l'objet de menaces de la part d'AQMI, à la fois pour prévenir toute intervention armée de l'État nigérien dans la question terroriste sous régionale et pour continuer d'envisager l'installation d'une base permanente dans le nord de l'Air à l'instar des Ifoghas (sanctuarisation de l'axe Mali – Niger – Libye et extension du djihad).

La position ferme de l'État nigérien, allié des Français intervenant au Mali pour stopper les djihadistes en janvier 2013, peut être une explication à la réalisation des attentats coordonnés d'Arlit et d'Agadez le 23 mai 2013. Ces attentats sont fortement symboliques car ils frappent l'appareil économique en s'en prenant à l'usine de la SOMAÏR, filiale d'AREVA, et l'appareil sécuritaire en frappant au cœur de l'école nationale des sous-officiers d'active.

Ces attaques ont été minutieusement préparées, elles répètent les modes opératoires validés par la prise d'otages massive d'In Amenas en Algérie en janvier 2013 et atteignent leurs objectifs en insinuant la peur dans l'esprit des Nigériens.

Vingt-trois élèves sous-officiers sont morts dont un Camerounais dans une attaque coordonnée au cœur de la plus grande caserne de l'Air réputée bien gardée. L'attaque par deux

⁶¹ Il avait installé ses deux épouses dans deux domiciles différents à Niamey, tandis que ses troupes étaient installées sous tentes, désarmées, à la sortie sud de Niamey.

⁶² La Garde Républicaine, en charge de la sécurité du président nigérien, a abattu de nuit deux civils nigériens qui n'ont pas correctement répondu aux injonctions alors qu'ils se trouvaient à proximité de zones de contrôle.

entrées différentes à l'heure de la prière du matin a surpris les militaires. Après l'attaque au véhicule piégé sur une entrée, un commando doté de ceintures d'explosifs s'est infiltré à l'opposé de la caserne pour finir par se retrancher dans un dortoir où ils seront abattus par les forces spéciales françaises appuyées de la garde nationale du Niger.

2.1.3.3. Des criminels et des terroristes, faisant preuve de réalisme et d'initiative.

L'évasion orchestrée depuis la prison civile de Niamey le 1^{er} juin 2013⁶³ tend à démontrer que l'adversaire demeure toujours actif et dangereux malgré la contrainte de sa liberté de mouvement.

La grande criminalité⁶⁴ n'hésite pas à s'appuyer ainsi sur la mouvance radicale terroriste afin d'exploiter toute opportunité d'évasion. Cheibani⁶⁵ a sans doute manipulé le directeur de prison en lui promettant des renseignements. Il est de coutume que les détenus V.I.P profitent de quelques commodités supplémentaires. Au mieux Cheibani a profité du tumulte pour s'évader, sinon il a participé à l'évasion en fixant une partie de la garde nationale.

La sidération qui a suivi cette évasion spectaculaire a laissé croire longtemps qu'un commando de Boko Haram en était à l'origine. Cela dénote surtout l'incapacité des FDS à s'adapter à un adversaire déterminé et opportuniste. Quelques jours à peine après l'attentat d'Agadez, les FDS s'étonnent que le respect de l'uniforme ne suffise plus à imposer l'autorité. Engagées à l'extérieur de leurs frontières pour lutter contre AQMI et Boko Haram, les FDS commencent à comprendre après deux ans d'attentats, que leur sécurité intérieure est menacée.

⁶³ La prison civile de Niamey est caractérisée par sa surpopulation carcérale (850 détenus pour 400 places). La garde de prisons est confiée à la garde nationale du Niger. La sécurité du site repose sur un savant équilibre entre les populations carcérales et les gardiens. La prison compte un nombre important de détenus en préventive qui ont été incarcérés quasiment autant de temps que la peine qu'ils encourent. Beaucoup ont été élargi en 2013. Un mini marché prend place dans la cour de la prison. La chaleur y est étouffante. Seul le carré VIP n'est pas concerné par cette surpopulation. On y trouve des ventilateurs, une télé et même un couteau. En revanche, le quartier des femmes et le quartier des mineurs respectent strictement les normes de détention et de réinsertion. (Carnets de terrain 2010-2013).

⁶⁴ En juin 2013, le ministère de la Justice laisse neuf membres de Boko Haram, interpellés plus tôt à Diffa lors de la préparation d'un attentat d'envergure sur le sol nigérien, ensemble dans une prison surpeuplée. Ces neuf terroristes ont fomenté depuis l'intérieur de la prison leur évasion, se saisissant de l'arme d'un garde nationale qu'ils ont tué avant de s'échapper profitant du tumulte qui en a suivi.

⁶⁵ Cheibani Ould Hama est un grand criminel malien, originaire de Gao, œuvrant dans le trafic d'armes et le trafic de drogue à la frontière nigéro-malienne. Il est accusé d'avoir tué l'attaché de défense américain à Niamey en 2000. Il aurait été l'un des artisans du kidnapping d'un couple de zurichois enlevés au Mali en 2009 puis remis à AQMI. Extradé au Niger, il a été condamné à 20 ans de prison pour l'assassinat de quatre Saoudiens en 2009 au Niger (Chasse à l'outarde). Il est à la prison de Niamey en juin 2013 le temps de l'instruction du dossier du meurtre de l'AD américain. Il est repris par Serval dans le Nord Mali en novembre 2013.

2.2. L'EXPLOITATION DES CRISES EN LIBYE ET AU MALI DE 2011 A 2013 PAR AQMI.

2.2.1. L'aubaine de la crise libyenne, comme accélérateur de l'émergence d'AQMI en qualité d'acteur majeur sahélien contre les intérêts français et occidentaux.

Dès le début de la crise en 2011, le sud de la Libye n'est plus sous le contrôle du pouvoir de Tripoli et offre une opportunité supplémentaire à AQMI de s'implanter dans la bande sahélo-saharienne. Dorénavant, les groupes armés terroristes disposent d'une nouvelle base de repli où ils peuvent s'installer. Les services de renseignement sahéliens parlent d'un nouvel incubateur terroriste à partir duquel la propagande djihadiste peut se propager. En outre, l'arsenal de guerre libyen⁶⁶ est leur pleine disposition, en particulier des lances roquettes et des véhicules militaires.

La guerre en Libye et la chute de Kadhafi affaiblit le Niger en 2011 avec le retour de deux cent mille (200.000) Nigériens qui travaillaient en Libye, la dissémination d'armements, l'arrêt de projets économiques bilatéraux⁶⁷. Le Mali subit les mêmes secousses mais avec une dimension supérieure. En effet, les anciens rebelles Touaregs maliens qui avaient trouvé refuge dans les années 1990 au sein de bataillons spéciaux de l'armée libyenne font rapidement défection. Ils rejoignent en corps constitué le nord du Mali en passant par le nord Niger⁶⁸. Mohamed Ag Najim et ses officiers sont des cadres majeurs de la rébellion Touareg malienne issue des forces libyennes. Ces Touaregs libyens vont être un des éléments fondateurs du MNLA et structurer les ambitions guerrières du nord Mali vis-à-vis des Forces armées maliennes de Bamako.

L'effondrement complet des institutions libyennes au cours de l'année 2013 entraîne une quasi faillite du pays dans lequel des dizaines de milices et autres groupes armés émergent dans une violence extrême. Cette situation de chaos permet aux groupes armés terroristes basés jusqu'alors au nord Mali d'y trouver refuge⁶⁹ pour échapper à l'opération Serval et se réorganiser⁷⁰.

⁶⁶ Des missiles sol air de type soviétique SA7 figurent entre les mains des djihadistes sur une vidéo de propagande d'AQMI posté le 7 novembre 2013. En outre, des manuels d'utilisation de ce type de missile sont retrouvés régulièrement dans de convois terroristes interceptés. Toutefois, ce type d'arme, qui aurait pu contraindre le transport aérien en Afrique subsaharienne, n'a jamais été utilisé par les djihadistes.

⁶⁷ Kadhafi finançait beaucoup de projets dans la BSS, ostentatoires comme une mosquée à Niamey ou dans le cadre du développement économique du Niger ou du Mali (bureaux, projets d'irrigation)

⁶⁸ Problématique suivie par la région GNN Agadez avec remontée de bulletin de renseignement quotidien à compter de mars 2011. Carnet de terrain 2011.

⁶⁹ Le ministre de la Défense français Jean-Yves Le Drian parle du sud de la Libye comme d'un « hub terroriste ». Le Journal du Dimanche 28 décembre 2014.

⁷⁰ Il est à noter que c'est en Libye en novembre 2016 qu'une frappe française sur renseignement américain a tenté de tuer MBM.

Le « corridor saharien »⁷¹ entre le nord Mali et le sud libyen en passant par la la frontière nigéro-algérienne⁷² s'impose depuis 2011 comme le couloir logistique en armes et carburant pour AQMI. C'est sans doute à cette occasion qu'une certaine porosité entre les combattants d'AQMI et de Daech en Libye⁷³ a pu commencer à s'opérer.

2.2.2. Une logique de territoire accélérée par la crise malienne et la rébellion lancée par le MNLA aux marches des États sahéliens.

De 2009 à 2012, AQMI s'implante durablement au sud du Sahara et au Sahel marquant les esprits par des prises d'otages audacieuses et des actes terroristes⁷⁴. Fort de son approvisionnement logistique depuis le sud libyen, AQMI va avancer masqué derrière la rébellion Touareg pour prendre à son avantage la conquête territoriale Touareg et s'imposer comme le nouvel acteur de puissance au nord Mali.

En octobre 2011, le retour des Touaregs de Libye au nord Mali va donner l'avantage dans la conquête du nord du pays par le MNLA. Certains de ces Touaregs rejoindront les FAMA ou encore AQMI qui profitera encore d'un approvisionnement inespéré en armes mais surtout en munitions. Mais la plupart de ces Touaregs libyens grossit les rangs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

En janvier 2012, le MNLA se lance à la conquête du nord Mali. Cette nouvelle rébellion Touareg entraîne le coup d'État du capitaine Sanogo le 22 mars 2012. Une des raisons avancées de cet événement dans l'insurrection malienne de 2012 réside dans les différents revers que les FAMA sous équipés et mal formés essuient face aux rebelles Touaregs du MNLA et d'Ansar Dine. Le népotisme et la corruption endémique du nord du pays a ainsi suscité à la fois le soulèvement des Touaregs comme le délitement d'une armée et d'un pays confronté à une grave crise.

Le MNLA revendique l'indépendance de l'Azawad qui correspond au trois régions maliennes de Kidal, Tombouctou et Gao. Début avril 2012, les villes principales du nord Mali sont aux mains des Touaregs du MNLA et d'Ansar Dine.

⁷¹ Claude-Henry Dinand, « Le sud libyen: une poudrière régionale. Entre trafics et terrorisme », Diploweb.com, 1er février 2016.

⁷² cf. carte des trafics figurant en annexe 3.

⁷³ A la mi-décembre 2012, il est constaté l'installation d'une branche islamiste libyenne à Gao. Il s'agit d'Ansar Al Charia sans savoir s'il s'agit de l'obédience tribale d'Al-Qaïda ou celle de Daech

⁷⁴ 8 août 2009, attentat suicide devant l'ambassade France à Nouakchott (Mauritanie), deux gendarmes mobiles sont blessés.

24 janvier 2012, massacres d'une centaine de soldats des FAMA à Aguel'hoc.

Iyad Ag Ghali et le mouvement Ansar Dine font pression sur leurs alliés Touareg pour instaurer une République islamique avec l'application de la charia sur ce même territoire. Le MNLA cherche à se démarquer sans succès de ces visées islamistes. Une des premières conséquences est qu'au printemps 2012, les villes conquises par le MNLA tombent successivement aux mains des islamistes. AQMI s'empare de Tombouctou, le MUJAO de Gao puis Ménaka et Ansar Dine participe sur le reste du territoire à l'implosion du MNLA qui perd son front politique uni au détriment de groupes armés Touaregs aux agendas criminels et politiques particuliers.

Au cours de la crise malienne, AQMI n'a jamais pris l'ascendant sur les opérations armées. Ce GAT a sagement laissé le mouvement Touareg mener la conquête du nord Mali en s'assurant l'alliance indéfectible d'Iyad Ag Ghali. La rencontre début avril puis fin mai 2012 à Tombouctou des principaux dirigeants islamistes sahéliens Abou Zeïd, Mokhtar Bel Mokhtar, Yahia Abou Al-Hammam et Iyad Ag Ghali témoigne de ces liens étroits qui peut s'apparenter à de la coordination. Une fois, la conquête du territoire assurée, les groupes armés islamistes s'imposent comme les nouveaux acteurs majeurs de la région.

2.2.3. Le mythe de la création de l'État Islamique au Sahel.

Au début de l'été 2012, AQMI prend le contrôle d'une partie nord du Mali profitant du putsch contre le président Amadou Toumani Touré et le défaut de gouvernance flagrant dans le nord du pays.

Abdelmalek Droukdel va tenter d'instaurer un émirat islamique en s'appuyant sur les notables locaux⁷⁵, au premier rang desquels ses alliés Touaregs d'Ansar Dine, dirigés par Iyad Ag Ghali⁷⁶. Imposition de la charia - mise en place d'une structure gouvernementale - exercice régalien de la police, de la justice et du prélèvement des impôts vont rapidement structurer la vie sociale et politique du nord Mali⁷⁷.

AQMI considère le djihad comme une obligation absolue. Leur projet consiste à reconstruire le califat originel et l'unité initiale de la communauté musulmane. La prise de contrôle de la zone sahélo-saharienne se comprend pour en faire le point de départ de cette reconquête de l'islam : à la fois modèle, sanctuaire, camp d'entraînement des djihadistes du monde entier, base de reconquête

⁷⁵ Daté du 20 juillet 2012, un document broché de 80 pages de Droukdel émir d'AQMI, trouvé conjointement à la mi-février 2013 par RFI et Libération à Tombouctou, visait à créer un État islamique dans le nord du Mali en veillant à gommer le caractère djihadiste propre au projet de l'Azawad, l'État Touareg.

⁷⁶ Entretien de Philippe Migaux à RFI par Christophe Boisbouvier 06 octobre 2013

⁷⁷ Dans un message rendu public en mai 2012, le chef d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, conseille à ses combattants du nord du Mali d'imposer « graduellement » la charia pour y réussir la création d'un État islamique.

des États musulmans d'Afrique du nord et de déstabilisation de l'Europe, telle fut la lettre de mission initiale confiée par les dirigeants d'Al-Qaïda.

Cet État islamiste fait des émules jusqu'en France. En août 2012, Cédric Lobo est interpellé à Niamey par la police nigérienne alors qu'il organisait grossièrement son départ pour le Mali⁷⁸. Parti pour rejoindre à Tombouctou deux Maliens de L'Haÿ-les-Roses (Val de Marne) ayant déjà pris le chemin du djihad, il a été repéré en train d'acheter un véhicule dans les faubourgs de Niamey. Dénoncé par des commerçants nigériens, il a été trouvé en possession, lors de la perquisition, de matériels à destination de ses « frères d'armes » au Mali. L'enquête franco-nigérienne a permis par la suite à la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI) de mettre à jour l'activité d'un groupe d'une dizaine de jeune de 25 ans environ, fréquentant assidûment une mosquée salafiste de L'Haÿ-les-Roses. Ainsi, en février 2013, quatre djihadistes qui projetaient de mener des actions de sabotage en France sont interpellés en région parisienne.

L'État islamique, sans qu'il y ait pour autant de direction centralisée et coordonnée, s'impose peu à peu dans le nord du Mali. Ansar dine détruit les mausolées de Tombouctou, le MUJAO impose une charia dure largement médiatisée par des vidéos d'amputation et de lapidation. Ces applications de la charia sont l'émanation et la lecture qu'en font chacun des groupes armés terroristes. Cela nuit à la volonté de Droukdel de créer un État islamique qui ne soit pas étiqueté djihadiste afin d'en assurer la pérennité. Dans un document⁷⁹ retrouvé par des journalistes de RFI et Libération dans la ville de Tombouctou libérée en février 2013, le chef d'AQMI préconise de continuer à avancer masqué pour ne pas éveiller l'attention de la communauté internationale. Une charia plus flexible est ainsi préconisée, dénonçant les destructions de mausolées et les lapidations publiques pour mieux s'imposer parmi les populations.

L'instauration d'un « Émirat islamique de l'Azawad » au nord Mali doit servir selon Droukdel de laboratoire islamiste mais l'offensive vers le sud malien d'Ansar Dine va précipiter la chute des groupes armés terroristes.

⁷⁸ *Le Parisien*, Rubrique Faits Divers, du jeudi 7 février 2013.

⁷⁹ Le document « Directives générales relatives au projet islamique djihadiste dans l'Azawad », en date du 20 juillet 2012 et rédigé par l'émir Droukdel, préconise de gouverner avec « douceur et sagesse » afin de gagner les cœurs et les esprits des populations de l'Azawad.

2.3. AQMI REPREND SA FORME PREMIERE D'ORGANISATION TERRORISTE LARGEMENT DISSEMINEE DANS LE SAHEL, MENANT DES ACTIONS DE TERREUR DECENTRALISEES A DOMINANTE OFFENSIVE EN FAISANT EFFORT SUR SES ALLIANCES AU SEIN DE CES TERRITOIRES ET DES POPULATIONS SAHELIENNES.

2.3.1. La dissémination faisant suite à l'opération Serval.

L'opération Serval est lancée en janvier 2013 afin de soutenir les troupes maliennes dans leur reconquête du nord Mali. L'objectif est de stopper l'avancée djihadiste vers le sud, de sécuriser la capitale Bamako et de permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale. L'offensive menée sous l'égide française permet de bousculer les groupes armés terroristes et de se réapproprier rapidement les villes tenues.

En détruisant près de 1000 djihadistes dont notamment Abou Zeïd, l'un des principaux chefs d'AQMI au Sahel, Serval a permis de reprendre pied au nord Mali. De nombreux camps d'entraînement et des quantités d'armes de guerre ont été également détruits. L'opération Barkhane qui lui a succédé en août 2014, a infligé de sérieuses pertes aux groupes armés terroristes. Plusieurs chefs importants ont été neutralisés comme Omar Ould Hamaha et Abou Bakr Al Nasr deux proches de MBM, Ahmed Al-Tilemsi, le financier du MUJAO, Abdelkrim Al Targui, le seul Touareg à la tête d'une katiba d'AQMI ou Ibrahim Ag Inawalen, le n°2 d'Ansar Dine. Dans ce contexte, la disparition des anciens a permis l'émergence d'une nouvelle génération qui ne dispose pas des mêmes référentiels. Cette nouvelle génération adhère davantage à Daech. Ses conquêtes territoriales en Syrie et en Irak de 2015 offrent plus de sens et de référence contemporaine à une jeunesse sahélienne désœuvrée ; plutôt qu'à Al-Qaïda et les attentats du 9 septembre 2001. Les germes de la contestation hégémonique d'AQMI au Sahel sont posés.

Malgré Serval et Barkhane, le djihadisme n'a pas disparu du Sahel. Les conditions ayant amené à l'avènement d'AQMI et d'Ansar Dine demeurent : la misère et l'exclusion dans le nord du Sahel, l'instabilité chronique due aux conflits opposant les diverses faction Touaregs au gouvernement central malien quasi failli.

2.3.2. L'émergence de nouveaux groupes terroriste toujours d'obédience salafiste djihadiste.

Les opérations Serval et Barkhane ont provoqué ou accéléré une recomposition des groupes armés terroristes au Sahel.

MBM a annoncé en décembre 2012 sa séparation d'AQMI et la création de son mouvement El Mouaguiine Biddam (Les signataires par le sang). Il confie son ancienne katiba d'AQMI, Al Moulathamine, à son second et homme de confiance Omar Ould Biddam. Parallèlement, il conforte les liens avec le MUJAO, une des premières organisations dissidentes d'AQMI, qui a toujours bénéficié du soutien de MBM. Quelques mois plus tard, le nouveau groupe Al Mourabitoune (les Almoravides⁸⁰), s'impose en août 2013 comme la fusion du MUJAO et du groupe de MBM. Ce groupe armé terroriste sera dès lors le plus virulent en multipliant les attaques contre les troupes françaises et la MINUSMA.

La création d'Al Mourabitoune se fait de nouveau sous l'égide d'Al-Qaïda, dont MBM se réclame dorénavant directement sans passer par AQMI.

Sa loyauté à l'organisation est renouvelée en mai 2014, alors que les mouvements djihadistes se trouvent partagés entre loyalistes à Al-Qaïda et ceux qui ont fait allégeance à l'État Islamique. En mars 2015, Boko Haram se réclame dorénavant de Daech et devient la Province ouest africaine de l'EI. AQMI éreinté par Barkhane n'offre plus la promesse de légitimité internationale que l'EI peut offrir en 2015. L'expression territoriale de la doctrine wahhabite se retrouve dorénavant au nord Nigeria où la charia s'applique déjà officiellement. L'EI va jusqu'à exercer pleinement ses prérogatives en tentant d'écartier en août 2016 le fantasque Shekau au profit du plus sérieux et orthodoxe Abou Moussab Al-Barnawi. Cette désignation révèle des conflits internes alors que Boko Haram demeure toujours autant actif et nocif dans la région du Lac Tchad.

La disparition des principaux cadres djihadistes sahéliens au cours de la période 2014-2015 va faire émerger de nouveaux cadres au sein d'Al Mourabitoune. En effet, plus jeunes que MBM, leurs références et leurs liens ne tend pas à les rapprocher des moudjahidines d'Al-Qaïda et des anciens d'Afghanistan. Ainsi face aux échecs d'AQMI, il est cohérent que le numéro deux d'Al Mourabitoune, Adnane Abou Walid Sahraoui, annonce en mai 2015 l'allégeance de son organisation à l'EI en déclarant son « allégeance au calife des Musulmans ». MBM dément immédiatement en réaffirmant son allégeance au leader d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri.

⁸⁰ En référence à la dynastie berbère sanhajienne qui au XIIe s règne sur l'ouest saharien et le sud de la péninsule ibérique.

Les luttes internes pro EI et pro Al-Qaïda se font jour au sein du groupe terroriste le plus actif au Sahel. Le point culminant serait des combats entre pro EI et pro Al-Qaïda au sein d'Al Mourabitoune, suivis de la destitution officielle en juillet 2015 d'Al Sahraoui. A partir de septembre 2015, Sahraoui, à la tête d'un groupe armée terroriste, prête à nouveau allégeance à l'EI lors de l'enlèvement d'un Roumain en mai 2015. Daech n'y répond pas. Son mouvement prend alors le nom d'État Islamique dans le Grand Sahara. Il faut l'attaque d'un poste douanier à Markoye au Burkina Faso en septembre 2016, suivie de l'attaque de la prison de haute sécurité de Koutoukalé au Niger le mois suivant pour que l'EI reconnaisse enfin ce mouvement. Il reste pour l'instant assez marginal au Sahel même si son pouvoir de nuisance demeure. Cette reconnaissance tardive peut s'expliquer aussi par la neutralisation du groupe EI à Syrte en Libye, la perte de vitesse de Boko Haram dans la zone du Lac Tchad et les revers successifs que l'EI essuie sur le front syro-irakien. Cela permet de réaffirmer l'extension territoriale de l'EI en s'assurant de points d'appuis dans la BSS.

AQMI pour autant semble avoir échappé à ces scissions internes pro EI. Le retour d'Al Mourabitoune dans le giron d'AQMI en décembre 2015 apparaît comme un renforcement du salafisme djihadiste sahélien contre la tentation d'une autre franchise djihadiste, l'EI. AQMI affaibli par Barkhane a besoin de retrouver sa dynamique terroriste et MBM revient en position de force au sein d'une organisation qu'il connaît s'imposant comme le véritable émir du Sahara.

2.3.3. Un retour au paradigme de l'action de nuisance du faible au fort.

Serval et Barkhane ont cassé la dynamique d'administration territoriale d'AQMI. Toutefois, de l'aveu même de Droukdel dans ses recommandations de juillet 2012, cette expérimentation n'était pas appelée à perdurer. Dorénavant AQMI et Al Mourabitoune reprennent leur fonctionnement habituel et maîtrisé de nuisance du faible au fort mais en gagnant en profondeur de champ d'action.

2.3.3.1. Le Niger, carrefour de la mouvance djihadiste internationale.

Jusqu'en 2013, le Niger se trouve géographiquement à la croisée des chemins entre AQMI au Mali au nord et Boko Haram au Nigeria au sud. L'intervention française au Mali en janvier 2013 bouleverse la donne et le Niger devient la cible d'attentats. Les échanges avérés entre AQMI et Boko Haram comme la cellule logistique qui a appuyé l'enlèvement de janvier 2011 sont les bases

d'actions à venir.

La menace au nord Mali n'est plus que résiduelle mais elle persiste. Elle est même renforcée dorénavant par l'émergence de nouveaux groupes terroristes dans le sud libyen. Le Niger résolument engagé dans la lutte contre les groupes armés terroristes devient la cible d'attentats tant d'AQMI en mai 2013 à Arlit et Agadez que de Boko Haram dans la région de Diffa. Le Niger se trouve ainsi écartelé entre deux fronts tandis que la frontière nigéro algérienne demeure toujours l'axe majeur entre le sud libyen et le nord Mali pour les groupes armés terroristes en déroute et les contrebandiers sahéliens.

En outre, la frontière nigéro-malienne, comme les trois frontières Niger Mali Burkina-Faso, deviennent de vastes espaces lacunaires à partir desquels ou sur lesquels sont commis des attentats, portant l'insécurité en zone rurale tout en défiant les pouvoirs centraux.

2.3.3.2 Développement de la zone de nuisance, du Sahel à l'Afrique subsaharienne jusqu'aux débouchés maritimes.

La conquête puis l'administration territoriale de l'embryon de l'Émirat Islamique de l'Azawad ont concentré un temps les actions terroristes en l'Afrique subsaharienne sur le seul Mali. L'intervention française a sévèrement éreinté les structures des groupes armés terroristes sans pour autant obérer leurs capacités asymétriques d'actions terroristes⁸¹.

Au début des années 2010, l'action d'AQMI est concentrée sur l'Algérie. L'évolution sahélienne s'explique à la fois par la lutte antiterroriste algérienne plus systématique et l'évolution de l'Émirat du Sahara. L'année 2014 apparaît clairement comme un coup d'arrêt à l'expansion du djihadisme salafiste pour reprendre à partir de 2015 dans cette logique de nuisance du faible au fort et des combats asymétriques.

La continuité dans le temps des actions terroristes peut s'expliquer aussi par la maîtrise de la brousse par les groupes armés terroristes qui restent maîtres du monde rural et d'une augmentation de la sécurisation des espaces urbains centraux par les pouvoirs étatiques.

En effet, la réaction première de l'État nigérien après l'enlèvement des deux Français au Toulousain en janvier 2011, au-delà de la chasse aux terroristes qui a été initiée, a été de renforcer la sécurisation du centre-ville de Niamey. La garde présidentielle a sanctuarisé les organes du pouvoir

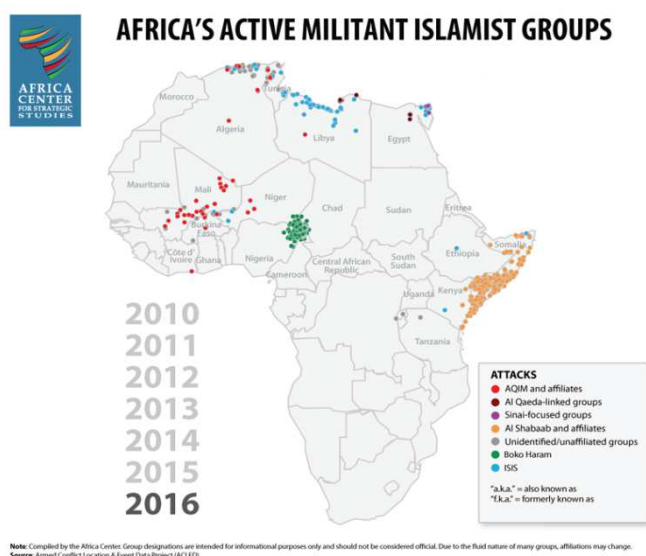
⁸¹ "The evolution of militant Islamist Group Activity in Africa 2010-2016" by the Africa Center for Strategic Studies January 10, 2017

nigérien, les FSI nigériennes ont renforcé leurs points contrôles aux entrées de la capitale. Cette action a été reproduite sur les gouvernorats en faisant effort sur Agadez et Arlit.

La concentration des FSI sur les centres urbains s'est faite au détriment du contrôle de zone des espaces ruraux de la BSS, laissant le champ libre aux groupes armés terroristes, pour pouvoir se déplacer, se réorganiser et lancer des actions terroristes.

Les attentats de décembre 2015 à l'Hôtel Radisson Blu de Bamako au Mali, de janvier 2016 à l'Hôtel Splendid de Ouagadougou au Burkina Faso, de mars 2016 sur la plage de Grand Bassam en Côte d'Ivoire puis du poste de gendarmerie à Dolbel (Tera) au Niger sont une manière de signifier à la communauté internationale qu'AQMI n'est pas éradiqué et que cette organisation terroriste détient toujours autant un pouvoir de nuisance, aux pays subsahariens, qu'ils ne sont pas à l'abri de leurs actions terroristes, à la France que les intérêts occidentaux demeurent toujours autant menacés malgré la MINUSMA et l'opération Barkhane, et à Daech, à travers de revendications communes qu'AQMI et Al Mourabitoune ne forment plus qu'une seule entité hégémonique dans la BSS voire au-delà de leurs bases de repli.

Les conditions de persistance de la menace terroriste dans la BSS demeurent. Les États subsahariens ne contrôlent pas leurs espaces ruraux qui demeurent encore en marge du développement des centres urbains. Jeunesse désœuvrée, pauvreté des territoires et corruption des élites complètent le tableau qui permet aux groupes armés terroristes de pouvoir déstabiliser une région voire des États.



La carte ci-dessus montre l'emprise des actions des GAT sur l'ensemble de la BSS avec tout d'abord, un rayon d'action d'AQMI qui va de la mer Méditerranée au golfe de Guinée, une activité

de Boko Haram ensuite qui se concentre sur le bassin du lac Tchad et qui monopolise quatre pays et enfin le Niger qui se trouve au centre de cette activité terroriste.

Les clés du succès sont à trouver dans une lutte anti-terroriste multi scalaire.

3. Une lutte actuelle contre le terrorisme au Sahel qui s'effectue à trois niveaux, national, régional et international et qui doit être sans cesse renouvelée pour gagner en cohérence et en efficacité face à cette problématique transfrontalière.

3.1. LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU NIVEAU NATIONAL EST TRES INEGALE ET CONNAIT DES PROBLEMES STRUCTURELS DIFFICILES A FAIRE EVOLUER.

3.1.1. Un déficit de formations et de matériels des forces de défense et de sécurité nigériennes qui doivent contrôler des zones de flux immenses.

La lutte contre les grands trafics souffre de moyens insuffisants et de difficultés de gouvernance propres à la sous-région.

3.1.1.1. Des forces de sécurité nigériennes sous dimensionnées par rapport à la menace.

Le défi des forces de sécurité est d'occuper un terrain aussi vaste qu'hostile. La chaleur et le manque d'eau conditionnent grandement le nombre et l'efficacité des patrouilles.

Pourtant, les chefs de patrouilles reçoivent des informations institutionnelles relatives à des passages de convois lourdement armés. Face à ces colonnes de plus de quarante véhicules, leur hiérarchie leur conseille de ne pas se rendre sur ces axes-là afin d'éviter un affrontement qui leur serait préjudiciable. L'argumentaire récurrent « On sait où ils vont passer mais pourquoi prendre une balle pour un trafic qui ne fait que transiter par le Niger et qui ne nous intéresse pas ?⁸²Sic. » est partagé tant par les officiers que par les sous-officiers de la GNN. L'objectif légitime du chef de patrouille est de ramener ses hommes vivants.

⁸² Mission de renfort temporaire de police judiciaire de juillet 2012.

3.1.1.2. Une situation nigérienne propice au développement de la criminalité.

Parallèlement, les Forces de Défense et de Sécurité disposent de trop peu de renseignements, de moyens (carburant⁸³ et véhicule) et de personnels afin de déployer des patrouilles aléatoires assez denses pour contraindre la mobilité de l'adversaire.

Les régulières escarmouches sur les puits du Ténéré démontrent qu'il existe des points de passage obligé dans ces vastes étendues désertiques mais qui, faute d'être tenus en permanence, demeurent des points d'appui de l'adversaire.

L'exposé de moyens armés sous-dimensionnés est aussi avancé par les autorités sahéniennes pour justifier l'inaction face aux gros convois. Collecte de renseignements au moyen de drones et bombardement à partir de vecteurs aériens à l'instar de la chasse algérienne œuvrant dans la zone frontalière nord semblent, dans le discours des officiers, le gage d'une lutte prochaine contre les trafics enfin efficace. En mars 2012, le Niger a acquis deux SU25⁸⁴ pour être déployés afin de mieux contrôler la zone sachant que les pays amis fournissent régulièrement des informations corroborées sur les mouvements le long de la frontière algérienne.

3.1.1.3. Du retour d'expérience de l'enlèvement de janvier 2011 à Niamey au Niger, il ressort que des moyens de transmissions suffisant pour mettre en relation les acteurs du terrain vers le haut et vers le bas sont dimensionnant pour mener à bien une lutte antiterroriste efficace.

Les véhicules GNN engagés lors de la poursuite des terroristes d'AQMI en janvier 2011 ne disposaient pas de transmissions. Les poursuivants de la garde nationale et de la gendarmerie ne pouvaient donc pas être en relation avec les éventuels renforts ni avec les vecteurs aériens français qui étaient en observation au-dessus de la zone d'échange des coups de feu.

D'autre part, les comptes rendus par téléphone ne parvenaient que de manière sporadique (couverture aléatoire mais somme toute assez opérante en milieu désertique) et avec un grand décalage par rapport aux événements. Les renseignements parvenaient plus rapidement par la

⁸³ Un véhicule de la garde nationale avait été lancé à la poursuite d'AQMI en septembre 2010 depuis Arlit. Le véhicule a stoppé son engagement après avoir découvert un des véhicules des ravisseurs, calciné, en territoire malien. Ils n'ont pas poursuivi plus en avant, en particulier parce que le véhicule GNN n'avait plus de carburant et que le soutien essence n'avait pas été anticipé. Carnet de terrain 2010.

⁸⁴ Soukhoïs 25, avions d'attaque au sol développés par l'U.R.S.S. dans les années 1970, pilotés par des mercenaires ukrainiens

chaîne d'intervention française.

La GNN est une FSI qui inquiète les autorités gouvernementales avec l'image tenace des Unités Sahéliennes de Sécurité qui basculent dans la rébellion Touareg de 2006 en corps constitué. De la sorte, la GNN n'est que rarement bénéficiaire des dons en armes et en véhicules. C'est bien parce qu'elle a su se montrer rustique et indispensable dans la BSS qu'à partir de 2012, le ministère de l'Intérieur fait un effort en matériel roulant à son endroit.

Toutefois, quel que soit l'armement conventionnel déployé, cela ne palliera jamais les lacunes flagrantes d'entraînement et de formation continue⁸⁵ des FDS en poste dans le nord.

3.1.1.4. L'implication et la compromission des autorités civiles et militaires sont souvent abordées par les officiers et sous-officiers de la GNN.

La corruption des élites locales ainsi que des autorités civiles et militaires dans les trafics sahéliens participe du terreau propice à l'installation de l'activité des groupes armés terroristes dans le secteur.

L'opulence de certaines familles Touaregs d'Agadez est en totale inadéquation avec leurs revenus issus de l'élevage mais aucune preuve formelle n'est avancée ou du moins personne n'ose le faire. Ainsi, la rumeur du financement des anciens groupes rebelles Touareg par l'escorte des trafics de drogue est régulièrement exposée et le MNJ d'Aghali Alambo⁸⁶ est ainsi souvent cité. Certains membres de ces familles se présentent donc comme des facilitateurs et se font rétribuer en échange de renseignements sur le déploiement des FDS dans la zone.

En outre, il est de notoriété publique que Mohamed Abta⁸⁷, trafiquant Arabe d'Agadez, propose d'acheter des informations aux militaires et fonctionnaires du secteur d'Ingal et Agadez. Si cela demeure du domaine de la rumeur persistance, il est important de signaler que le salaire

⁸⁵ En 2010, certains gardes nationaux de la Région d'Agadez n'ont pas tiré à l'AK47 depuis plus de 5 ans

⁸⁶ Le 20 mars 2012, Aghali Alambo, ancien président du Mouvement des Nigériens pour la Justice, principal front de rébellion Touareg des années 2007 à 2009 a été écroué. Il avait été convoqué dans le cadre du dossier de son frère Abta intercepté en juin 2011 à la tête d'un convoi transportant 640 kg de SEMTEX. Ces deux protagonistes sont connus de longue date comme trafiquants notoires de stupéfiants (en tant que commanditaire de convois de résine de cannabis en provenance du Maroc). Aghali Alambo occupait depuis 2011 les fonctions de Conseiller du Président de l'Assemblée nationale du Niger Hama Amadou après avoir été nommé conseiller à la Présidence de la République sous la Transition militaire.

⁸⁷ En juin 2011, Mohamed Abta était à la tête d'un convoi d'explosifs en provenance de Libye pour le nord du Mali. La GNN guidant les FAN a participé à son interception dans la zone de Mammanat dans le nord de l'Aïr. Mohamed Abta est relâché sous contrôle judiciaire en mars 2012 afin d'apaiser les tensions naissantes à Agadez au vu de la rébellion Touareg (MNLA – Ansar Dine – AQMI) dans le nord du Mali.

mensuel d'un fonctionnaire nigérien⁸⁸ est trop faible pour ne pas se laisser séduire par la corruption voire la concussion. En effet, beaucoup de servants de l'État rentrent de leur poste dans le nord plus riches que leur salaire ne peut le leur permettre. La compromission par omission voire par action⁸⁹, mais toujours rétribuée, semble ainsi avoir été un *modus vivendi* des forces de défense et sécurité au début des années 2000 dans le nord du pays⁹⁰.

Face à la multiplication de menaces régionales, le Niger ressent la faiblesse de ses moyens de défense, avec une armée valeureuse mais aux effectifs réduits (15000 hommes auxquels s'ajoutent 18000 membres des forces de sécurité intérieure) et mal équipée (surtout dans le domaine aérien avec quelques hélicoptères et avions légers) pour un immense territoire désertique à contrôler.

3.1.2. Le manque d'initiative et le manque de délégation sont des défauts majeurs et systémiques et se retrouvent dans les lacunes opérationnelles au contact de l'ennemi.

3.1.2.1. Le taux d'encadrement est insuffisant pour pallier la blessure du chef en opération, entraînant de fait l'échec de missions.

Le commandant Ibrahim Alhadi⁹¹ était le seul cadre de la GNN présent dans le dispositif d'interception lors de l'enlèvement des deux français en janvier 2011. Sa connaissance du terrain et son expérience au combat pendant les rébellions Touareg en font un atout important des forces de sécurité intérieure. Ce cadre majeur de la GNN est clairement à l'origine de la pertinence et de l'efficacité du dispositif d'interception dans la région de Tillabéri. Toutefois, il n'y a personne pour le seconder. Ainsi, alors qu'il est blessé, les gardes nationaux ne poursuivent pas la mission car le

⁸⁸ Un officier de la GNN gagne de 230.000 à 360.000 FCFA/mois soit de 350 à 550 € /mois.

⁸⁹ Lors du module Lutte antidrogue de la formation police judiciaire de la GNN en juillet 2012, beaucoup de stagiaires ont cité des officiers du Corps qui, dans les années 2000, avant la seconde rébellion Touareg, mettaient en alerte leurs hommes dans les postes avancés du nord pour faciliter le passage de convois de cigarettes de contrebande entre Assamaka et l'Aïr et interdire tout contrôle dudit convoi.

⁹⁰ Le 5 septembre 2011, les FAN interceptent un convoi de drogue dans la région de Séguédine au nord de Dirkou et pèsent la marchandise saisie chez le boucher de Dirkou pour un poids de 4 tonnes. Lorsque la marchandise arrive à Niamey, au CCLAD, il manque une centaine de kilos voire davantage. L'officier des FAN ayant commandé l'interception refuse d'être entendu et la seule explication que les FAN avancent est que la balance du boucher de Dirkou est faussée. Carnet de terrain 2011.

Dans la même affaire, le CCLAD demande au SSI de l'ambassade France d'exploiter un des GPS saisis (fait rare). Outre les traditionnels puits entre le Mali et le Plateau du Djado et les ruptures de charges entre guides Touaregs clairement identifiées le long de la frontière Mali – Niger – Algérie, il y a aussi une utilisation nerveuse, hors champ, dans la caserne FAN de Bilma. On peut supposer que ne sachant pas l'utiliser, les FAN l'ont remis avec la cargaison à destination du CCLAD. *Ibid.*

⁹¹ Cet officier a été nommé au grade supérieur pour son engagement dans cet événement.

véhicule n'est armé que de militaires du rang. Lorsque la poursuite reprend, les gendarmes repartent seuls avec uniquement un garde national comme guide, ils tomberont dans une embuscade car ne disposant plus de l'appui nécessaire pour mener à bien ce type de mission.

3.1.2.2. La coordination entre unités fait régulièrement défaut, les unités spécialisées n'œuvrant pas forcément en coordination avec les unités régionales.

Ainsi en janvier 2011, les véhicules du Groupement d'Intervention et de Sécurité engagés très rapidement après l'alerte de l'enlèvement des deux français ne sont pas en coordination avec les véhicules GN et GNN au contact d'AQMI et n'ont pas ainsi pu apporter leur concours. De même, les vecteurs roulant opérationnels de la GNN mis en alerte au cours de la nuit ont occupé leur zone de compétence habituelle sans pouvoir se porter en appui de l'action majeure en cours de déroulement au nord d'Abala.

Une patrouille mixte GN-GNN a certes pu être initiée grâce à la personnalité du commandant Alhadi, son action n'a cependant pas été coordonnée sur le terrain. Un seul véhicule était au contact d'AQMI et aucun appui n'était fourni par le deuxième véhicule. Il eût été judicieux de déporter une arme d'appui dans le véhicule de gendarmerie afin de faciliter la manœuvre du véhicule GNN au contact. De même, quand le véhicule gendarmerie part seul à la poursuite des ravisseurs, un rechargement en armes et munitions aurait été appréciable.

L'ensemble de ces savoir-faire tactiques et techniques peut être joué au travers d'exercices cadres au sein des forces de sécurité intérieure en s'appuyant sur les expériences passées. De la sorte, les concepts d'encadrement, de liaison vers le haut et le bas, de mise à disposition de moyens opérationnels pourraient être travaillés et à l'avenir exécutés sur le terrain à titre d'actes réflexes.

3.1.3. Face aux difficultés, la remise en question des autorités civiles et militaires est absente et le retour d'expérience est négligé.

Fort de ces constats, une réaction des forces de sécurité intérieure semble légitime pour pallier ces lacunes et densifier sa lutte contre le terrorisme. Cependant, aucune remise en question de l'action des forces de sécurité intérieure n'est officiellement avancée.

Déjà en septembre 2010, lors de l'enlèvement des sept membres d'AREVA et VINCI, les

autorités nigériennes n'avaient que relevé des failles dans la sécurité privée nigérienne et des groupes français et n'avaient en aucun cas reconnu des erreurs d'appréciation de leur part. La réaction a été davantage quantitative que qualitative par une densification des acteurs des FDS sur le secteur sans modifier les modes d'action face à cette menace inédite au sein des centres urbains.

En janvier 2011, les forces de défense et de sécurité ne se sont pas remises en question à la suite de l'enlèvement au cœur de Niamey. Les autorités nigériennes retiennent légitimement mais uniquement le sacrifice des gendarmes dans leur tentative de libérer des otages français. Depuis lors, seule une réponse quantitative en termes d'hommes déployés sur le terrain a été encore apportée à la menace grandissante d'une action terroriste sur le territoire nigérien.

Les problèmes soulevés tels que la coordination entre les forces de défense et de sécurité, les moyens de transmission pour mettre en relation les différents acteurs et mobiliser un maximum de vecteurs et la réflexion sur une manœuvre opérationnelle permettant sinon de tenir le terrain au moins d'offrir une réponse tactique satisfaisante face à un adversaire préparé et motivé ne sont toujours pas pris en compte.

L'enlèvement de Dakoro en octobre 2012 met ainsi à nouveau en exergue les mêmes failles permettant à l'adversaire de se soustraire au contrôle de zone entrepris par les forces de défense et de sécurité et de rejoindre impunément le nord Mali sous le contrôle des djihadistes depuis janvier 2012. Les ravisseurs n'ont pas été inquiétés jusqu'à leur retour sur leurs bases maliennes après un périple de plus de 600 km aller-retour, ce qui est la plus grande incursion terroriste au Niger.

Le 13 octobre 2012 vers 22 heures, 6 agents de l'ONG BEFN (Bien-Être de l'Enfant et de la Femme au Niger), travaillant sous tutelle de l'ALIMA⁹², dont cinq Nigériens et un Tchadien sont enlevés dans la ville de Dakoro, à environ 120 km au nord de Maradi grande ville du sud Niger (frontière nigéro nigériane). L'opération a été menée par un groupe d'individus non identifiés, enturbannés, armés de fusils AK47, parlant français, haoussa et tamasheq, à bord de deux Toyota 4x4 pick-up de couleur blanche. Les ravisseurs ont pris la fuite vers le nord puis ont obliqué à l'ouest vers la frontière malienne.

Le MUJAO aurait mené cette attaque. Les logements visés hébergeaient encore quelques semaines plus tôt des humanitaires occidentaux qui devaient sans doute faire l'objet de cette tentative d'enlèvement. Une concession habitée par un anthropologue italien a aussi été visée. Ce scientifique était heureusement en brousse auprès de la communauté Peul au moment de cette action terroriste.

Les cinq otages ont été finalement relâchés par le MUJAO le 3 novembre 2012, groupe

⁹² Alliance for International Medical Action est une ONG médicale française œuvrant au Sahel.

terroriste embêté de détenir depuis trois semaines des ressortissants nigériens et de confession musulmane dont il ne savait que faire et au final de peu de valeur marchande⁹³.

Cet enlèvement a souligné les failles du dispositif sécuritaire nigérien qui n'a pas été en mesure de stopper les terroristes sur plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur du pays.

3.2. LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU NIVEAU REGIONAL PATIT D'UN MANQUE D'INVESTISSEMENT HUMAIN ET MORAL COMMUN, NON PRIORITAIRE AU MEME MOMENT DANS L'AGENDA DES DIRIGEANTS POLITIQUES DE LA ZONE.

Les États sahéliens ont rarement pris en considération les problématiques de leurs voisins. AQMI apparaît ainsi comme un problème algérien voire malien, Boko Haram comme un problème nigérian. Le Burkina Faso s'est toujours senti étranger au terrorisme sahélien, ne s'y intéressant que comme médiateur.

Les États eux-mêmes ont une approche particulière de leurs problématiques sécuritaires. Pour le Nigeria, jusqu'en 2013, Boko Haram n'est prioritaire qu'en période électorale. Le reste du temps, Boko Haram est un problème des broussards musulmans du nord, bien loin de Lagos et Abuja qui se veulent des métropoles modernes. Cette approche est identique avec le Mali et AQMI. Le terrorisme devient une réelle préoccupation lorsque la capitale Bamako se trouve sous la menace d'une éventuelle offensive djihadiste.

La prise en compte des problématiques régionales se fait à la marge, davantage comme levier diplomatique scellant les bonnes ententes plutôt que comme vision stratégique de sécurité commune à long terme. Les patrouilles communes des pays limitrophes du Bassin du lac Tchad (Niger, Tchad, Cameroun, Nigeria) existaient mais seulement à titre sporadique sans enjeu stratégique et uniquement calibrées pour lutter contre les vols de bétails et les coupeurs de route. Il a fallu près de trois ans entre 2010 et 2013 pour commencer à apprécier une coopération renforcée à partir des liens existants pour prendre en compte la problématique terroriste Boko Haram sur le secteur.

⁹³ L'Etat nigérien avait annoncé qu'il ne pourrait pas payer de rançon. C'est le croissant rouge qatarien qui s'impose comme médiateur de la libération des otages qui se fait à Labezanga.

3.2.1. Le concept des trois frontières est une problématique difficile à appréhender et nécessite une coopération forte pour être efficace.

3.2.1.1. Le concept des trois frontières est connu sur le plan sécuritaire mais peu mis en valeur dans ces aspects opératifs et tactiques.

Certes, il existe des droits de poursuites bilatéraux qui s'affranchissent des concepts de frontières. Pour exemple, lors de l'enlèvement de deux français à Niamey, les FSI nigériennes ont mené la poursuite bien au-delà de la frontière nigéro-malienne. En effet, l'embuscade dans laquelle le véhicule de la gendarmerie a été pris à partie se trouve en territoire malien. Le rapport coût efficacité préside à l'intérêt sécuritaire, l'objectif étant de mettre hors d'état de nuire les flux de contrebande et de criminalité organisée.

Pour autant, le concept frontalier reprend le dessus dès qu'il s'agit d'une crise. En effet, lors de l'avancée djihadiste et Touareg dans le nord Mali, les Nigériens mettent rapidement en place l'opération Mali Béro du nom d'un boulevard périphérique de la ville de Niamey, créé pour les Jeux de la Francophonie de 2005. L'objectif est alors de s'installer sur la frontière nigéro malienne et d'empêcher toute incursion de groupes terroristes armés au Niger. Ce dispositif compte en 2012 près de 5000 hommes issus des FAN, de la gendarmerie et de la garde nationale⁹⁴. Ce déploiement est d'autant plus paradoxal que les groupes armés terroristes n'ont pas pris pied sur la frontière. Au contraire, ce dispositif acte davantage le territoire conquis par les groupes armés terroristes jusqu'à la frontière alors qu'il s'agit de zones non contrôlées. Il eût pu être judicieux pour le dispositif Mali Béro de se déployer dans le cadre de la MISMA au contact de l'ennemi au nom de l'État souverain malien. La ceinture Mali Béro a laissé l'initiative aux GAT qui ont ainsi pris le temps de conquérir chacune des villes frontalières comme Gao et Ménaka entre autres, laissant ainsi AQMI à portée des grandes villes nigériennes.

⁹⁴ Carnet de terrains 2012 et 2013.

5 février 2012 : redéploiement dispositif Mali Béro en faisant effort sur la frontière nigéro malienne entre Ayorou et Tillia. FAN positionnés entre Assamaka et Tiguezefene, GNN positionnées entre Bani Bangou et Abala, tandis que la gendarmerie prend en charge la région d'Ayorou. Pour la GNN, elle profite à cette occasion du renfort de 3 véhicules 12.7 et de la formation de 10 tireurs RPG7 (demande toujours refusée jusqu'à présent).

14 janvier 2013: constitution de bataillons pour renforcer la protection de la frontière nigéro malienne.

3.2.1.2. Les groupes armés terroristes savent particulièrement exploiter cette marche transfrontalière pour échapper aux actions étatiques ou pour progresser en toute discrétion au plus près de leurs objectifs.

La situation dans le nord du Mali s'avère toujours très préoccupante. Les groupes armés se déploient sur le territoire transfrontalier, qui leur permet d'être mobiles, tout en utilisant la terreur à l'égard des populations. Certaines estimations évoquent le nombre de 600 terroristes dont 250 très actifs. On peut distinguer les zones d'influence des groupes terroristes : AQMI, Ansar Dine et le MUJAO devenu Al Moulathamine sur la zone des trois frontières Mali-Algérie-Niger ou bien Mali-Burkina Faso-Niger. Ces groupes ont une excellente connaissance du terrain et cherchent à instrumentaliser les rivalités communautaires afin de bloquer tout processus politique de paix. La création du Front de libération du Macina s'inscrit dans ces tensions communautaires entre Peuls et Daoussahaks⁹⁵. Par leurs actions de harcèlement, l'utilisation d'engins explosifs ou leurs attaques à la bombe artisanale, qui ont une forte incidence sur le plan médiatique, ils espèrent isoler le nord du Mali afin d'en faire leur sanctuaire. Leur stratégie de harcèlement des troupes occidentales et de leurs alliés africains, associée aux tensions communautaires, s'appuie sur les espaces transfrontaliers, espaces lacunaires entre États.

3.2.2. Les enjeux de puissance sont très forts dans la sous-région et peuvent nuire à l'efficacité du système. La coopération régionale est essentielle à la stabilité sécuritaire de la BSS au travers d'une prise en charge globale.

3.2.2.1. La stabilité de la BSS ne peut s'affranchir d'autres problématiques plus globales telles que la pauvreté, les effets du changement climatique, la fréquence des crises alimentaires au Sahel ou les tensions internes au Mali en particulier.

Les gouvernements nigérien et malien œuvrent étroitement ensemble sur ces questions. Ils accordent la priorité économique au développement de l'agriculture, qui bénéficie d'atouts considérables : terres arables non encore exploitées, système d'irrigation alimenté par le fleuve Niger, ... Lors de la Conférence sur le développement et la sécurité au Sahel qui s'est déroulée en

⁹⁵ 27 mai 2011, à Ika, à l'est d'In Zouet, attaque d'un campement Peul par des Daoussahaks en provenance du Mali.

2011, des projets avaient été lancés qui ont malheureusement dû être interrompus en raison de la situation sécuritaire⁹⁶.

Les crises alimentaires inquiètent tout particulièrement comme en 2012 dans la région de Diffa où les éleveurs affamés mangeaient l'ensilage fournit par les coopérations internationales au détriment de leurs troupeaux de zébus qui constituent la première richesse du pays⁹⁷.

Un effort est constamment porté par l'Etat nigérien sur ces questions pour anticiper les problématiques démographiques, l'apport d'eau pour les hommes et les bêtes et le déploiement d'une agriculture de subsistance qui participent de la stabilité économique et sociale des régions.

3.2.2.2. Le Comité d'États-majors opérationnels conjoints (CEMOC) est une structure créée en 2010 sous l'égide de l'Algérie pour « mener des opérations de localisation et de destruction de groupes terroristes ».

Basé à Tamanrasset, le CEMOC regroupe l'Algérie, le Mali et le Niger. Depuis 2010, c'est une coquille vide. Initialement créé pour recueillir, centraliser et coordonner le renseignement, il s'agit surtout d'une main mise de l'État algérien sur une problématique subsaharienne. La légitimité repose sur la présence de katibas d'AQMI en Algérie.

Les enjeux de pouvoir de la sous-région ont toujours été à l'avantage de la Libye plutôt qu'à son voisin maghrébin. En outre, c'est une occasion d'imposer l'acteur algérien dans le pré-carré français en Afrique subsaharienne⁹⁸.

Ce dispositif à sens unique n'a pas généré les opérations concrètes attendues et surtout a été discrédité pendant la crise libyenne puisqu'incapable de prévoir et de juguler les mouvements de Touaregs libyens entre le sud Libye et le nord Mali⁹⁹.

L'Algérie poursuit ses actions de coopération fin 2011 début 2012 avec le Niger, afin de former une unité frontalière (FAN-GNN) avec don de matériels (véhicules, Thurayas, casques

⁹⁶ Mali, Niger : paix, sécurité et développement, trois défis à relever, Rapport de groupe interparlementaire d'amitié n° 125 - 26 mars 2015.

⁹⁷ L'aide alimentaire est fonction du recensement des communes pastorales qui ne prend pas forcément en compte les populations nomades en transit. En 2012, les quatre communes de Toumour, Kablewa, Guelbelli et Fouladari de la région de Diffa pour une population totale de 29000 habitants ne disposait que de six (6) tonnes d'aide alimentaire par commune et par mois.

⁹⁸ L'Algérie a toujours été farouchement attentive à la souveraineté de son espace aérien de 2010 à 2013, s'assurant qu'aucun aéronef étranger, et français en particulier, ne survole son territoire. Carnet de terrain 2010.

⁹⁹ Une opération conjointe Algérie – Mali – Niger a toutefois été planifiée mi-mai 2011 pour intensifier des missions de police et de recherche de renseignements sur les trois frontières. De deux à trois bataillons de FDS étaient engagés par pays avec un appui aérien avec un effort sur la ville de Gao qui fait l'objet de l'intérêt d'AQMI. L'opération conjointe n'a débouché sur rien de concret.

lourds, gilets « lourds¹⁰⁰ ») en vue de mener des actions sud-nord depuis Tillia à la frontière du Mali.

3.2.2.3. La coopération régionale militaire du bassin du Lac Tchad doit être dupliquée sur la zone des trois frontières (Mali-Burkina-Faso-Niger) afin de porter l'insécurité dans les rangs des groupes armés terroristes de la zone.

La création du G5 Sahel regroupant les cinq pays du Sahel, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad, affiche ainsi pour ambition de coordonner les politiques de sécurité. L'exemple de la force multinationale mixte autour du lac Tchad est un levier de coopération régionale qui peut être placé sous l'égide du G5 au nord Mali afin de lutter contre les groupes armés terroristes.

Le Niger est engagé militairement dans les efforts de stabilisation régionale au Mali dans le cadre de la MINUSMA car conscient du danger de l'effet domino malien. L'armée nigérienne est l'un des contingents les plus opérationnels de la force africaine. En août 2016, 875 soldats nigériens sont déployés au nord Mali dans le cadre de la MINUSMA. Face à la dégradation de son environnement, le Niger a axé sa politique sur des priorités essentiellement sécuritaires et engagé des efforts financiers considérables dans le domaine de la sécurité. Le budget de la défense a doublé depuis 2012 et représente aujourd'hui 240 millions d'euros, soit 25 % de celui de l'État, effectifs compris. Ces efforts semblent pris en compte et reconnus par l'Union européenne, et plus particulièrement par la France, qui en apprécie l'ampleur dans le respect de l'Etat de droit. L'armée nigérienne comprend quasiment 15 000 hommes, dont 2 000 sont déployés dans le cadre de la MINUSMA et en Côte-d'Ivoire, et un peu moins de 2 000 sur les sites d'extraction d'uranium à Akokan et Azelik¹⁰¹ et de pétrole à Agadem¹⁰² et Zinder¹⁰³. Il convient de noter que les effectifs des forces de sécurité augmentent aussi de manière constante, avec le recrutement de plus de 1 000 policiers et 1 000 gardes nationaux chaque année depuis 2011. Par ailleurs, les autorités nigériennes sont extrêmement attentives à instruire tous les dossiers liés aux affaires de terrorisme et au trafic de drogues dans le respect des règles de procédure. Le Niger peut être considéré comme le pays le plus

¹⁰⁰ Standard chinois peu efficace pour l'avoir testé en champ de tir avec l'antenne GIGN en action de formation auprès du GIS.

¹⁰¹ Azelik est un site minier uranifère exploité par les nigériens et les chinois. Le site d'Imouraren au sud d'Akokan présenté comme le grand site de l'avenir minier nigérien exploité par Areva et les nigériens connaît toujours des difficultés d'exploitation.

¹⁰² Site d'extraction du pétrole nigérien

¹⁰³ Raffinerie offerte par les chinois qui permet à ces derniers de se rembourser mais pas aux nigériens de voir le prix à la pompe baisser de manière significative

stable et le plus actif dans la lutte contre le terrorisme dans la zone sahélo-saharienne. Pour le Premier ministre du Niger¹⁰⁴, le Président Issoufou a réussi à maintenir l'unité nationale, la présence de l'État dans le nord du pays et l'intégration de la communauté Touareg dans les sphères politiques.

Qualifié par le ministre de l'Intérieur nigérien de « foyer d'insécurité de basse intensité », en comparaison de son voisin libyen de « haute intensité », ce territoire se révèle très difficile à contrôler par les FDS. Le Niger a déployé ainsi 5 000 soldats à la frontière du Mali dans le cadre de l'opération Mali Béro. Ce dispositif des FDS souffre d'un manque de coordination avec la partie malienne. Les seuls interlocuteurs sont Barkhane et la MINUSMA alors qu'une coopération régionale renforcée et efficiente est nécessaire pour endiguer le phénomène terroriste sur les frontières sur le long terme.

Cette coopération régionale militaire doit être incarnée et proactive pour ne pas tomber dans les errements des patrouilles mixtes nigéro-nigériane du bassin du Lac Tchad. Il ne s'agit plus d'être dans un dispositif en réaction à une menace terroriste mais bien pour prévenir toute implantation idéologique et armée. Ces patrouilles mixtes avaient versé en effet dans un pantouflage d'habitude et il a fallu redynamiser le dispositif en urgence en janvier 2013¹⁰⁵ en réaction aux pénétrations de Boko Haram dans la région de Diffa.

3.2.3. L'interdépendance des pays sahéliens appelle une coopération sous régionale plus efficace car la défaillance d'un État pourrait entraîner dans sa chute ses voisins laissant le champ libre aux groupes armés.

3.2.3.1. La situation au nord Mali s'est dégradée depuis janvier 2016 : Éradiquer le terrorisme à sa racine, c'est intervenir au nord du Mali mais aussi sécuriser le verrou nigérien.

L'exécution du mandat de la MINUSMA doit être nettement plus offensive afin de faire la chasse aux groupes armés terroristes et ainsi garder l'initiative. Le mandat est offensif et robuste¹⁰⁶ mais les pays du Sahel demeurent encore menacés voire attaqués, comme l'ont été le Niger et le

¹⁰⁴ Discours du Premier Ministre régulièrement rapportés en 2013 et 2014 dans le journal *Le Sahel Dimanche* afin de communiquer sur la situation de l'Etat nigérien dans la lutte contre le terrorisme.

¹⁰⁵ Le Haut Commandant en second de la GNN s'est rendu le 19 janvier 2013 à Abuja pour coordonner les patrouilles mixtes et redonner du sens au dispositif afin d'éviter les actions de Boko Haram entre Gaya et Diffa.

¹⁰⁶ Entretien Colonel Sellier, 9 novembre 2016.

Burkina Faso notamment¹⁰⁷.

Le Niger, parce qu'au carrefour de la problématique sécuritaire terroriste, est l'allié principal de la France dans la BSS et le plus stable à l'heure actuelle. Il est l'élément stabilisateur au sein d'un ensemble de pays politiquement ou militairement plus fragiles. Le Niger est ainsi décrit comme une « enclave dans une zone de foyers d'insécurité »¹⁰⁸. Toutefois la difficulté à assurer la protection et le contrôle d'un vaste territoire de plus d'1,2 million de km², dont la porosité des frontières est une réalité indéniable, est un défi de chaque instant très difficile à contrôler en raison même de la topographie du terrain.

Ce pays fait toutefois face à une situation intérieure et extérieure difficile liée à la crise sécuritaire qui frappe la région. Les trafics d'armes et de stupéfiants se multiplient. Le pays partage, en effet, des milliers de kilomètres de frontières avec des voisins plutôt fragiles : Libye, Nigeria et Mali constituant aujourd'hui les principales menaces, dont l'apparition et le développement se sont échelonnés dans le temps. La menace terroriste y est très forte, l'expansion de la secte Boko Haram relevant le niveau d'insécurité. La question libyenne et la recherche d'une solution militaire et politique dans cette zone constituent un préalable à la stabilité de la bande sahélo-saharienne. La circulation des armes dans l'espace sahélien résulte en effet largement d'un conflit libyen resté en suspens. Ainsi, les politiques nigériens sont très préoccupés par la situation de la Libye, « lieu de tous les trafics », déplorant un « service après-vente non assuré » par la France¹⁰⁹. L'intervention des Occidentaux en Libye apparaît comme un « accélérateur puissant » de l'action des groupes terroristes dans la zone, la disparition du régime de Kadhafi ayant laissé place au chaos en l'absence de « politique de l'après ».

Le dispositif mis en place par les autorités nigériennes a pour objectif de bloquer toute velléité d'infiltration de groupes et d'hommes armés sur la frontière avec la Libye afin de « faire de la frontière Libye-Niger un verrou »¹¹⁰. Ce dispositif est appelé à monter en puissance.

¹⁰⁷ Attentats terroristes d'octobre 2016 revendiqués par l'État Islamique au Grand Sahara.

¹⁰⁸ Mali, Niger : paix, sécurité et développement, trois défis à relever, Rapport de groupe interparlementaire d'amitié n°125 - 26 mars 2015.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

3.2.3.2. L'autre foyer d'inquiétude est le Nigeria, actuellement en prise aux assauts du mouvement Boko Haram, dont l'expansion est favorisée par une extrême pauvreté et l'absence de perspectives pour la jeunesse du pays.

Alors que l'armée nigérienne a pu, par ses opérations, dans un premier temps, limiter les infiltrations des groupes terroristes et contrôler la frontière sud du Mali, l'efficacité de l'armée nigérienne pâtit de sa désorganisation et de la corruption. Cette dernière a affaibli la place de ce pays dans la sous-région alors même qu'il en était un élément important notamment sur le plan militaire. L'implantation de la secte Boko Haram au nord du Nigeria et son influence grandissante sur ce territoire est dès lors facilitée par l'affaiblissement de l'État et la déroute de l'armée nigérienne. Considérées auparavant comme un problème circonscrit au nord-est du pays, les attaques de Boko Haram, qui ont fait plus d'une dizaine de milliers de morts et un million et demi de personnes déplacées depuis 2009, se sont propagées dans la région et ont révélé l'ampleur de la menace djihadiste.

L'armée nigérienne s'est depuis engagée dans des opérations militaires contre Boko Haram. Suite à l'enlèvement, le 14 avril 2014, de plus de 200 lycéennes par le mouvement terroriste, qui a été condamné par l'ensemble de la communauté internationale et l'a mobilisée, la France a accueilli un sommet autour du Président nigérian, M. Goodluck Jonathan, pour établir une stratégie régionale contre la secte islamiste. Sans intervenir directement, Paris souhaite mettre son expertise à la disposition des pays frontaliers.

Le Niger entretient des liens historiques, linguistiques et culturels forts (haoussa) avec le Nigeria, ainsi que d'importants liens commerciaux. Après avoir déployé des unités mixtes de police, de gendarmerie et de la garde nationale dans la zone de Zinder et de Diffa, en raison de la proximité de bases de Boko Haram situées sur la frontière, le Niger a proclamé, le 10 février 2015, l'état d'urgence dans cette région suite aux récentes attaques répétées du groupe. La secte a en effet mené ses premières offensives contre le Niger le 6 février 2015. Le Parlement a d'ailleurs autorisé l'envoi de quelque 750 hommes au Nigeria pour le combattre. Ces militaires doivent rejoindre une force multilatérale mixte de 8 700 hommes venant des armées du Nigeria, du Tchad, du Cameroun et du Bénin. Ces pays veulent aussi déposer très rapidement un projet de résolution devant le Conseil de sécurité de l'ONU afin de rendre opérationnelle la force mixte.

L'appel à l'aide du nouveau président nigérian aux États-Unis traduit cette emprise croissante des djihadistes de Boko Haram sur le territoire frontalier avec le Niger et le Tchad.

3.2.3.3. La coopération sous régionale se place aussi sur le plan religieux. En effet, la spécificité de l'islam malékite subsaharien est grandement menacée par l'extension du salafisme djihadiste.

Des érudits, imams et prêcheurs issus des pays du Sahel ont décidé de créer le 14 novembre 2012 à Alger une ligue des Oulémas pour le Sahel. Il s'agit d'érudits islamiques d'Algérie, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Nigeria. L'objectif de ce regroupement est de mener des actions de sensibilisation sur la base du Coran et des Hadiths en vue d'aboutir à l'éradication du terrorisme et de la criminalité organisée dans l'espace sahélo-saharien. La création de cette ligue vise essentiellement à regrouper les choyoukhs (savants musulmans) et marabouts du Sahel afin de coordonner leurs efforts et contribuer au rétablissement de la paix ainsi que la sensibilisation des populations, de contrer le discours extrémiste et l'exploitation erronée des préceptes de l'islam. Il s'agit aussi de protéger le rite malékite suivi par la majorité des populations de la région du Sahel, des mauvaises interprétations religieuses.

Il ne s'agit malheureusement que d'une déclaration d'intention qui n'est guère efficace face à un terrorisme salafiste djihadiste toujours aussi vigoureux. Toutefois, la ligue des Oulémas pour le Sahel a tout intérêt de ne pas laisser le champ libre aux terroristes sur le plan religieux et moral, terroristes qui voulaient soulever l'Ouma sahélienne pour lutter contre ce qu'ils nommaient une nouvelle croisade lors de l'opération Serval de 2013.

Les dirigeants sahéliens sont conscients de cet effet domino possible, en cas de non prise en considération de ces défis sécuritaires. La crainte actuelle est l'effondrement du Mali qui entraînerait inexorablement ses voisins nigériens et burkinabés dans une spirale d'instabilité sécuritaire et économique, instabilité qui aurait sans aucun doute un retentissement maghrébin.

3.3. LA COOPERATION INTERNATIONALE N'AVANCE PAS DE MANIERE COORDONNEE, TOUT EN AYANT POUR OBJECTIF LA STABILISATION DES PAYS DE LA ZONE EN VUE D'AUGMENTER LA SECURITE INTERIEURE DES PAYS EUROPEENS.

La coopération internationale doit gagner en cohérence pour aider les pays du Sahel en difficulté. Elle doit assurer leur stabilité en demeurant à l'écoute de leurs contraintes et de leurs desiderata afin de gagner en retour en sécurité intérieure pour les pays occidentaux.

3.3.1. Les interventions armées sont efficaces mais placent les pays du Sahel dans une position attentiste.

Dans certaines zones du nord Mali, des groupes armés exercent des activités criminelles et ils ne sont pas menacés. La MINUSMA est organisée comme un dispositif de maintien de la paix sur un terrain où il faut faire la chasse aux terroristes. Si ce n'est pas possible, il faut permettre aux pays du G5 Sahel (Niger, Tchad, Burkina Faso, Mali, Mauritanie) de mettre en place une force multinationale pour juguler les phénomènes de criminalité organisée.

3.3.1.1. De l'opération Serval à l'opération Barkhane.

En vertu de la résolution 2100 (2013) du Conseil de sécurité de l'ONU, en date du 25 avril 2013, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a succédé, le 1^{er} juillet 2013, à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA).

L'opération Serval lancée par la France le 11 janvier 2013 a permis au Mali de recouvrer son intégrité territoriale et de réduire l'intensité de la menace terroriste. Cette intervention militaire a créé les conditions d'un retour à l'ordre constitutionnel et de la stabilisation du pays, avec l'élection en août 2013 d'un nouveau président de la République, M. Ibrahim Boubacar Keïta.

Le 1^{er} août 2014, l'opération Barkhane a remplacé les opérations Serval et Épervier. Venant en appui aux pays partenaires de la bande sahélo saharienne, elle repose sur trois piliers : paix, sécurité et développement. Elle est conçue comme une mission d'accompagnement des États africains pour leur permettre d'assurer eux-mêmes leur propre sécurité, dans une approche à la fois globale et régionale. La zone d'intervention s'étend de la Mauritanie au Tchad. Pour le Mali, la totalité des forces et des moyens est concentrée à Gao : 3 000 soldats, 20 hélicoptères, 10 avions de transport, auxquels s'ajoutent les moyens de renseignement présents à Niamey. Barkhane a défini trois zones d'action : la région de Gao, Tombouctou et sa forêt, et Kidal, la menace la plus forte se situant dans cette dernière région.

L'opération comprend un volet de renforcement des liens avec les populations. Il s'agit aussi de mettre Barkhane en appui des bailleurs de fonds et des agences du gouvernement malien afin d'initier le développement du Mali, plus particulièrement celui des villes du nord. Ces projets se

situent autour de quatre villes du nord et rayonnent dans les villages environnants.

Le Niger a accepté en outre et seulement à partir de 2013 la présence sur son territoire des forces armées françaises et américaines.

3.3.1.2. Pour autant, le Mali ne participe que difficilement à la reconstruction et à la stabilisation de son propre État dans la partie septentrionale.

Les maliens en viennent même à critiquer l'action de la MINUSMA la rendant responsable des attentats¹¹¹. Cette position attentiste se retrouve aussi dans le discours des politiques sahéliens réclamant toujours plus d'argent pour assurer leur sécurité. Jusqu'en 2013, le terrorisme était un « problème de blancs¹¹² », les efforts en matière de sécurité intérieure étaient à minima en particulier pour contrôler les frontières nigéro maliennes et nigéro algériennes. L'activisme de Boko Haram à partir de 2011 dans la région de Diffa et la crise malienne de 2012 inviteront les Etats sahéliens à durcir leur politique de sécurité. Pour autant la solution dans l'esprit des politiques est une question de financement pas forcément de réformes structurelles du renseignement et de l'organisation des forces de défense et de sécurité pour lutter contre le terrorisme, laissant le soin aux coopérations internationales de les guider.

3.3.2. La coopération française en matière de sécurité intérieure est nombreuse pour lutter contre le terrorisme mais elle manque d'une pleine appropriation de la part des États sahéliens.

La coopération française de sécurité intérieure est efficace et a pour objectif l'appropriation des savoirs avec des formations de plusieurs semaines voire plusieurs mois. La gendarmerie nationale française cherche en outre à développer un « partenariat rénové »¹¹³ avec les gendarmeries

¹¹¹ Après l'attentat suicide de Gao le 18 janvier 2017 qui a fait plus de 80 morts, revendiqué par Al-Mourabitoune et visant les groupes armés de la coordination de Mouvements de l'Azawad et la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014, une colonne militaire française de l'opération Barkhane a été vilipendée par la population de Gao scandant « rentrez chez-vous, on n'a pas besoin de vous ». Entretien 19 janvier 2017

¹¹² Discours régulièrement entendu car les musulmans ne sont pas menacés, seuls les intérêts occidentaux sont visés. La libération de la famille de confession musulmane enlevée à Arlit en même temps que les employés de VINCI et AREVA en septembre 2010 tend à conforter ce discours auprès de l'opinion publique. Il faudra l'attentat d'Agadez de mai 2013 et la pression de Boko Haram à Diffa quelques mois plus tôt pour éveiller les consciences. Carnets de terrain 2010-2013.

¹¹³ Colonel F. Grandi, « Gendarmeries africaines et Gendarmerie nationale française : d'une coopération traditionnelle à un partenariat rénové », *Cahier Def*, juin 2016.

et gardes nationales sœurs pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée dans la BSS. L'objectif affiché est l'entretien d'un réseau étroit, bâti autour du diptyque aide à la stabilisation grâce à la formation à la lutte contre le terrorisme et retour en sécurité intérieure.

3.3.2.1. Certes la coopération de sécurité intérieure française fonctionne à l'instar du SCLCT.

Le Service central de lutte contre le terrorisme (SCLCT) a été mis en place dans le cadre d'une coopération avec la France. Ce service est opérationnel depuis septembre 2009 et placé sous l'autorité du directeur général de la police nationale du Niger. Il comprenait au départ dix commissaires et officiers de police judiciaire, puis a été progressivement complété à quasi-parité par des effectifs de la gendarmerie nationale et de la garde nationale du Niger. Il compte actuellement 81 fonctionnaires. Le service de sécurité intérieure (SSI) de l'Ambassade de France accompagne le SCLCT depuis sa création en formation et équipements (projet FSP JUSSEC SI « Justice et Sécurité en région sahélo-saharienne »). Aux ordres du commissaire Doula, l'efficacité du SCLCT a reposé, surtout à ses débuts, sur le management ferme du SSI et de l'expert technique international en charge du projet JUSSEC¹¹⁴.

Doté d'un budget propre, et ayant mené à bien plus d'une centaine d'affaires liées aux principaux groupes terroristes d'Afrique de l'ouest¹¹⁵, notamment de démantèlement de réseaux, le SCLCT peut être aujourd'hui considéré comme un opérateur incontournable de la lutte contre le terrorisme. L'expertise technique apportée par la France a permis d'évoluer vers une coopération d'accompagnement et de la concrétiser par des résultats solides dans la lutte contre les groupes terroristes au Sahel¹¹⁶. Ainsi, des formations à la procédure pénale, aux filatures et à la collecte et au traitement de renseignements, à la saisie informatique et aux aspects psychologiques des auditions ont été assurées par des spécialistes français.

Le SSI a en particulier fait effort pour projeter le SCLCT sur les lieux d'actes terroristes. En octobre 2012, lors de l'enlèvement de Dakoro, il a fallu toute la persuasion de l'ASI pour inviter les enquêteurs du SCLCT à se rendre sur place ainsi que pour leur trouver un budget pour soutenir leur déplacement (véhicule, carburant, alimentation et logement) que le ministère de l'Intérieur n'avait

¹¹⁴ Carnet de terrain 2011

¹¹⁵ Une des affaires marquantes est l'interpellation de deux libyens d'Ansar Al Charia à la frontière nigéro-malienne, terroristes qui seraient en lien avec l'attaque du consulat américain de Benghazi du 11 septembre 2012. Carnet de terrain 2012.

¹¹⁶ Lutte contre Boko Haram et prise en compte des phénomènes de terrorisme à la frontière nigéro malienne.

pas assuré¹¹⁷.

L'efficacité de ce service repose sur sa capacité à enquêter hors du confort de la capitale, en brousse, au contact des éléments de terrain, Boko Haram étant très actif dans la région de Diffa et AQMI à la frontière nigéro malienne.

Enfin, le SCLCT est malheureusement victime de son succès, l'ensemble de la coopération internationale souhaitant l'appuyer dans son développement. Ce sur-ajout de coopérations amène à une perte de lisibilité de la stratégie française de lutte contre le terrorisme dans la BSS et noie ce service sous d'abondants dons de matériels ou de formations l'empêchant d'exercer sereinement ses prérogatives.

3.3.2.2. Pour autant, la formation continue repose parfois exclusivement sur la coopération de sécurité intérieure française.

La formation continue des forces de sécurité intérieure n'est souvent assurée que par la coopération internationale. Le ministère de l'Intérieur du Niger n'a pas déployé de 2010 à 2013 les moyens nécessaires pour organiser des séances de tirs régulières ou un recyclage de ses unités sur l'ensemble du territoire.

Les missions de renfort temporaires à l'étranger ne comblent que partiellement les besoins mais permettent de pallier cette lacune majeure. En outre, seules les unités d'intervention spéciales font l'objet d'une attention particulière et peuvent régulièrement suivre des formations continues. Mais les unités au contact des djihadistes dans le cadre de leurs patrouilles quotidiennes ne bénéficient pas de ces opportunités.

Par ailleurs, les circonstances internationales actuelles les concentrent sur Niamey ou Bamako alors que c'est à l'intérieur du pays que les défis sont les plus importants à relever et ce sont d'ailleurs ces unités déployées dans le nord Mali et nord Niger qui sont les premières confrontées à l'événement¹¹⁸.

La coopération doit être en outre relayée aux pairs et aux subordonnés pour être efficace. Souvent les formations ne dépassent pas le niveau du formateur ayant acquis les compétences. Soit il ne dispose pas de cette volonté (syndrome du diplôme offrant un voyage à l'étranger et une prime

¹¹⁷ Carnet de terrain 2012

¹¹⁸ Certains gardes nationaux sortis de formation initiale en 2010 et affectés à la région GNN d'Agadez n'avaient pas effectué de tir d'entraînement à l'AK47 de 2010 à 2013 par manque de munitions d'instruction ou d'infrastructures permettant de les effectuer. Or, ce sont ces agents non entraînés qui sont confrontés régulièrement aux groupes armés terroristes ou aux organisations criminelles œuvrant dans la BSS. Carnet de terrain 2013.

mensuelle supérieure au retour), soit les structures de formation continue sont au mieux sous-dimensionnées sinon inexistantes (pas de budget alloué à la formation continue en particulier lorsqu'il s'agit de former 1000 agents par an, formation initiale qui sature les structures d'entraînement des rares centres de formation¹¹⁹).

La France et la communauté internationale investissent des efforts notables pour la formation technique et spécialisée des FSI. Toutefois, les dispositifs mis en œuvre n'apportent pas tous les bénéfices attendus en raison de la faiblesse des structures de formation africaines et du fait de l'absence de stratégies dans le domaine de la formation.

3.3.3. La coopération internationale doit être rénovée et repensée afin d'être plus utile aux pays bénéficiaires et éviter un mille-feuille inefficace.

La coopération internationale est un enjeu essentiel pour assurer la stabilité des pays de la BSS et soutenir les réformes entreprises. Elle ne peut être efficace que si elle est coordonnée dans l'effet à obtenir sur le terrain et que si elle comprend la mesure du temps des populations africaines. En effet, les coopérations internationales se superposent plus qu'elles ne se complètent et les standards pédagogiques occidentaux s'imposent alors que l'appropriation et la restitution des savoirs sont tout aussi efficaces mais différentes dans le temps.

3.3.3.1 La coopération européenne est particulièrement engagée au Sahel.

La mission européenne EUCAP SAHEL, qui relève de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), a été lancée le 1^{er} août 2012 en réponse à la demande des autorités nigériennes et maliennes. Des actions de formation et de conseil auprès des forces de sécurité intérieure du Niger et du Mali, qui s'inscrivent dans l'objectif d'un meilleur contrôle du territoire dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé sont donc proposées. Pour autant cette coopération se veut autonome indépendamment de ce qui a été initié par les coopérations des pays de l'union à l'instar de la France. Toutefois, EUCAP SAHEL a su s'appuyer sur l'expérience et les réseaux entretenus

¹¹⁹ L'école de formation initiale de la gendarmerie du Niger à Kora Tégui dispose grâce à la coopération française et européenne d'un village d'entraînement au Maintien de l'ordre ainsi que d'une tour d'exercices au franchissement opérationnel ouverte aux forces de sécurité intérieure et de protection civile. La tour d'exercice a été davantage utilisée de 2010 à 2013 par les missions de courtes durées de la coopération française à concurrence avec l'USIGN l'unité d'intervention de la gendarmerie résidant sur place, que par les forces de sécurité intérieure en autonomie.

par les coopérateurs français pour lancer le plus efficacement possible ses actions de coopération¹²⁰.

EUCAP SAHEL s'inscrit dans le cadre de l'adoption par l'Union européenne d'une « Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel », adoptée en mars 2011, qui concerne surtout le Mali, la Mauritanie et le Niger¹²¹, et tend à compléter les autres instruments européens de développement et de stabilité mis en place.

Par ailleurs, à la demande des autorités maliennes, et conformément aux décisions internationales prises en la matière, en particulier la résolution 2085 (2012) du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union européenne a lancé le 18 février 2013 la mission de formation des forces armées maliennes EUTM Mali. Cette mission, qui n'a pas de visée militaire directe et s'inscrit dans le processus de réconciliation nationale, se situe hors du théâtre des affrontements armés et doit permettre d'accompagner les autorités maliennes dans la reconstitution de leur armée, afin de contribuer à un retour à l'ordre dans la partie nord et d'assurer une réforme des forces armées, après la lourde défaite de l'armée malienne face aux groupes armés à Kidal en 2012. En 2013, les formateurs de l'EUTM regroupent vingt-trois nationalités, pas toutes francophones, et un effectif de 577 personnes, réparties entre l'état-major de Bamako et le camp d'entraînement à Koulikoro. Les quatre pays principaux contributeurs sont l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique et la France. La France est le pays le plus impliqué dans cette mission de formation. Après un premier mandat de février 2013 à mai 2014, qui a permis la formation de quatre groupements tactiques interarmes (trois déjà effectifs au nord, un quatrième en voie de reconstitution au sud), un second mandat a été défini pour une période de deux ans et conduit au doublement de ce nombre. L'horizon de 2018 a été fixé pour atteindre un modèle d'armée.

Aussi pertinente soit-elle, cette coopération s'est imposée sans coordination avec le Service de sécurité intérieure (SSI) près l'ambassade de France au Mali et au Niger¹²². La coopération française est la plus ancienne et la plus introduite auprès de ces deux pays et a perduré malgré le cycle des coups d'État. En 2012, EUCAP SAHEL aurait pu ainsi compléter ce qui avait déjà été fait par la coopération française, plutôt que de rajouter une couche de coopération. Pour autant, cette expérience n'a pas été retenue. En 2017, le projet espagnol sous financement européen GARSI vient se rajouter à l'ensemble des actions de coopération pour lutter contre le terrorisme dans la BSS. La gendarmerie française y participe pour ne pas être marginalisée auprès des gendarmeries sœurs au sein d'une zone stratégique, les pays de la BSS pour leur part vont se retrouver dotés d'une nouvelle unité d'intervention.

¹²⁰ Carnet de terrain 2012.

¹²¹ Pour l'Union Européenne, le Niger apparaît comme le dernier pays subsaharien stable en matière de politique et de sécurité. Entretien avec des experts techniques européens mai 2012.

¹²² Entretien avec Isabelle Baert, ASI à Niamey de 2009 à 2013, 12 novembre 2016

3.3.3.2. La coopération américaine¹²³.

La coopération américaine souffre des mêmes failles de coordination avec les autres systèmes internationaux dans le but légitime de lutter contre le terrorisme au Sahel.

La dimension culturelle s'impose aussi pour la coopération américaine, la barrière de la langue est très importante dans la diffusion et l'appropriation des savoirs. En outre, la compréhension du code pénal nigérien, d'héritage français, par les américains est difficile. Des efforts sont faits des deux côtés mais les difficultés sont rapidement balayées par l'apport important de matériels et de véhicules fourni par l'ambassade américaine.

Les tensions avec le SSI de l'ambassade de France sont réelles. Les Américains avaient suspendu leur coopération lors du coup d'État du Commandant Salou Djibo au Niger de février 2010 pour la reprendre de manière très offensive à partir de 2011. La France a pour sa part continué à entretenir une coopération à minima, occupant la place laissée vide pendant dix-huit mois. La France en 2010 est menant dans la coopération de « lutte contre le terrorisme ». Elle porte en outre certains projets au nom de l'Europe¹²⁴. C'est donc avec une certaine méfiance que la coopération française a appréhendé le retour des américains, retour qui perturbe les actions de coopération voire assiste à leur remise en question par la Partie nigérienne, souveraine.

La coopération américaine est en outre très attractive en termes pécuniaires avec le système des per diem. Ces indemnités journalières offertes drainent davantage de participants. Les coopérations françaises et américaines se retrouvent ainsi en concurrence, avec une population cible à former absente car suivant le module de formation américain¹²⁵ doté de per diem.

Enfin, les moyens de coopération n'étant pas les mêmes, la France n'est pas forcément en mesure de suivre les projets américains pour les compléter le cas échéant. La coopération américaine a mis en place en 2012 des patrouilles mixtes dans la région de Tillabéri, du côté de la boucle du Niger. Le déploiement est pertinent au vu de l'enjeu frontalier et de la présence djihadiste avérée. Cette action de coopération n'est pour autant pas suffisante en soi. La France n'a pas su le compléter car engagée sur d'autres actions de coopération, rendant le dispositif de coopération américain de fait peu efficace¹²⁶.

¹²³ Cf. annexe 5 : entretien de Brent Elrod, validée par le Département d'Etat en janvier 2017

¹²⁴ Entretien avec Isabelle Baert 12 novembre 2016

¹²⁵ Carnet de terrain 2012

¹²⁶ Entretien avec Brent Elrod

3.3.3.3. Les enjeux de la coopération internationale.

Au-delà des formations et des matériels livrés, sans aucun doute nécessaires pour renforcer les capacités des FSI sahéliennes, il s'agit surtout de lutter contre l'hypercentralisation de l'organisation des FDS. La capacité d'initiative est jugulée par la méfiance envers les subordonnés et leurs propositions. « Chacun sa fiche de tâches et rien que sa fiche de tâches »¹²⁷. La crainte des chefs de service africains est de se faire prendre son poste par un subordonné plus intelligent, dès lors il s'agit pour le chef de contraindre toute velléité d'émancipation intellectuelle. Le chef est réputé infallible et les décisions ne doivent pas être discutées.

Il s'agit aussi de lutter contre le sentiment de fatalité, le concept du « Incha Allah, c'était écrit » qui nuit à toute remise en question et retour d'expérience efficacement traduits en révision des pratiques opérationnelles. Cela a pu être démontré au Niger sur la période 2010 (Arlit), 2011 (Niamey) et 2012 (Dakoro). C'est le cas aussi au Burkina-Faso. Le 12 octobre 2016, le poste frontière d'Intagom se fait attaquer. Il se trouve sur la zone des trois frontières (Mali-Niger-BF). Trois policiers y avaient déjà trouvé la mort en juin de la même année. Le dispositif a été renforcé (quantitativement) par une section de quarante-cinq militaires qui se fait donc surprendre ce 12 octobre par des terroristes à moto qui leur volent des armes et tuent trois soldats. Toute pertinente soit-elle, la formation demeure démunie face à ce fatalisme aux enjeux régionaux importants.

Cette accumulation de coopérations pose la question pertinente de leur appropriation et leur restitution. En 2012-2013, certains chefs de service des FSI sahéliennes ont pu enchaîner une année complète de formation française, européenne et américaine sans travailler utilement dans leur service. La coopération internationale vient alors créer des chefs surdiplômés et sur-formés, en difficulté pour manager des services sous dotés et/ou ne disposant pas de la formation de niveau élémentaire adéquate. Pour exemple lors de l'attentat du Cappuccino à Ouagadougou le 15 janvier 2016, l'Unité Spéciale d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (USIGN) burkinabé est immédiatement sur place mais comme paralysée dans son action alors que des coups de feu sont encore tirés par les terroristes. Il faut l'arrivée des forces spéciales françaises pour que les gendarmes du groupe d'intervention, très bien formés par ailleurs, agissent de manière pertinente et coordonnées en appui des FS. Les journalistes burkinabés retiendront que l'USIGN a reçu l'ordre d'attendre le renfort des FS françaises, sans s'attarder sur le concept d'intervention immédiate en

¹²⁷ Discours régulièrement relayé par les assistants militaires techniques déployés en Afrique, in Carnet de terrain 2011
Projet AFORMA (formation de formateurs) 2011-2012

présence d'un terroriste en action qui leur a pourtant été enseigné par ailleurs¹²⁸.

La question de la coopération se pose ainsi en termes de coordination des actions de formation pour éviter un mille-feuille indigeste et inefficace français, européen et international (Américains et Chinois investissent de plus en plus la coopération en Afrique) et en termes d'appropriation de la part des Etats sahéliens pour gagner en autonomie et en démarches proactives afin d'assurer leur propre sécurité. Le maigre développement économique et social des Etats de la BSS tend à les placer encore sous aide internationale constante pour pouvoir aborder sereinement les enjeux sécuritaires de la sous-région.

¹²⁸ Formation délivrée dans le cadre de missions de coopération de courte durée par les antennes GIGN.

CONCLUSION

L'attentat meurtrier de Gao, faisant 77 morts et plus de 120 blessés le 18 janvier 2017 dans le camp du Mécanisme opérationnel de coordination, pose la pertinence du déploiement militaire de la France et de l'ONU en place depuis trois ans dans la sous-région. Ce dernier a certes empêché la constitution d'un « sahelistan » au nord Mali depuis 2013, cependant les groupes armés terroristes au premier rang desquels AQMI demeurent toujours aussi actifs voire profitent de la présence occidentale armée pour justifier leur djihad salafiste au Sahel.

L'équilibre reste en effet encore à trouver entre autonomie régaliennne des Etats sahéliens pour assurer la sécurité de leurs concitoyens sur l'ensemble de leur territoire, marches désertiques comprises, et présence militaire, étrangère en générale et française en particulier, pour interdire toute installation djihadiste sur ces mêmes territoires.

Actuellement, le Sahel reste par sa géographie, par ses problématiques transfrontalières et par les agendas sécuritaires non coordonnés des États subsahariens, perméable au djihadisme international. Cette perméabilité est renforcée par un développement économique inégalitaire, en particulier dans la BSS, par la corruption endémique des élites politiques locales et par une démographie non maîtrisée aux enjeux à moyens termes prégnants pour les Etats. Pour leur part, les groupes armés terroristes au Sahel demeurent influencés par les rivalités et les changements de franchises, entre les loyalistes à AQMI dirigés par des moudjahidines plus anciens et les nouvelles générations plus enclines à comprendre la mythologie de Daech. Toutefois, le djihadisme salafiste demeure le guide idéologique de l'ensemble du terrorisme dans la zone.

Les groupes armés terroristes, quelle que soit leur franchise, profitent des zones où l'État est quasi inexistant comme au Mali ou surtout en Libye pour s'installer, se régénérer et développer les éléments d'un conflit asymétrique où un seul djihadiste au volant d'un véhicule kamikaze peut à la fois remettre en question le dispositif de contrôle de zone en place et entretenir la menace du salafisme djihadiste sur l'ensemble de la sous-région.

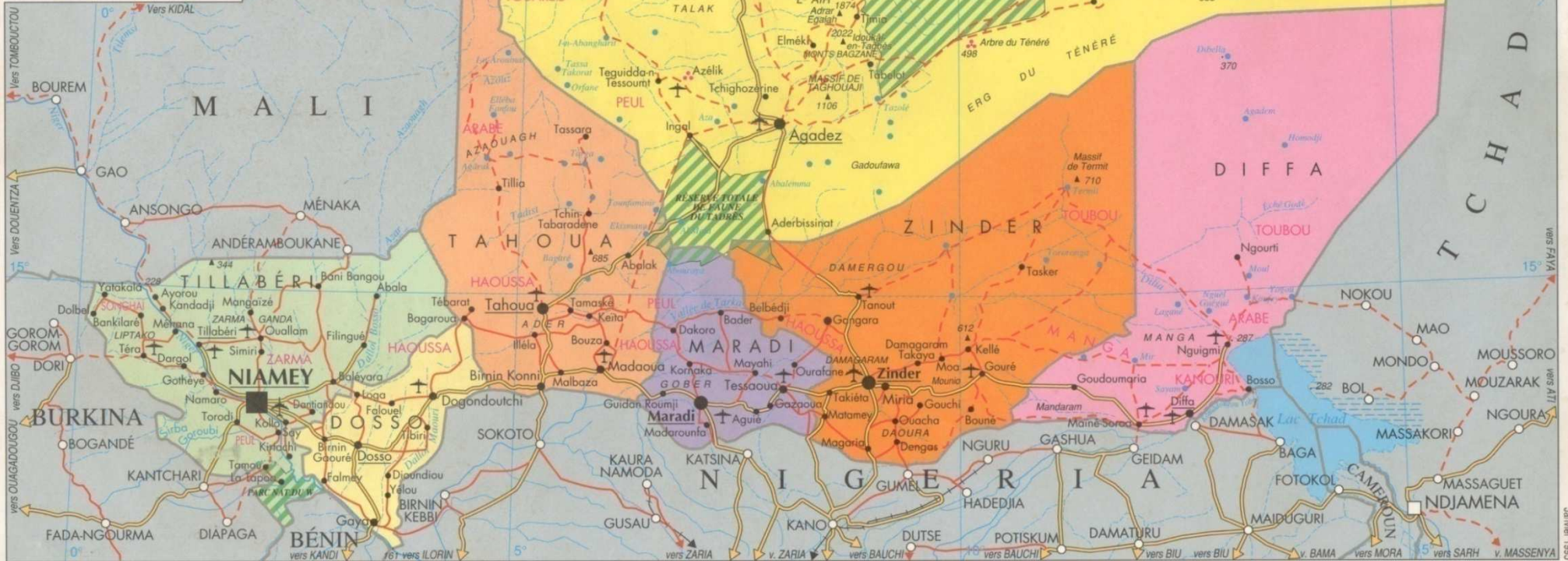
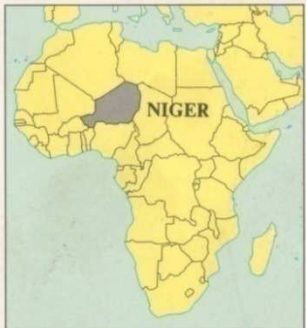
Les stratégies d'expansion d'AQMI demeurent actuellement contraintes par la présence française au Sahel et l'action des services de sécurité algériens au Maghreb mais aussi par la concurrence de Daech plus attractive pour les jeunes générations. AQMI a vu arriver EI, et sans doute le verra disparaître au Sahel. Toutefois la chute annoncée de l'EI sur le front irako-syrien peut amener une bascule de combattants de l'EI dans la BSS où ils trouveront un appui pour continuer leur combat. Les plus de trois-mille combattants tunisiens actuellement en Irak et en Syrie se

réfugieront naturellement sur les territoires connus, au mieux en Lybie sinon sur l'ensemble de la BSS. A cette occasion, ils pourront soit renforcer les rangs d'AQMI, qui dispose de l'antériorité des structures terroristes et de l'expérience sur la zone, soit recréer les ébauches d'un Etat islamique au Sahel.

Le djihadisme salafiste est loin d'être éradiqué au Sahel et aujourd'hui AQMI avec Al Mourabitoune semble toujours autant occuper une position de force. Seule une coopération plus étroite et pro active de l'ensemble des acteurs subsahariens accompagnée d'un développement économique homogène pourront permettre de stabiliser cette zone grise et juguler la question du terrorisme salafiste dans la sous-région.

	Capitale d'État (plus de 390 000 hab.)		Route principale
	Plus de 100 000 hab.		Autre route
	Plus de 50 000 hab.		Piste
	Plus de 20 000 hab.		Voie ferrée
	Autre ville ou localité		Parc et réserve
	Limite de département		Zone inondable
	Chef-lieu de département		Point d'eau, oasis
	Groupe ethnique		Détail remarquable
	Aéroport, aérodrome		

0 100 200 km



Annexe 2: La Garde Nationale du Niger (2010-2013)

Le terrorisme au Niger est une menace réelle, comme l'enlèvement de deux français à Niamey en janvier 2011 a pu le démontrer, et diffuse car les actions d'AQMI sont ponctuelles et imprévisibles. La lutte contre le terrorisme appelle donc le développement d'unités de renseignement pour prévenir tout acte terroriste, d'unités d'intervention pour réagir promptement à l'événement et d'unités d'investigation aptes à traiter le volet judiciaire.

La garde nationale du Niger dispose des ressources nécessaires en unités de prévention et de répression pour lutter efficacement contre le terrorisme résiduel¹²⁹ et le grand banditisme transfrontalier. Toutefois, leur organisation mérite d'être consolidée pour gagner en efficacité comme il convient de combler au plus tôt leurs lacunes en matériels.

La garde nationale du Niger est un Corps à statut civil qui dépend du ministère de l'Intérieur mais dont le statut du personnel est similaire à celui de la Défense (formation et avancement). Premier Corps des forces de sécurité intérieure, la G.N.N. se caractérise par un maillage territorial quasi exhaustif en zone pastorale et sahélienne. Son travail quotidien est basé sur des missions de sécurisation nomade sur le modèle du combat d'infanterie avec une dimension pénale qui prend de l'ampleur depuis 2010.

Héritière des « Lapto », elle devient successivement Garde Rouge en 1946, Garde Méhariste en 1948, Garde Cercle en 1952 avec la Garde Nomade¹³⁰.

Suite à l'indépendance, le Niger crée en 1961 le Corps de la garde républicaine. Les forces armées nigériennes en constituaient l'encadrement jusqu'à la création en 1976 du Corps des sous-officiers et en 1991 du Corps des officiers.

Les Forces Nationales d'Intervention et de Sécurité (FNIS) sont créées suite à la signature des accords de paix du 24 avril 1995 au Tchad et sont alors composées de la garde républicaine et des Unités Sahariennes de Sécurité (USS constituées d'anciens rebelles Touaregs).

La dernière mutation au sein de l'institution est l'ordonnance n° 2010-020 du 30 avril 2010 portant création d'un Corps Autonome de la Garde Nationale du Niger suite au coup d'Etat militaire du 10 février 2010. Elle est complétée par l'ordonnance n°2010-61 du 07 octobre 2010 portant

¹²⁹ La lutte armée contre le terrorisme au Niger est confiée dans sa grande composante au service action de la DGDSE et au Bataillon Interarmes, formés par les Forces spéciales françaises.

¹³⁰ Origines historiques présentées par la garde nationale du Niger

statut du personnel du cadre autonome de la garde nationale du Niger et instituant la qualité d'officier de police judiciaire aux officiers et aux sous-officiers.

La garde nationale est chargée seule ou concurremment avec les autres forces de défense et de sécurité de la surveillance du territoire national, de la sécurité publique, du maintien et du rétablissement de l'ordre, de la protection des édifices publics, des personnes et de leurs biens, de la protection civile, de la recherche des renseignements administratifs et judiciaires, de l'exécution de la police administrative en zone rurale et pastorale, des services d'honneur de la République et de la protection des institutions républicaines, de la participation à la défense opérationnelle du territoire, de l'administration, de la gestion et de la surveillance des établissements pénitentiaires, de la participation aux actions de développement du pays, à des actions humanitaires et à des opérations de maintien de la paix dans le cadre de l'exécution des engagements internationaux pris par le Niger, de la protection de l'environnement, de la recherche et de la constatation des infractions aux lois pénales conformément au code de procédure pénale, de l'assistance aux autorités administratives et aux représentations diplomatiques et consulaires du Niger à l'étranger¹³¹.

La garde nationale est commandée pour la première fois depuis le 1^{er} juin 2011 par un officier issu du Corps, le Lieutenant-colonel (1^{er} janvier 2012) Oumarou Tawaye.

La G.N.N. est organisée en 8 régions, 10 groupements, 3 compagnies, 26 escadrons et 44 pelotons. Ces unités sont égales en termes de compétence, seuls les effectifs diffèrent.

Il existe en sus 5 escadrons de sécurisation de compagnies minières nationales et étrangères à Agadem, Fachi, Zinder (pétrole), Azelik, Imouraren (uranium) et Takanamatt (charbon).

Trois unités disposent d'une compétence nationale. Il s'agit du Groupement d'Intervention et de Sécurité (GIS) avec 261 (2/28/104 + 127 détachés PHP) gardes nationaux, du Groupement de Maintien de l'Ordre (GMO), avec 337 (2/25/310) gardes nationaux et de la Brigade des Pistes, unité à vocation judiciaire créée par le programme européen PAJED en 2010.

Au 1^{er} février 2013, la G.N.N. compte 7773 gardes nationaux (128/1074/6571). Elle se caractérise par un très faible taux d'encadrement, significatif dans les unités de terrain.

Pour accomplir ses missions, la G.N.N. dispose de 221 véhicules dont 35 hors service et 150 chameaux pour les unités méharistes (PAJED). Seuls 13% des besoins en moyens de transmission sont pourvus. Son armement est constitué de 270 armes collectives et 5198 armes individuelles. Une nouvelle dotation est actuellement en cours de livraison pour fournir au moins une arme par garde. En outre, le ministère de la Défense a donné son accord pour que soient livrés à la GNN 20

¹³¹ Ordonnance n° 2010-020 du 30 avril 2010 portant création d'un Corps Autonome de la Garde Nationale du Niger

mitrailleuses 14.5 et 100 RPG7.

Corps longtemps délaissé voire à la paupérisation (personnels et moyens) grandement entretenue par les F.A.N, la G.N.N doit relever de nombreux défis dont le plus urgent est celui des ressources humaines et le plus important celui de la formation continue actuellement animée uniquement par la coopération internationale.

Des unités de prévention et de répression utilement déployées.

Les unités méharistes, unités de renseignement dans la profondeur.

Six régions sont dotées d'unités méharistes de la G.N.N. : Tillabéri, Tahoua, Maradi, Zinder, Agadez, et Diffa. Cela représente deux équipes de cinq à six chameaux, réparties dans les localités suivantes : Ayorou, Bankilaré, Gotheye, Ouallam, Bani Bangou, Abala, Tchín-Baradene, Abalak, Bermo, Dakoro, Aderbissinat, Tanout, Tasker, Kabelawa (N'Guigmi).

Ces unités sont implantées dans les zones désertiques ou les zones à forte densité d'éleveurs et/ou de nomades.

La mission principale de ces unités est la recherche du renseignement et la lutte contre le banditisme.

Les missions secondaires sont d'empêcher l'infiltration et l'installation d'individus indésirables dans les communautés et les zones nomades (AQMI et trafiquants de drogue en particulier) ainsi que de sensibiliser et encourager les nomades à utiliser les services de l'État (santé, déclaration des naissances et inscriptions des enfants à l'école).

La Brigade des Pistes, une capacité de renseignement et de traitement judiciaire dans les espaces lacunaires à consolider.

La Brigade des Pistes, créée dans le cadre du projet européen P.A.J.E.D., est la composante judiciaire et de renseignement administratif de la garde nationale.

La Brigade des Pistes devait déployer en août 2010 trois unités semi-mobiles de vingt gardes nationaux chacune ayant vocation à exercer la police judiciaire dans les zones désertiques du Grand nord Niger afin d'occuper le segment judiciaire que la police et la gendarmerie ne peuvent pas tenir.

En place depuis octobre 2010, seule la Brigade des Pistes de Niamey est opérationnelle. Les antennes de la Brigade des Pistes à Tahoua et à Zinder sont en attente de la signature de la circulaire d'organisation de l'unité afin d'être déployées.

Il est donc crucial que la Brigade des Pistes poursuive son déploiement afin de suppléer voire remplacer les Forces Armées Nigériennes (F.A.N.) dans des zones désertiques où l'appareil

judiciaire est lacunaire.

En outre, il serait intéressant qu'à court terme la Brigade des Pistes puisse se déployer dans des zones stratégiques comme Agadez en faisant effort sur Arlit (frontière Algérie) et Bilma (frontière Libye), Tillabéri et Tassara (frontière Mali) ainsi que Diffa avec des antennes à N'Guigmi (frontière Tchad) et N'Gourti (frontière Nigéria). Elle pourrait ainsi contrôler utilement les zones frontalières du Mali, de l'Algérie et de la Libye afin de lutter contre le grand banditisme, l'immigration irrégulière et de dissuader l'installation d'individus indésirables (AQMI et trafiquants de drogue en particulier).

Le Groupement d'Intervention et de sécurité, une force de frappe réactive.

Le Groupement d'Intervention et de Sécurité (GIS.) est l'unité d'intervention contre terroriste par excellence de la garde nationale du Niger. Opérationnelle 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, elle peut déployer rapidement un grand nombre de personnes sur le terrain avec véhicules et mitrailleuses.

Toutefois, son organisation actuelle ne lui permet pas d'être efficiente en termes d'intervention. En effet, le GIS est amené à se disperser dans des missions qui ne sont pas de son cœur de métier et qui sont consommatrices en personnels formés et en matériels. Le GIS doit demeurer une unité d'élite dédiée à l'intervention et/ou à la protection de personnalités.

La participation de la G.N.N. au Service Central de Lutte Contre le Terrorisme.





Cinq agents de la garde nationale dont un officier ont été détachés au sein du S.C.L.C.T., créé par arrêté du Ministre de l'Intérieur le 28 janvier 2011. La G.N.N. est une des forces de sécurité qui s'est immédiatement et le mieux investie dans ce service central.

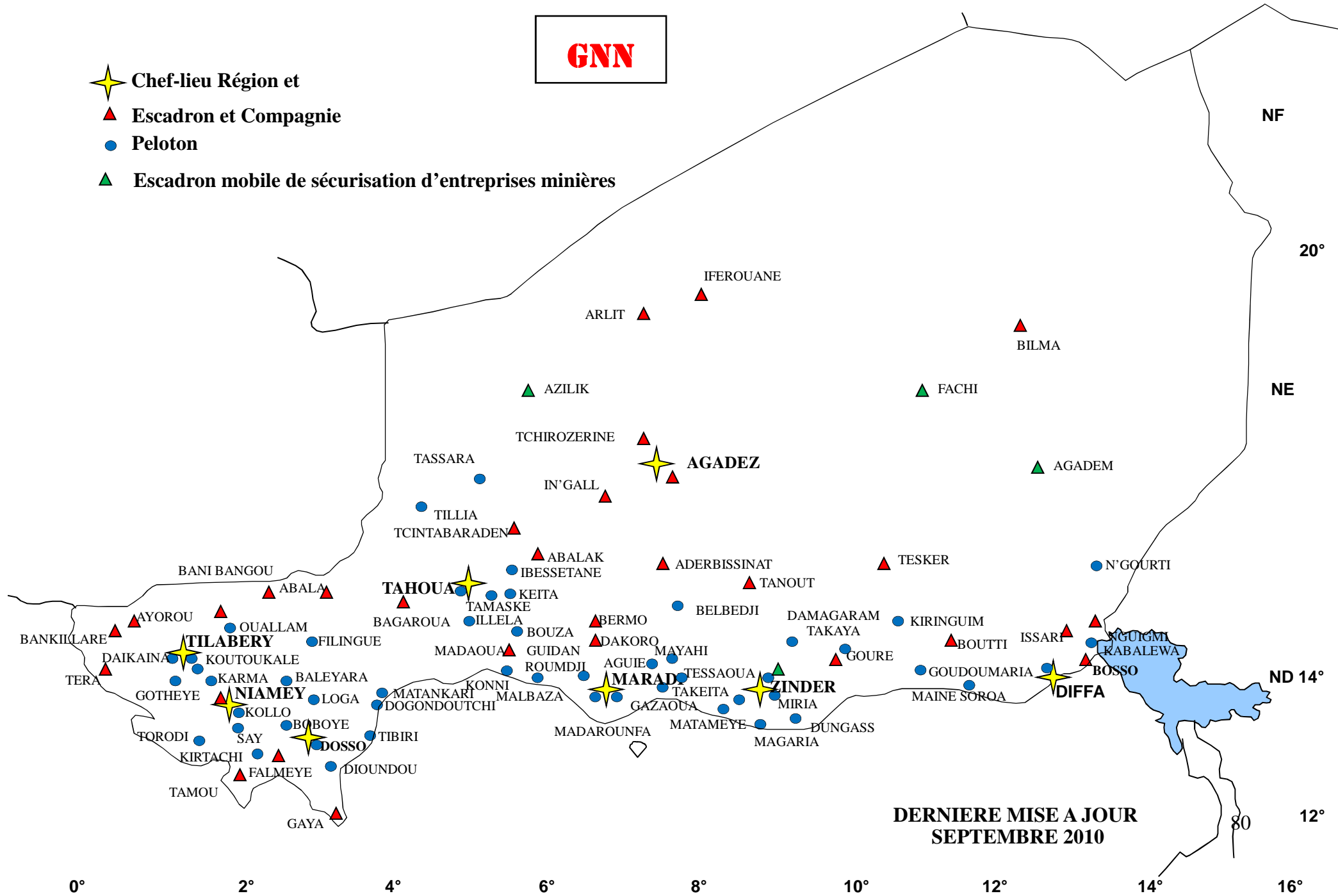
Ce service très spécialisé a vocation à traiter les renseignements obtenus par les unités de terrain des différentes forces de sécurité intérieure et à diligenter les enquêtes judiciaires relatives aux faits de terrorisme sous l'autorité du Pôle anti-terroriste du Parquet de Niamey.

Ainsi, du fait de son maillage territorial, la GNN peut mettre à disposition des unités de renseignement dans la profondeur comme les unités méharistes ou la Brigade des Pistes, des unités d'intervention immédiate avec plus de 70 unités élémentaires réparties sur tout le territoire à même de fixer sinon de freiner l'adversaire et une unité d'intervention, le GIS, capable d'intervenir dans l'évènement pour neutraliser l'action adverse.

LE GSPC/AQMI AU SAHEL : MUTATION ET INTERNATIONALISATION DU TERRORISME SOUS REGIONAL

GNN

-  **Chef-lieu Région et**
-  **Escadron et Compagnie**
-  **Peloton**
-  **Escadron mobile de sécurisation d'entreprises minières**



Annexe 3 : Itinéraires des grands trafics illégaux au Niger

Les itinéraires de prédilections des trafiquants (cf. carte ci-après).

Les trafiquants choisissent leur itinéraire en fonction de la sensibilité de leur cargaison et du volume de leur convoi. Les trafiquants de drogue ou d'armes constituent de gros convois de 20 à 60 véhicules¹³² qui vont longer la frontière algérienne, ceux de migrants clandestins articulent leur trajet autour d'itinéraires aux puits nombreux, les trafiquants organisés en petits convois privilégient la discrétion qui impose parfois de grands contournements. Quoi qu'il en soit, tous empruntent très peu les routes institutionnelles leur préférant des pistes peu fréquentées au tracé ténu. Leurs véhicules sont très récents pour éviter les pannes et reviendront à l'issue de l'escorte au transitaire à Agadez ou Tassara au Niger ou à Tamanrasset en Algérie.

Les gros convois transportant armes et drogue à haute valeur ajoutée passent le long de la frontière algérienne d'ouest en est. **(A)**

Les convoyeurs nigériens lourdement armés (mitrailleuses 12.7 ou 14.5) prennent en compte leur cargaison dans la zone des trois frontières au Nord du pays. Ils contournent Assamaka par le sud et vont chercher les puits de Tiraouene, Tikikitene, I-n-Tadera ou Ti-n-Galene au Nord de l'Aïr. A partir de l'Adrar Bous, ils vont longer la frontière algérienne en s'appuyant sur les points caractéristiques de la Pointe Berliet, d'Emi Lulu et de la Passe de Salvador en roulant à des moyennes de 120-130 km/h sur des terrains durs avant de basculer pour la plupart en Libye en direction de Sebha. In Azawa est un point de passage obligé où les forces de défense et de sécurité tentent de monter des embuscades¹³³.

Les convois plus modestes, à la cargaison peu onéreuse, progressent de puits en puits **(B)**.

Les petits convois sont constitués de trois à cinq véhicules tout aussi lourdement armés. Ils privilégient la discrétion à la vitesse et l'effet de masse. Ils progressent de puits en puits en s'assurant que les lieux ne sont pas occupés, leur point clef étant d'échapper aux patrouilles de FDS. A la moindre alerte, le convoi se disloque et se regroupe sur un point de rendez-vous.

¹³² Les convois comprennent surtout au vu des enjeux une escorte dimensionnée en puissance de feu.

¹³³ Le 28 janvier 2012, une patrouille des forces de défense et de sécurité a intercepté non loin de la frontière algérienne, près d'In Azawa, à 230 km environ au nord d'Arlit une colonne d'environ quinze véhicules 4X4. Un véhicule a été détruit et un autre abandonné transportant huit cent soixante-quinze (875) kg de résine de cannabis. In Azawa est le passage obligé des narcotrafiquants et des rebelles maliens entre le Mali et la Libye.

Trafics ouest - est.

Contournement est de l’Aïr (Ba).

La cargaison est prise en compte dans la zone des trois frontières au nord du pays. Les trafiquants contournent Assamaka par le sud et vont chercher les puits de Tiraouene, Tikikitene, I-n-Tadera ou Ti-n-Galene au nord de l’Aïr. A partir de l’Adrar Bous, ils vont descendre plein sud dans l’Aïr afin de rejoindre la piste de Dirkou et le point de passage obligé de la zone, le puits d’Achégour au pied des falaises du même nom. Tout en empruntant des pistes de contournement des localités, ils partent plein nord en direction du Pic Zoumri près de Séguédine. Le contournement est (carrefour de Paris) de cette dernière se fait en direction du nord et de Madama puis de la Passe de Salvador ou bien plus à l’est en direction du puits de Dadafaoui et du nord Tibesti.

Contournement ouest de l’Aïr (Bb).

Après que la cargaison est prise en compte dans la zone des trois frontières au nord du pays, les trafiquants descendent plein sud, à partir d’Assamaka et du puits de Tiraouene, en direction de Teguidda-n-Tessount et du puits d’Orfane. Ils passent ensuite entre les villes de Tassara et d’Ingall, en tentant d’échapper aux patrouilles nombreuses, avant de passer au sud des falaises de Tiguidit à la recherche de l’oasis de Tchintabourak. Ils reprennent enfin l’itinéraire de la piste de Dirkou en direction des falaises d’Achégour, du Pic Zoumri et de la passe de Salvador.

D’autres trafiquants, en quantité moindre, rejoignent Tassara depuis le nord de Menaka au Mali et effectuent le même cheminement jusqu’au puits de Tchintabourak **(Bc)**.

Le même exercice a lieu à partir de la frontière nigéro-nigériane et la région de Zinder en direction de ce même puits et des itinéraires définis plus hauts. Il s’agit alors surtout de migrants clandestins.

Trafics sud - nord.

Contournement est de l’Erg de Bilma.

Un trafic sud nord tend aussi à se développer aux mains d’anciens rebelles Toubous des Forces Armées Révolutionnaires du Sahara ou d’anciens douaniers ou militaires tchadiens remerciés en 2012-2013 sans ménagement par le président tchadien Idriss Déby. Ce trafic s’appuie sur les relations Toubou du sud vers le nord depuis le bassin du Lac Tchad vers la Libye. Les trafiquants alternent leur progression d’un côté et de l’autre de la frontière nigéro-tchadienne au vu des contraintes physiques (Erg de Bilma) ou de la présence de patrouilles tchadiennes dans le nord Tibesti ou nigérienne à l’est de Séguédine.

Les convois camelins de la zone de N’Gourti.

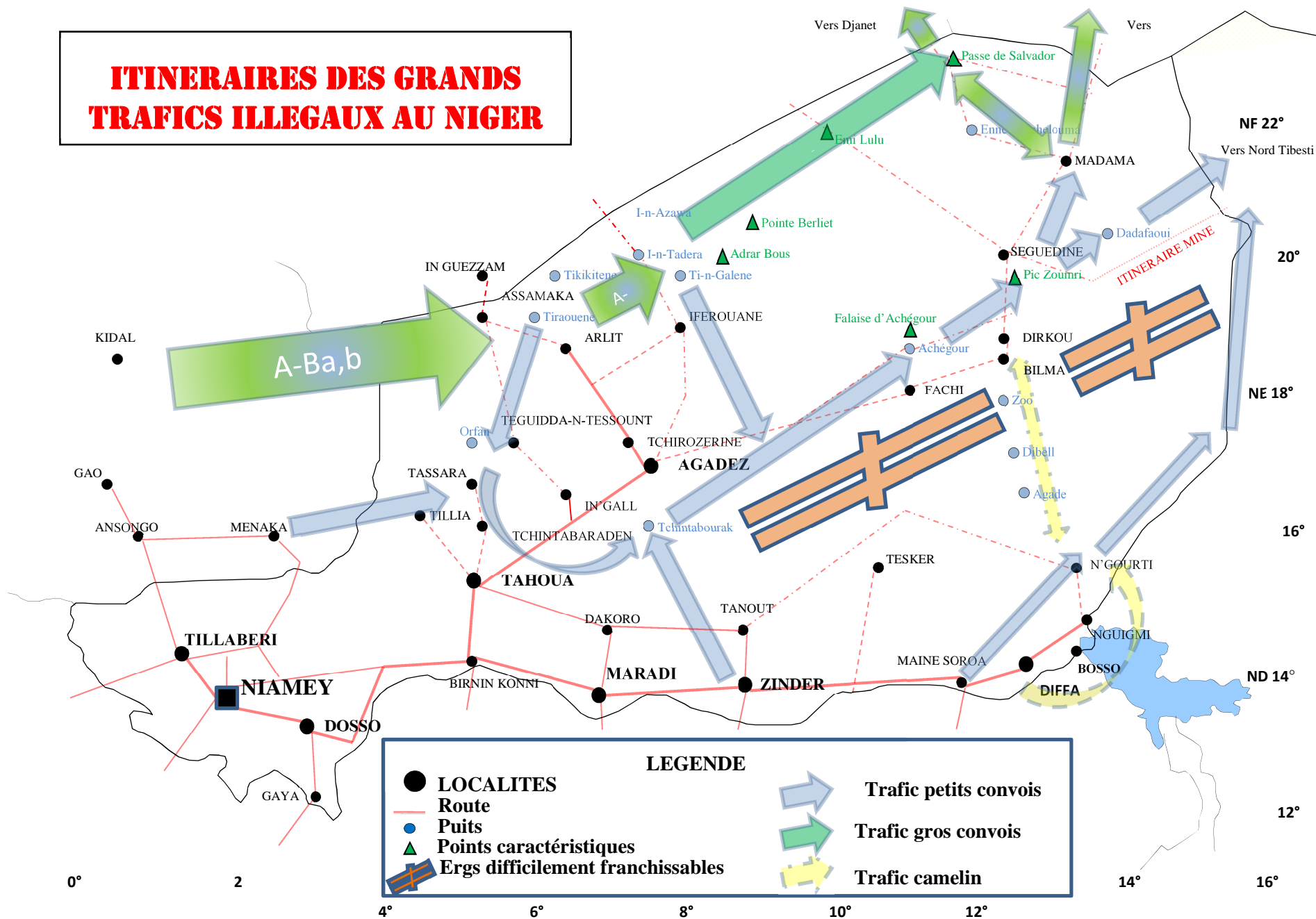
Les trafics à dos de dromadaires conservent une place importante du fait de leurs qualités intrinsèques. Leur discrétion et leur rusticité leur permettent en effet d’échapper aux contrôles des FDS ou de s’affranchir des contraintes du relief. Les dromadaires peuvent ainsi facilement transporter des charges lourdes tout en progressant dans des terrains difficiles comme le bassin du Lac Tchad ou l’Erg de Bilma.

La première rupture de charge entre véhicules et dromadaires a lieu dans le bassin du lac Tchad dans le but de contourner les villes de Diffa, N’Guigmi et N’Gourti. La caravane d’une dizaine de bêtes emprunte des itinéraires impraticables pour les véhicules des FDS et éloignés de leurs postes fixes que ce soit en saison sèche ou en hautes eaux.

Des véhicules prennent ensuite le relais entre le nord de N’Gourti et le puits de Dibella. C’est le lieu de la nouvelle rupture de charge et la traversée hostile de l’Erg de Bilma qui se fait à dos de dromadaires en direction de la région de Dirkou. Cette traversée en véhicules est possible mais périlleuse tant pour les hommes que les matériels et peu de patrouilles de FDS osent s’y aventurer.

Pour finir, à Dirkou, des véhicules prennent en compte la cargaison en direction du Pic Zoumri et de la Passe de Salvador, empruntant les itinéraires déjà cités.

ITINERAIRES DES GRANDS TRAFICS ILLEGAUX AU NIGER

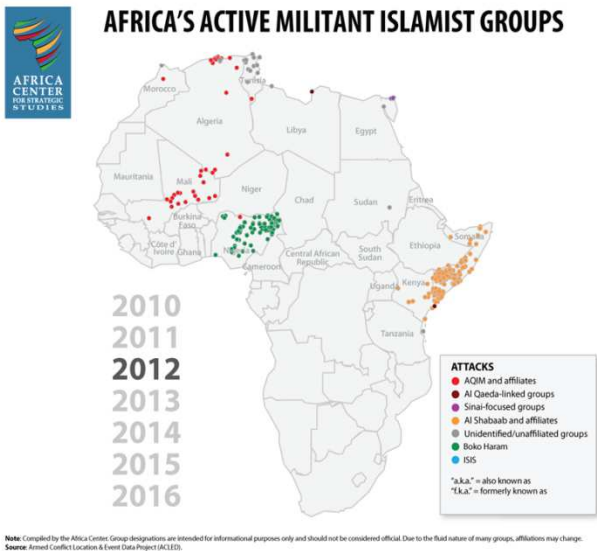


Annexe 4 : Evolution des actions terroristes en Afrique.



En 2010, l'activité terroriste se concentre au Maghreb avec la bande sahélienne ponctuellement concernée.

La pression des FDS algériennes concurrentement à la crise libyenne au cours de l'année 2011 fait glisser le centre de gravité de l'activité terroriste sur la BSS.

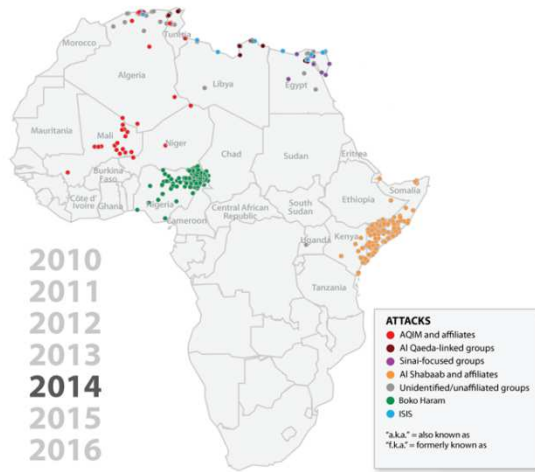


2012, la crise malienne concentre une grande partie de l'activité terroriste sur le nord Mali, c'est le terrain qui en est l'objet.

2013, l'activité perdure sur le nord Mali mais avec l'opération Serval qui débute, l'activité terroriste est portée contre les forces armées françaises et africaines.



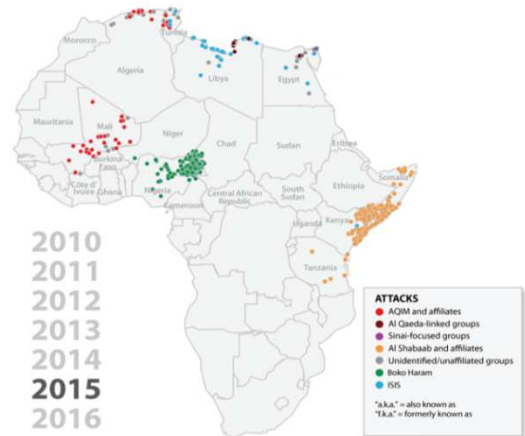
AFRICA'S ACTIVE MILITANT ISLAMIST GROUPS



Note: Compiled by the Africa Center. Group designations are intended for informational purposes only and should not be considered official. Due to the fluid nature of many groups, affiliations may change. Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED).



AFRICA'S ACTIVE MILITANT ISLAMIST GROUPS



Note: Compiled by the Africa Center. Group designations are intended for informational purposes only and should not be considered official. Due to the fluid nature of many groups, affiliations may change. Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED).

2014, l'attrition des groupes armés terroristes réduit leur champ d'action

2015, le conflit asymétrique reprend à l'avantage des GAT qui élargissent leur champ d'action.

Annexe 5: Témoignage de Brent Elrod

TO: Lieutenant-Colonel Olivier

From: Brent N. Elrod, Supervisory Special Agent – Houston Field Office

Date: November 16th, 2016

SUBJECT: Answers to questions posed by Lieutenant Colonel Olivier Alary of the National Gendarmerie, trainee of the 24th promotion of the War College to Supervisory Special Agent (former Regional Security Officer, United States Embassy to Niger)

“The views expressed in this article are those of the author, and do not necessarily reflect those of the U.S. Department of State or the U.S. government.”

How the State Department organizes the cooperation to fight against terrorism in the Sahel and what are its cooperation priorities?

The focal point for organizing the fight against terrorism in the Sahel is the Ambassador to each country and the country team. The country team is composed of the heads of the Embassy sections. The Defense Attaché (DATT) and a member of the Office of Security Cooperation (OSC) are primary advisors to the Ambassador for counterterrorism, particularly pertaining to military operations and assistance. Embassy sections that address law enforcement operations and assistance, such as the Regional Security Office (RSO) also serve as key advisors to the Ambassador. These offices also help implement counterterrorism assistance.

The State Department has several bureaus that provide assistance combating terrorism in the Sahel. These bureaus provide assistance through the RSO, DATT, and OSC, or, depending on the makeup of the country team, through standalone sections. For the purpose of my answers I will present my own personal experience as the RSO and my support to Nigerien Law Enforcement elements. The support to the DATT and OSC from the Department of Defense and Department of State is a different facet that provides assistance to the host country's Ministry of Defense. The RSO works with law enforcement agencies and the DATT and OSC work with military units. There is some

overlap with the Gendarme but as the Nigerien Gendarme has civilian arrest authority the RSO is the primary means of assistance to the Gendarme.

The State Department organizes the majority of its counterterrorism training and assistance efforts globally through the Bureau of Counterterrorism and Countering Violent Extremism (CT). The Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), Department of Defense Africa Command Counter Narcotics, and other funding sources are also available to the RSO. In Niamey, I was the focal point for the implementation of these programs and worked with several representatives from each of the programs and sub-programs to develop, seek Ambassador approval, and implement the execution of these programs in Niger.

The following is from CT's unclassified intranet page and not the work of the author:

CT's primary mission is to forge partnerships with non-state actors, multilateral organizations, and foreign governments to advance the counterterrorism objectives and national security of the United States.

Programs and Initiatives

[Anti-Terrorism Assistance \(ATA\)](#)

Serves as the U.S. Government's flagship anti-terrorism capacity-building program for law enforcement agencies of partner nations

[Countering Violent Extremism \(CVE\)](#)

Focuses on denying terrorist organizations new recruits

[Counterterrorism Engagement \(CTE\)](#)

Aims to build political will and capacities among foreign government officials and civil societies, and support multilateral efforts to promote more effective CT policies and programs

[Counterterrorism Finance \(CTF\)](#)

Coordinates the delivery of technical assistance and training to governments that seek to

improve their ability to investigate, identify, and interdict the flow of money to terrorist groups

[Global Counterterrorism Forum \(GCTF\)](#)

An informal, multilateral counterterrorism (CT) platform that aims to strengthen the international architecture for addressing 21st century terrorism and promotes a strategic, long-term approach to dealing with the threat by focusing primarily on capacity building and countering violent extremism.

[Regional Strategic Initiative \(RSI\)](#)

The RSI program enables flexible civilian responses to transregional threats and builds the partner capacity and cooperation necessary to promote regional responses to terrorism.

[Terrorist Interdiction Program / PISCES \(TIP/PISCES\)](#) *Seeks to constrain terrorist mobility globally by providing partner countries with border security assistance to identify, disrupt, and deter terrorist travel.*

The following is from INL's unclassified intranet page and not the work of the author:

The mission of the Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL) is to minimize the impact of international crime and illegal drugs on the United States and its citizens through providing effective foreign assistance and through fostering global cooperation.

INL works on a wide range of fronts to accomplish its mission of delivering Security Through Justice. In multiple regions of the globe, and on an array of cutting-edge international affairs challenges, INL is deploying its programmatic tools to increase justice, stability, good governance, and the rule of law.

What are the difficulties you have encountered in cooperation Niger?

There were many difficulties that posed a challenge to cooperation -- among them, understanding Niger's Law Enforcement Capabilities, limited manpower at the embassy, coordination with

international partners, resistance from the French RSO, and issues with the Nigeriens.

Understanding Niger's Law Enforcement Capabilities - Niger had a coup d'état in 2010 and relations between the U.S. and the Government of Niger (GON) had been temporarily suspended. Upon my arrival in 2011 those relations had been restored and with the rise of AQIM, counterterrorism funding was being directed to the region. I received and welcomed an enormous amount of visitors from the various counterterrorism program offices and toured Niger's law enforcement agencies including the National Police, Garde Nationale, Gendarmerie, the Service Central Lutte Contre Le Terrorisme (SCLCT) and even the Air Force. I visited border checkpoints, special weapons and tactics teams, airports, prisons, maritime units, mounted equine and motorcycle units, academies and more to understand GON law enforcement capabilities and in turn make recommendations to train and equip GON forces to counter AQIM and Boko Haram.

Limited manpower at the Embassy – Developing and implementing counterterrorism assistance for the GON was a monumental task and it was also only an additional duty for me. My primary job as the RSO is to ensure the safety of the U.S. Embassy and its employees through the supervision of various security programs to include guards, physical security, and other counter measures. I was able to hire one Nigerien whose sole focus was to help me with the implementation of the programs and at times I would leverage help from other staff in the Embassy. My counterparts from France and the European Union had counterterrorism coordination as a sole responsibility and there was a legion of them in country to do the work. My budget was equivalent to the entire EUCAP Sahel budget in Niger. The limited manpower dedicated within the country at the Embassy to orchestrate all of this assistance from multiple sources was very difficult.

Coordination with international partners – This coordination was a challenge as not only did France and the European Union have programs but there were other countries from Europe who would want to coordinate efforts separately from EUCAP Sahel, PAJED, and the others. Language was often a barrier in the coordination. Interpreters had to be arranged and sometimes when they weren't available it was just difficult to communicate. For me to understand the missions of the multitudes of international partners, often in other languages, and still do my job as the RSO and keep U.S. counterterrorism efforts moving was a challenge. Our funding also was usually tied to implementation deadlines I had to meet.

Resistance from the French RSO – During the beginning stages of our cooperation efforts there was resistance from the French RSO. At one point that person had stated at a Global Counter Terrorism Forum held in Niamey that the U.S. should limit its cooperation to Nigeria and leave Niger to the French. A meeting was scheduled at the French Embassy with the Ambassadors and Security representatives from France, the U.S., Germany and a few others. During the meeting an attempt was made to get the U.S. and the rest to fall under the French direction for the implementation of our programs. The message was delivered poorly but we did agree to increased cooperation. After a few months the resistance disappeared and was replaced by a true spirit of cooperation.

Nigeriens –At the strategic level each GON organization had a catalog of what they wanted and sometimes their wishes were not well thought out. They also asked for the same items from different donor countries. I do not fault the Nigeriens for asking for the same items because many of the donor countries asked would not be providing the assistance and the Nigeriens had no way of knowing if their needs would be met. At the user level on several occasions we provided the Nigeriens computers coded in French. We would often find that the students not only needed technical training but also they did not read or write French in some cases.

Did you coordinate your cooperation projects with France and The European Union? Yes but it was difficult due to the amount of duties I had to contend with, limited manpower to administer our counterterrorism programs, unstable security situation and the tremendous amount of counterterrorism support we were receiving from the United States. The meeting at the French Embassy ended with me agreeing to share the United States plan to the best of my ability with the legion of other partners so we could better coordinate what units would receive support, what type of support, and the de-confliction of training dates for Nigeriens Law Enforcement forces. The bottom line was there were just too many people that wanted to coordinate with me from the European countries on so many different types of programs. In most cases those coordinators either hadn't developed or had their plans funded yet or were choosing not to share the details. In any case it was just easier to tell partners this is the plan of the United States and they work with it or in another area.

If you had to relive the years 2011-2013 in Niger, what would be your priorities for cooperation?

If I could relive the years of 2011 through 2013, I would have pushed for a Counterterrorism Coordination Office for our counterterrorism efforts on the law enforcement side. Our military office has a defense attaché in every country. They also have an OSC to manage the counterterrorism programs being offered to host countries. The amount of assistance the United States was providing and preparing to provide was very comprehensive and included much more than counterterrorism training and equipping to a few units but also included judicial reform, prison reform, counter drug, supplementing the SCLCT (Service Central pour la Lutte Contre le Terrorisme), border security, airport security and much more.

Do you think the U.S. cooperation has been effective? I do believe the cooperation has been effective. Prior to my departure in September 2013 there was a dual terrorist attack in the Agadez area. The GON President sent a combined team of Police, Garde Nationale, and Gendarmerie officers trained in the United States to handle the interdiction. It was thought the terrorists may be holding hostages in the military barracks. A team of hostage negotiators was being trained in Niamey in a two week Hostage Negotiation course. Those special tactics trained police and negotiators were sent in the President's plane to handle the situation. The terrorists did not speak the language of the Nigeriens and a true negotiation never developed. In the morning the barracks were entered by the police and the terrorists were killed in the assault. There were no survivors in the barracks and it is unknown if the terrorists had truly taken hostages. Another U.S. equipped PC Mixte patrol was patrolling in the Tillaberi area since 2013, in 2015 that patrol was attacked by AQIM. This demonstrates the Nigeriens were out and actively patrolling with the equipment they had asked for in an attempt to bring order to an unstable region that AQIM is known to travel throughout. On the same request letter from the PC Mixte commander in Tillaberi was a request to the French to provide equipment such as we provided (trucks, body armor, food, gas, etc.) for a second patrol. When I left in 2013 that request had not been met. In the past three months there has been a rise in cross border terrorist attacks in the regions on the northern border.

A huge push was made by my office to secure the hotels that westerners mostly utilize in Niamey and the airport. We provided training and equipment to the police to secure those soft targets. Since 2013 in the Sahel we have seen numerous attacks at hotels frequented by westerners in Mali, Ouagadougou, and Senegal. The increase in security in Niamey at these soft target locations may have prevented such attacks in Niamey.

I do not follow our cooperation efforts in Niamey closely since my departure in 2013 but I do know they have made a good partner for the U.S. and our European allies. Some of the plans we made in 2013 are just coming to fruition in 2016 and 2017. Niger has a tremendous challenge with AQIM and Boko Haram and has fortunately demonstrated the will to accept the challenge. They are challenged financially and technically to deal with these threats. Their borders are huge and porous much like the West. International partners must aid Niger and cooperation is critical to maximize those aid efforts. The biggest challenge in cooperation is the ability for each international partner to provide what they have committed to provide so gaps are not developed in the equipping and training of host country forces. It is easy to say support will be provided but it is difficult to insure that support will be provided.

Glossaire

AK47 : Kalachnikov, fusil d'assaut robuste en 7,62.

AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) : organisation créée en 2007 issue du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), algérien, qui se divise en deux factions l'une essentiellement présente au nord de l'Algérie et la seconde au Sahel.

Ansar Dine (Les défenseurs de la foi) : groupe armé créé début 2012, dirigé par Iyad Ag Ghali, l'un des principaux chefs de la rébellion Touareg (1990-1995).

BSS : Bande Sahélo Saharienne.

CECLAD : Cellule de Coordination de Lutte Anti-Drogue.

CEMOC : Comité d'état-major opérationnel conjoint.

DAECH : Etat Islamique en Irak et au Levant désigné par l'acronyme Daech ou EI (Etat islamique).

DCRI : Direction Centrale du Renseignement Intérieur (Direction fusionnant une partie des Renseignement Généraux et la DST, devenue depuis la Direction Générale de la Sécurité Intérieure).

ENSOA : Ecole Nationale des Sous-Officiers d'Active.

EUCAP SAHEL : Opération civile de l'Union Européenne dans le cadre de la PSDC.

EUTM MALI : Mission de formation de l'Union Européenne au Mali.

FAMA : Forces armées maliennes.

FAN : Forces armées nigériennes.

FDS : Forces de Défense et de sécurité (Armées + FSI).

FIS : Front Islamique du Salut.

FSI : Forces de Sécurité Intérieure (Police Nationale, Gendarmerie Nationale, Garde Nationale)

FSP JUSSEC : Projet français JUSTice et SECurité en région sahélo-saharienne

GAT : Groupe armé terroriste.

GIA : Groupe Islamiste Armé.

GIS : Groupement d'Intervention et de Sécurité de la GNN

GNN : Garde Nationale du Niger.

GSPC : Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat.

MISMA : Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine

MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali.

MNJ : Mouvement des Nigériens pour la Justice (mouvement de la rébellion Touareg au Niger de 2007-2009)

MNLA : Mouvement National pour la Libération de l'Azawad.

MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest) : organisation issue en 2011 d'une scission avec AQMI afin d'étendre le djihad à l'Afrique Subsaharienne.

OHCR : Conseil des droits de l'homme de l'assemblée générale des Nation Unies.

PAJED : Programme européen d'Appui à la Justice et à l'Etat de Droit.

PSDC : Politique de sécurité et de défense commune.

RFI : Radio France Internationale, radio publique française, média francophone d'information réputé indépendant très suivi en Afrique.

RPG7 : Lance-roquette anti char rustique, non guidé porté à l'épaule

RPK : Fusil mitrailleur Kalachnikov en 7,62.

SCLCT : Service Central de Lutte Contre le Terrorisme.

SSI : Service de sécurité intérieure près de l'ambassade de France en charge de la coopération de sécurité en liaison avec la Direction de la Coopération Internationale.

USIGN : Unité Spéciale d'Intervention de la Gendarmerie Nationale.

Bibliographie

Jean-François Bayart, « Le piège de la lutte antiterroriste en Afrique de l'Ouest », *Revue européenne d'analyse des sociétés politiques* n°26, août 2010.

André Bourgeot, « Le Sahel dans le désordre mondialisé », *Recherches internationales*, n°97, octobre-décembre 2013.

Jennifer G. Cooke and Thomas M. Sanderson, *Militancy and the Arc of Instability, Violent Extremism in the Sahel*, A report of the Center For Strategic International Studies, Africa Program, September 2016.

John Davis, *Terrorism in Africa, The evolving front in war on terror*, ss dir., Washington DC, Lexington Books, 2010.

Gwendal Durand, *L'organisation d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique, Réalité ou manipulation*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Jean-Pierre Filiu, « Les quatre fronts d'Al-Qaïda », *Revue d'Études*, p.295, octobre 2010.

Jean-Marc Gadoullet, *Agent secret*, Paris, Robert Laffont, 2016.

Yvan Guichaoua, « Mali-Niger: une frontière entre conflits communautaires, rébellion et djihad », *Le Monde*, 20 juin 2016.

Colonel F. Grandi, « Gendarmeries africaines et Gendarmerie nationale française : d'une coopération traditionnelle à un partenariat rénové », *Cahier Def*, juin 2016.

Patrice Gourdin, « Al-Qaïda au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe », *Diploweb.com*, 11 mars 2012, consulté en novembre 2016.

Arnaud-Dominique Houte et Jean-Noël Luc, *Les Gendarmeries dans le monde de la Révolution française à nos jours*, Paris, PUPS, 2016.

Wolfram Larcher, « Le mythe narcoterroriste au Sahel », *Document de référence de la WACD n°4* Kofi Annan Foundation, 17 juillet 2013.

Camille Lefebvre, « Histoire des frontières du Niger », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n°73, janvier – mars 2004.

Camille Lefebvre, Thèse de doctorat en Histoire « Territoires et frontières : du Soudan central à la République d Niger : 1800-1964 », sous la direction de Pierre Boilley soutenue en 2008 à Paris I.

Lemine Ould M. Salem, *Le Ben Laden du Sahara, Sur les traces du djihadiste Mokhtar Belmokhtar*, Paris, Editions de la Martinière, 2014.

Annette Lohmann, *Qui sont les Maîtres du Sahara, Vieux conflits, Nouvelles Menaces : Le Mali et le Sahara Central entre les Touaregs, Al-Qaïda et le Crime Organisé*, FRIEDRICH EBERT STIFTUNG, juin 2011.

Djalil Lounnas, *Les mutations des mouvements djihadistes en Afrique du nord et au Sahel : d'AQMI à l'État Islamique*, note 18/2016, Fondation pour la Recherche Stratégique, 25 octobre 2016.

Mamoudou Djibo, « Rébellion Touareg et question saharienne au Niger », *Autrepart*, 2002.

Marc Mémier, *AQMI et Al-Mourabitoune, Le djihad sahélien réunié ?*, IFRI, janvier 2017.

Philippe Migaux, *Al-Qaïda, sommes-nous menacés ?*, Paris, André Versaille Éditeur, 2012.

Emmanuel Pène, “After Libya and Yemen, Mali is becoming a new Somalia”, *Arab World Map*, September 2016.

Mériadec Raffray, « Les rebellions Touaregs au Sahel », *Cahier du RETEX*, CDEF, janvier 2013.

Judith Scheele, « Trafic ou commerce ? Des échanges économiques au Sahara contemporain », *SCIENCE PO Centre de Recherches Internationales*, 07/2013.

Judith Scheele, « Tribus, États et fraude : la région frontalière algéro-malienne », *Études Rurales* n°184, 2009/2.

Yves Trottignon, « Al-Qaïda et le djihad aujourd'hui », Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, *Lettre du RETEX-RECHERCHE* n°7, 4 décembre 2013.

Revues

Hérodote n°142, « Géopolitique du Sahara », 3e trimestre 2011, Collectif.

Compagnie Méditerranéenne d'analyse et d'intelligence stratégique, « Al-Qaïda au Maghreb Islamique : Histoire, réseaux et structure », octobre 2013.

Conflict Armament Research, « Enquête sur les transferts d'armes transfrontaliers dans le Sahel », novembre 2016.

Témoignages

Commissaire divisionnaire Isabelle Baert, attachée de sécurité intérieure près l'ambassade de France à Ouagadougou (Burkina Faso), attachée de sécurité intérieure près l'ambassade de France à Niamey (République du Niger) de 2009 à 2013. Entretien par skype, Maisons-Alfort/Ouagadougou, 12 novembre 2016.

Commissaire Boudjamaha Baïka, responsable de la lutte anti-drogue au sein de la Cellule de Coordination de Lutte Anti-Drogue (CECLAD) à Niamey (République du Niger) de 2008 à 2013. Entretien par skype, Maisons-Alfort/Ouagadougou, 11 novembre 2016.

Brent Elrod, Regional Security Officer près l'ambassade de États-Unis à Niamey (République du Niger) de 2011 à 2013. Questionnaire écrit novembre 2016 / Réponses validées par le State Departement en janvier 2017.

Colonel Jean-Frédéric Sellier, adjoint au chef de la composante police de la MINUSMA à Bamako (Mali) et ancien membre de la mission EUCAP SAHEL à Niamey (République du Niger) de 2012 à 2013. Entrevue à Maison-Alfort, 9 novembre 2016.